



HAL
open science

Par-delà la traduction : l'exemple des unités à l'étranger

Anouk Cohen, Pauline Koetschet

► **To cite this version:**

Anouk Cohen, Pauline Koetschet. Par-delà la traduction : l'exemple des unités à l'étranger. La Lettre de l'InSHS, 2023, 85, pp.47-48. hal-04598263

HAL Id: hal-04598263

<https://hal.science/hal-04598263v1>

Submitted on 3 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Édito

de Marie Gaille, directrice de l'InSHS

L'InSHS du CNRS a consacré, ces deux dernières années académiques, plusieurs éditoriaux à la présentation de certains enjeux de politique scientifique et de mise en œuvre de celle-ci. Le présent éditorial a pour vocation de décrire la manière dont la politique scientifique de l'InSHS se déploie de manière concrète [p2]

INTERDISCIPLINARITÉS

Sciences en action et justice environnementale : pour un observatoire transdisciplinaire des changements environnementaux et sociaux au Sénégal [p19]

ANTHROPOLOGIE EN PARTAGE

PANAFEST : un web-documentaire sur les festivals panafricains des années 1960 et 1970 [p24]

VIE DES LABOS

Lumière sur PRISM, un laboratoire in(ter) discipliné dans les domaines de l'image, du son et de la musique [p29]

À L'HORIZON

Repenser la Syrie après 2011

Dans le sillage des Printemps arabes, la Syrie connaît, à partir de début 2011, un soulèvement populaire sans précédent contre le régime Al-Assad régnant alors d'une main de fer sur le pays depuis 1970. Sans attendre, s'abat sur toute la société la féroce répression d'un pouvoir incapable de se renouveler [p33]

ZOOM SUR...

La traduction

La traduction, c'est d'abord une pratique concrète des chercheurs et des chercheuses qui, pour beaucoup, publient dans un anglais qui n'est pas leur langue maternelle, doivent déposer des projets de recherche en anglais, ou qui, lorsqu'ils sont étrangers comme près d'un tiers des chercheurs CNRS, doivent employer le français dans leur laboratoire [p35]

NOUVELLES DE L'INSTITUT

Internationalisation de la recherche, recherche empêchée : quels enjeux pour les sciences humaines et sociales ? [p4]

À PROPOS

« Intersections, circulations » : retour sur le 10^e congrès de l'Association française de sociologie [p7]

« No(s) futur(s). Genre : bouleversements, utopies, impatiences » : retour sur le 3^e Congrès international du GIS Institut du Genre [p9]

FOCUS

Risques et catastrophes à l'ère des changements globaux : des enjeux majeurs pour la recherche [p11]

OUTILS DE LA RECHERCHE

Un rendu professionnel pour l'image et le son, c'est possible ! [p14]

SCIENCES PARTAGÉES

L'espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tou-te-s », lauréat du prix de la recherche participative de l'Inrae [p17]

LIVRE

REVUE

PHOTO

À LA UNE



Atlas des sites archéologiques menacés, sous la direction de Nicolas Teyssandier, François Bétard, Stéphane Bourdin et Françoise Gourmelon, Le Cherche Midi, 2023

Quel est le point commun entre les grottes de Lascaux et les bouddhas de la vallée de Bâmiyân, entre Tombouctou et Notre-Dame de Paris ? Toutes ces merveilles du patrimoine mondial de l'humanité sont menacées par des phénomènes naturels ou par les actions humaines [...]

voir toutes les publications



Revue de référence dans le paysage latino-américaniste international, les Cahiers des Amériques latines ont été fondés en 1968 par le géographe Pierre Monbeig. Ouverts à toutes les sciences humaines et sociales, défendant

une diffusion multilingue de la recherche (en français, anglais, espagnol et portugais), ils constituent un support de diffusion des savoirs académiques, mais aussi un espace de réflexion et de débat sur l'actualité latino-américaine et caribéenne [...]

voir toutes les publications



Orthomosaïque radiale du désert kite JD173, désert du Harrat-al-Shaam, Jordanie

Édito

de Marie Gaille, directrice de l'InSHS



L'Institut des sciences humaines et sociales (InSHS) du CNRS a consacré, ces deux dernières années académiques (2021-2022, 2022-2023), plusieurs éditoriaux à la présentation de certains enjeux de politique scientifique et de mise en œuvre de celle-ci.

Le présent éditorial a pour vocation de décrire la manière dont la politique scientifique de l'InSHS se déploie de manière concrète. Tout d'abord, la plus grande partie du budget de l'InSHS est consacré aux dotations globales des unités. Cette dotation elle-même est répartie dans le cadre d'un arbitrage collectif en fonction d'un certain nombre de critères, les mêmes pour l'ensemble des unités mixtes de recherche (UMR). Ce cadre général a été posé sous la direction de Patrice Bourdelais (2010-2017) qui n'a pas souhaité en rester au constat de disparités fortes et peu explicables dans les dotations. Ces critères combinent la prise en compte, de façon modulée, du nombre de chercheurs et chercheuses et d'ingénieures de recherche et des enseignants et enseignantes-chercheuses, l'appréciation de la proximité des unités à l'égard des orientations majeures du CNRS que sont à l'heure actuelle la dimension internationale de la recherche et la pratique de l'interdisciplinarité, et vis-à-vis des [priorités scientifiques de l'InSHS](#), l'appréciation de coûts spécifiques (terrain, bibliothèque, équipement et plateforme, etc.) incombant aux UMR. Ce cadre a permis, au fil du temps, et en évitant des décisions trop brutales à la hausse ou à la baisse, de repositionner les dotations des UMR dans un espace commun.

Il reste encore sur ce sujet une marge d'amélioration, mais l'essentiel est fait pour les UMR ; des sujets spécifiques, comme les dotations des laboratoires à l'étranger (UMIFRE, IRL), doivent être encore traités.

Depuis 2021, une part croissante de budget est préservée et réservée au développement d'opérations scientifiques sélectives, en nombre limité : création des observatoires scientifiques en sciences humaines et sociales, les [SOSI](#) ; appel à projets (AAP) pour des financements d'amorçage de recherche interdisciplinaire, l'AAP SEPIA ; l'AAP Sciences partagées ; le soutien à des actions de recherche en lien avec des priorités de l'InSHS ou de l'organisme. Ces opérations nous permettent de renforcer certains éléments de la politique scientifique de l'InSHS. Enfin, cette politique se traduit aussi, sur le plan budgétaire, par un soutien aux réseaux de recherche, nationaux et internationaux, sur lesquels je reviendrai plus loin, aux infrastructures de recherche, à la science ouverte, à l'interdisciplinarité, aux actions à l'international, à l'innovation et aux rapports sciences/société.

Un second volet de la mise en œuvre de la politique scientifique de l'InSHS réside dans sa politique d'emploi, de recrutement et d'affectation. Les regards se tournent la plupart du temps vers les recrutements du concours chercheur annuel du CNRS. Sa difficulté et son prestige expliquent sans doute en partie cette focalisation. À travers différentes modalités, et à l'heure actuelle avant tout à travers celle du « coloriage » de postes sur un certain nombre de supports ouverts au concours, l'InSHS fait valoir chaque année ses priorités scientifiques — disciplinaire, méthodologique, thématique. Surtout, il les fait valoir dans différents domaines disciplinaires. Ainsi, la priorité méthodologique dédiée aux études aréales, si elle s'est initialement formulée d'abord au sein de l'histoire des mondes modernes et contemporains (au milieu des années 2010), a peu à peu irrigué d'autres communautés disciplinaires et des concours dont les jurys d'admissibilité sont aujourd'hui autant la section 35, la section 36, la section 38, etc., que la section 33¹. L'on peut bien sûr regretter — cela va sans dire — que nous ne disposions pas de plus de supports ; mais une telle priorité, comme les autres, se décline au fil des années de façon riche et ramifiée, pluridisciplinaire à l'échelle des sciences humaines et sociales. Cette déclinaison permet de consolider peu à peu des communautés et des laboratoires, eux-mêmes pluridisciplinaires.

Au-delà du concours chercheurs du CNRS, cette politique de priorisation scientifique se déploie à travers le soutien fort, récurrent, et même croissant à la mise en réseau des communautés, au niveau national ou international, et pour une part par le biais de réseaux constitués en Groupement d'intérêt scientifique (les GIS), construits en coordination avec nos partenaires académiques. Cette action de mise en réseau, devenue un impératif dans le contexte d'un financement de la recherche publique sur programmes, doit être encore intensifiée dans les années à venir et couplée avec un travail collectif de prospective pour contribuer à orienter la politique scientifique de l'InSHS. Aujourd'hui, pour filer l'exemple de la priorité dédiée aux études aréales, le soutien à celle-ci se déploie également dans l'implication de l'InSHS dans les différents GIS aréaux existants (GIS Asie, GIS Études Africaines en France, GIS Institut des Amériques, GIS Moyen-Orient et Mondes Musulmans, GIS Euro-Lab), ainsi que dans des réseaux thématiques (RT Connaissance de l'Europe Médiane, RT Empire Russe, URSS, États post-soviétiques), et des actions de préfiguration en cours visant à compléter ce maillage.

1. Section 33 Mondes modernes et contemporains ; Section 35 Philosophie, littératures, arts ; Section 36 - Sociologie et sciences du droit.

Il faut également prêter attention à la politique d'emploi des personnels de soutien à la recherche. Dans la limite des ressources disponibles, celle-ci permet non seulement de répondre aux besoins des laboratoires, de proposer des supports de poste pour des métiers pointus et rares, mais aussi de mettre en place, de façon structurante au fil de temps, des compétences qui font évoluer la recherche, au sein des UMR, des Maisons des sciences de l'Homme, dans des unités d'appui et de recherche dédiées, et notamment celles auxquelles sont adossées les infrastructures de recherche IR* que sont Huma-Num et PROGEDO. Dans cette perspective, l'InSHS a entamé un travail de prospective RH sur l'emploi IT pour identifier les nouveaux besoins et les dispositifs et moyens pour y répondre.

Si chaque institut du CNRS déploie en propre sa politique scientifique, avec parfois des missions nationales de fait ou de droit, il ne le fait pas en vase clos. Ainsi, l'InSHS bénéficie d'un écosystème formidable et rare au CNRS, qui a stimulé et même transformé les pratiques de recherche en sciences humaines et sociales — sur plusieurs plans et bien au-delà de sa seule population de chercheuses et chercheurs : interdisciplinarité, Europe de la recherche et recherche à l'international au-delà de l'Europe, science ouverte, innovation, médiation, actions scientifiques coordonnées au niveau de la direction générale déléguée à la science, etc.

Un tel écosystème permet aussi une réflexivité accrue au quotidien non seulement sur les pratiques et les organisations de la recherche en sciences humaines et sociales, mais aussi sur les objets et les méthodes qui sont les siens, resitués dans un espace de recherche fondamentale plus ample et donnant lieu parfois à des complémentarités fortes, comme c'est le cas par exemple pour l'archéologie.

L'InSHS déploie également sa politique scientifique en lien avec ses partenaires académiques et s'attache notamment à identifier avec chacun d'entre eux des questions de recherche sur lesquels ils peuvent travailler ensemble et nourrir des orientations par des dispositifs divers (post-doctorat ciblé, chaire, réseau et action scientifique commune, etc.). Il nourrit un dialogue scientifique avec la Direction générale de la recherche et de l'innovation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche français. Ce principe d'une action conjuguée et, par là, renforcée dans ses effets au niveau national est essentiel. L'on pourrait certainement désirer que la politique scientifique de l'InSHS soit également pensée et mise en œuvre au regard d'un cercle plus large encore que l'enseignement supérieur et la recherche, *a minima* celui de l'Europe ; c'est pourquoi l'InSHS travaille actuellement à nouer ou renouer des liens avec des institutions européennes et les autres organismes de recherche présents sur le sol européen, afin d'identifier ensemble les objets et les dispositifs de recherche à mettre en avant.

In fine, les ambitions transformatrices de l'InSHS s'inscrivent dans un espace de contraintes bien connues de tous, mais une telle politique fixe des caps et a deux atouts : le temps donné à sa mise en œuvre et la très forte articulation entre ses différents pans, qui rend possible une grande cohérence et des actions multiformes sur un même sujet.

Au nom de l'InSHS, je souhaite une excellente rentrée académique à toutes et à tous et un très bel anniversaire à l'IR* Huma-Num lors des [célébrations organisées à l'occasion de ses 10 ans](#) les 25 et 26 septembre 2023.

Internationalisation de la recherche, recherche empêchée : quels enjeux pour les sciences humaines et sociales ?

Une réflexion des directeurs et directrices de laboratoires au service de la discussion collective

Le 1^{er} juin dernier, Marie Gaille, directrice de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS, réunissait à Marseille les directeurs et directrices des unités rattachées à l'InSHS. En amont de ces rencontres, elle les avait invités à échanger autour de trois thématiques essentielles pour définir la politique scientifique de l'Institut : la recherche à l'international et l'Europe de la recherche ; l'engagement des chercheurs et la recherche empêchée ; les enjeux sciences/société et l'innovation en sciences humaines et sociales. Deux des groupes ainsi constitués ont accepté de présenter, dans la Lettre de l'InSHS, une synthèse de leurs réflexions.



Enjeux de l'internationalisation de la recherche en SHS

Les savoirs se bâtissent dans un dialogue international constant. L'internationalisation constitue une exigence scientifique de premier plan. Elle soulève également des enjeux politiques et épistémologiques importants. Notons tout d'abord des évolutions favorables. La recherche française valorise désormais les parcours internationalisés. Les candidates et candidats aux métiers de la recherche connaissent aujourd'hui la plus-value d'une expérience postdoctorale à l'étranger, ou encore d'un doctorat en cotutelle. Si l'on remonte quelques vingt années en arrière, cette tendance n'était pas aussi claire.

Dans les rencontres et revues généralistes de référence de nos disciplines, l'appétence pour une connaissance produite « ailleurs » est également claire, permettant l'échange avec des conceptions scientifiques différentes et la validation de nos projections scientifiques. Ici, travailler avec l'international et travailler sur l'international se combinent.

Enfin, l'anglais, *lingua franca* du *management* de la recherche et de ses sources de financement, est désormais confortablement installé dans la vie de nos laboratoires. Une récente étude rappelle toutefois que, dans les sciences dites « exactes », la lutte n'en reste pas moins inégale avec les chercheurs et chercheuses dont l'anglais est la langue maternelle¹.

Ce dernier constat, qui vaut certainement pour les SHS, mérite une grande attention face au risque d'une uniformisation des cultures scientifiques ainsi que d'une accentuation des inégalités, au mépris de la multiplicité des langues et des modèles. Il faut ici distinguer un international « fort » et un international plus fragile et néanmoins primordial. Qui dédie son énergie et son temps à développer des partenariats scientifiques dans des sociétés politiquement instables sait qu'il ou elle s'expose au risque de voir ses efforts voler en éclat. Les risques d'interruption, au moins momentanée, et parfois définitive, de ces relations sont nombreux, redoutables. Pourtant, de tels partenariats ainsi patiemment construits en dépit des aléas constituent une force indéniable pour des institutions scientifiques étrangères riches en talents mais exposées à de nombreux défis. Nos instances chargées de l'évaluation individuelle des carrières scientifiques doivent être constamment sensibilisées à ces enjeux.

La diversité de cet « international » pose également la question d'une division du travail scientifique à *parts égales*². Les élites intellectuelles qui ont connu une histoire coloniale refusent aujourd'hui plus qu'hier de se voir proposer des partenariats les reléguant à un simple rôle de source passive ou d'exécutant. Elles sont particulièrement sensibles aux modalités de co-construction de ces savoirs et aux perspectives de leur appropriation pour le bénéfice de tous.

Le CNRS constitue ici un levier majeur d'internationalisation des SHS. Il opère par le biais de politiques volontaristes, comme l'illustre le [Plan pluriannuel de coopérations avec l'Afrique](#) adopté en 2022. Mais l'Institut des sciences humaines et sociales assure également cette mission via l'infrastructure pérenne qu'il offre sur l'ensemble de l'enseignement supérieur et la recherche en

1. Amano T., Ramirez-Castañeda V., Berdejo-Espinola V., Borokini I., Chowdhury S., Golivets M. & al. 2023, The Manifold Costs of Being Non-Native English Speaker in Science, *PLoS Biology*, vol. 21, N°7.

2. Bertrand R. 2011, *L'Histoire à parts égales. Récits d'une rencontre, Orient-Occident (xvi^e-xvii^e siècle)*, Seuil.

France. Il permet des dynamiques transversales, dépassant les frontières que la compétition entre universités génère parfois entre réseaux concurrents. Dans les recrutements et les carrières, les sections du Comité national peuvent encourager l'internationalisation de nos unités. Les **outils proposés par l'InSHS** permettent de renouveler des viviers de spécialistes de terrains étrangers. Les **unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger** (UMIFRE), les *International Research Laboratories* (IRL), les *International Research Centers* (IRC), ainsi que les **Maisons des sciences de l'Homme** (MSH) et tous les types de réseaux internationaux (co-)financés par l'InSHS forment des pivots de la politique internationale du CNRS et des incubateurs de projets européens ou internationaux plus amples. Les dispositifs de la science ouverte (OpenEdition, DISTAM) jouent également un rôle intéressant³.

Les compétences au sein du CNRS ne sont pas toujours aisément identifiées, néanmoins, au-delà des unités spécialisées dans les études aréales⁴. Une cartographie au sein des unités et de leurs partenaires étrangers pourrait aider à consolider des canaux utiles. Avec toujours le même objectif : la promotion d'une internationalisation plurielle des SHS répondant aux défis d'aujourd'hui et de demain.

David Ambrosetti, directeur du laboratoire Les Afriques dans le Monde (LAM, UMR5115, CNRS / Sciences Po Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne)

Avec les contributions et relectures de : Sophie Bouffier, directrice de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH, UAR3125, CNRS / AMU) ; Romeo Carabelli, ingénieur de recherche au sein de l'unité Cités, Territoires, Environnement et Sociétés (CITERES, UMR7324, CNRS / Université de Tours) ; Myriam Catusse, directrice de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, UAR3135, CNRS / MEAE) ; Serge Dauchy, directeur du Centre d'histoire judiciaire (CHJ, UMR8025, CNRS / Université de Lille) ; Marta Donazzan, directrice adjointe du Laboratoire de Linguistique de Nantes (LLING, UMR6310, CNRS / Nantes Université) ; Pierre Guibentif, directeur de la Maison des sciences de l'homme Paris-Saclay (UAR3683, CNRS / ENS-Paris-Saclay / Université Paris-Saclay / Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines) ; Laure de Verdalle, directrice adjointe du Laboratoire PRINTEMPS (Professions, Institutions, Temporalités) (UMR8085, CNRS / Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines)

contact&info

► David Ambrosetti,
LAM

d.ambrosetti@sciencespo-
bordeaux.fr

3. En 2021, les ouvrages portant sur « les Suds » ne constituaient que quelques 10 % du catalogue OpenEdition mais ils étaient 70 à figurer parmi les 100 ouvrages les plus lus sur la plateforme. Les ouvrages rédigés dans d'autres langues que le français (12 % du catalogue) étaient également surreprésentés parmi les 100 ouvrages les plus lus sur OpenEdition, avec 52 titres. Données collectées en 2021 par Bastien Miraucourt, ingénieur de recherche au CNRS, responsable des éditions pour le laboratoire Les Afriques dans le Monde (LAM, UMR5115, CNRS / Sciences Po Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne), les UMIFRE IFRA Kenya / IFRA Nigeria / IFAS / SFDAS de l'unité Afrique au Sud du Sahara (UAR3336, CNRS / MEAE) et le Centre français d'études éthiopiennes à Addis Abeba (CFEE, UAR3137, CNRS / MEAE), et spécialiste d'OpenEdition.

4. Ce constat a également été établi par le groupe de travail sur la recherche et l'international (coordonné par Natacha Aveline) au sein de l'actuel Conseil scientifique de l'InSHS.

L'engagement des chercheurs et la recherche empêchée

Le collectif rassemblé à l'occasion de cette journée pour réfléchir à l'engagement des chercheurs et à la recherche empêchée réunit des directions d'unités dédiées aux études aréales, avec un intérêt spécifique porté sur un espace s'étendant du Moyen-Orient à l'Asie centrale. Aussi, les axes de réflexion partagés se sont principalement concentrés sur la question des terrains, des mobilités et des sciences sous contraintes.

En effet, la relation au terrain de recherche est une composante fondamentale des sciences humaines et sociales en général, avec des entraves et questionnements singuliers ou amplifiés dans certains contextes. Lieux de collecte de sources et de données, les terrains sont aussi des espaces de production de savoirs situés. « Faire du terrain » crée des communautés, renforce des réseaux scientifiques et institutionnels, à la fois localement et par-delà les frontières, autant qu'ils consolident des liens interpersonnels. La « pratique du terrain », sa familiarité, la maîtrise de langues d'échange vernaculaires sont indispensables à la compréhension des espaces, des sociétés, des cultures étudiées. Pourtant, les tensions géopolitiques croissantes, les enjeux diplomatiques, les guerres, les crises sanitaires ou sécuritaires, entravent souvent les mobilités internationales et la circulation féconde des savoirs. La fermeture de certains terrains est un facteur important

d'empêchement de la recherche, en ce qu'elle paralyse la collecte de données comme la construction partagée de connaissances : des sites archéologiques ou patrimoniaux, des corpus de textes ou d'objets, des groupes enquêtés, parfois même des pays entiers apparaissent inaccessibles pour des missions, tant pour les doctorantes que pour les titulaires... La disparition des données elles-mêmes peut être une conséquence des politiques ou des contextes de guerre et répression souvent concomitants à ces interdictions d'accès (restaurations ré-interprétatives, destruction de sites ou de corpus, etc.). Au-delà de la mise à distance des objets étudiés, d'autres restrictions peuvent porter sur les libertés académiques elles-mêmes, devant faire l'objet d'une attention particulière, puisque les sciences humaines et sociales, leurs métiers et leurs professionnels, qu'ils soient originaires de ces pays ou qu'ils proviennent de l'étranger, font les frais de politiques autoritaires qui les ciblent directement. Être privé d'accès au terrain ou privé de libertés académiques sur place, c'est nécessairement affaiblir les réseaux et la formation des jeunes chercheurs et chercheuses ; c'est aussi dégrader l'état des savoirs particuliers. Paradoxalement, la demande d'expertise s'accroît à mesure que se ferment les terrains complexes. L'enjeu est dès lors de maintenir une recherche scientifique de haut niveau au sein des institutions françaises, ainsi qu'une offre de formation autour de ces sociétés, afin d'assurer une transmission des compétences dans ces domaines.

Confrontés à cette situation, les mondes de la recherche et de l'enseignement ont le devoir d'agir : un soutien accru aux mobilités vers la France est un des moyens de maintenir ces liens académiques en permettant aux chercheurs et chercheuses issus de ces aires culturelles de venir pour des séjours courts (réunions de travail, participation à des colloques ou à des jurys, etc.), ou pour de plus longues durées (programmes d'accueil de chercheurs sur projets financés, programmes PAUSE, bourses d'études, etc.). Le rôle des unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE) et des *International Research Laboratories* (IRL) est à cet égard crucial, de par leur rôle de pivot entre les communautés académiques françaises et étrangères. Mais la mobilité même des partenaires académiques étrangers vers la France est également parfois entravée. Les procédures de demandes de visas, de plus en plus longues, complexes, opaques, qui aboutissent dans certains cas à des refus inexplicables, créent des situations inacceptables : elles portent outrage à nos collègues, empêchent les collaborations internationales et dégradent profondément l'image de l'enseignement supérieur et de la recherche français. En réponse à cette situation, les directions des groupements d'intérêt scientifique (GIS) Asie, Études africaines en France, et Moyen-Orient et mondes musulmans ont signé en juin dernier une tribune dans *Le Monde* pour dénoncer cette situation et appeler à une procédure adaptée qui ne nuise plus aux collaborations et redonne de la visibilité positive à la France sur la scène de la recherche mondiale¹.

Face à tous ces empêchements, différents modes de contournement se mettent en place. Les rencontres avec les collègues et les étudiants peuvent se faire dans un pays tiers. Les sujets de recherche se renouvellent. Ils migrent parfois vers des terrains voisins, plus propices à la collecte de données et au développement de collaborations, ce qui est manifeste depuis l'impossibilité d'aller en Iran, en Russie ou en Afghanistan, pour ne citer que quelques exemples récents. Dans l'attente de missions futures, les équipes de recherche se reconcentrent sur la valorisation des résultats. Plus généralement, la recherche française sur les aires culturelles a été nécessairement amenée à faire preuve d'inventivité et d'adaptation. À cet égard, il faut saluer la place croissante des humanités numériques en SHS, qui permet le développement continu de nouveaux outils de traitement, d'analyse, de référencement, de valorisation des jeux de données. Ces mêmes humanités numériques rendent plus souvent accessibles des publications en respectant les principes

FAIR de la science ouverte : ce sont autant d'éléments qui permettent à nos communautés de repenser leurs méthodologies et de rebondir, en dépit des différentes formes de mobilités empêchées. On observe actuellement un attrait renouvelé pour des collections et fonds d'archives : ils constituent un terrain de remplacement naturel. L'étude de ces corpus, souvent méconnus et parfois inédits, est soutenue par l'émergence de ces nouveaux outils numériques. Des approches alternatives se développent par ailleurs, avec des programmes de recherche entièrement pensés autour de pratiques d'enquête « à distance », qui proposent par exemple de croiser les archives à de l'imagerie satellitaire, du matériel audiovisuel, des webcams, des réseaux sociaux, etc.

La notion de recherche empêchée revêt évidemment bien d'autres aspects. L'engagement du chercheur passe aussi par sa responsabilité vis-à-vis de ses partenaires, collègues, contacts ou étudiants, qu'il peut risquer de mettre en danger par ses pratiques sur le terrain, par ses publications, ou par les sujets de recherche qu'il développe, promeut auprès du public ou soumet en réponse à des appels d'offre. Dans certains cas, le chercheur lui-même est possiblement en danger. Ses libertés académiques demandent à être ardemment défendues, de même que les bonnes pratiques de la recherche. Ce sont autant de préoccupations fondamentales et complexes que le cadre de ce groupe de travail ne pouvait toutefois pas examiner en une seule séance².

Sandra Aube, directrice de l'Unité support aux Études Aréales (UAR2999, CNRS) ; Myriam Catusse, directrice de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, UAR3135, CNRS / MEAE) ; Adrien Fauve, directeur de l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC, UAR3140, CNRS / MEAE) ; Maria Szuppe, directrice du Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI, UMR8041, CNRS / Inalco / Université Sorbonne Nouvelle / EPHE)

contact&info

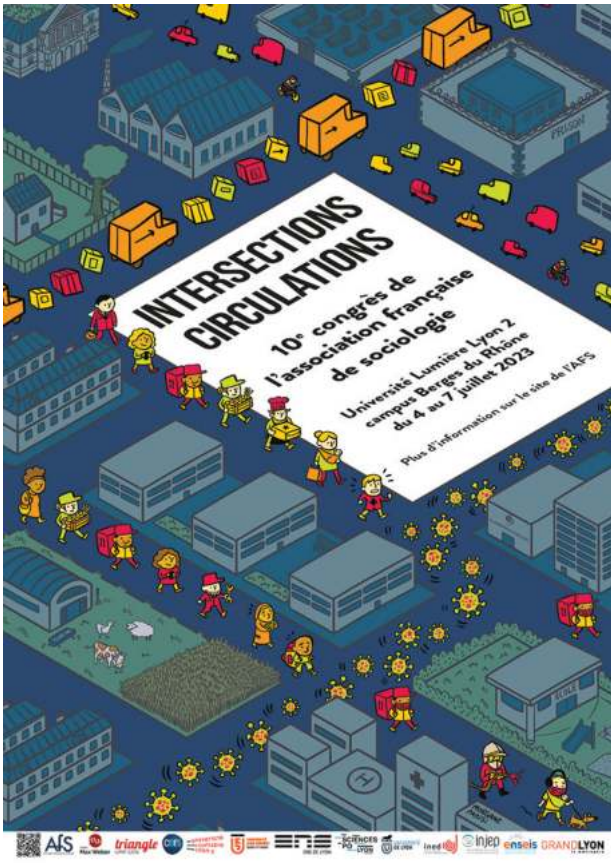
► Sandra Aube,
Unité support aux Études Aréales
sandra.aubeloirain@cnrs.fr

1. Abécassis F., Ambrosetti D., Aube S. & al., « Nous dénonçons une incompatibilité de plus en plus forte entre politique scientifique et politique des visas », tribune parue dans le journal *Le Monde*, 17 juin 2023.

2. Sur la question des libertés académiques, on renverra bien sûr à la parution récente de l'ouvrage suivant : Frangville V., Merlin A., Sfeir J., Vandamme P.-É. (dir.) 2021, *La liberté académique. Enjeux et menaces*, Éditions de l'Université de Bruxelles.

À PROPOS

« Intersections, circulations » : retour sur le 10^e congrès de l'Association française de sociologie



Affiche du congrès réalisée par Morgan Parisi

Le 10^e Congrès de l'Association française de sociologie (AFS) s'est tenu du 4 au 7 juillet 2023 à l'université Lumière Lyon 2. Organisé par l'AFS et le Centre Max Weber (CMW, UMR5283, CNRS / ENS Lyon / Université Lumière Lyon 2 / Université Jean Monnet), il a rassemblé plus de 1 700 sociologues. Si cette édition, qui faisait suite à un congrès en ligne, a témoigné de l'importance des événements en présentiel, ce succès doit également au thème général du congrès : « Intersections, circulations ».

Centrer le congrès sur ces thématiques importantes et émergentes en France a permis d'étudier finement les flux de personnes, de marchandises, de capitaux ou encore d'informations, à l'intersection de plusieurs espaces et rapports sociaux. Les présentations ont donné à voir tant les échanges, les hybridations et les appropriations de ces flux, que les oppositions qu'ils rencontrent : celles-ci peuvent être liées à leurs conséquences sur l'environnement ou la santé, par exemple, ou être menées au nom d'un risque, d'un danger ou d'une idéologie. Alors que les enjeux liés à la mondialisation, aux frontières, aux migrations, au numérique, aux « paradis fiscaux », aux *big data* ou encore aux discriminations saturent les débats publics actuels, la sociologie propose de nombreux outils pour les étudier, en s'appuyant sur des enquêtes empiriques rigoureuses.

Organisé sur quatre jours, le congrès s'est décliné en une séance plénière, douze séances semi-plénières, et 300 sessions organisées par les 49 réseaux thématiques de l'AFS et a été ponctué de moments consacrés à la vie de l'association (Assemblée générale, États généraux de la discipline, 20 ans de l'Association, forum des revues de sociologie).

Il est bien sûr difficile de faire état en peu de mots de la richesse des échanges tout au long du congrès, qui témoigne du dynamisme de la discipline. Quelques points sont toutefois saillants. Plusieurs séances du congrès ont été consacrées aux perspectives intersectionnelles. Loin des caricatures qui en sont régulièrement proposées, il s'est agi de retracer l'histoire de ces approches, les circulations internationales des concepts (pas uniquement états-unien) et de souligner les apports des analyses sur les intrications des rapports de domination (notamment de genre, de classe et de race). Ces séances ont montré la diversité des pratiques de recherche engagées et les nouvelles interprétations du monde social qu'elles ouvrent.

Ce sont aussi les questions de circulations et les outils mis en œuvre pour les étudier (ethnographie multi-située, analyse de big data ou de réseaux, récits de migrations, monographies de familles, mobilisation d'images, etc.) qui ont été au cœur des réflexions du congrès, augurant de nouveaux courants de recherches en lien avec d'autres disciplines des sciences sociales. Les échanges ont notamment porté sur les frontières et sur leur dépassement, sur la circulation des émotions, sur la transition en conflit ou encore sur les espaces sociaux du militantisme et les circulations auxquelles ils donnent lieu.

Enfin, le congrès a été l'occasion de réflexions plus spécifiques sur les circulations et les intersections de la sociologie comme discipline et comme domaine professionnel. Des sessions ont ainsi été consacrées aux pratiques théoriques de la sociologie française et aux évolutions de la discipline en dialogue avec d'autres espaces nationaux, aux revues (notamment à l'accroissement important du nombre de revues de sociologie en France) et à la circulation des idées sociologiques dans le monde social, à la pratique de la sociologie sur et depuis les territoires dits d'Outre-mer, à la pratique sociologique dans des pays autoritaires ou encore à l'exercice du métier de sociologue au-delà du monde académique. Cette édition marquait les vingt ans de l'association : la présence des anciennes présidentes a permis de retracer l'histoire de celle-ci, les enjeux de sa création et son évolution¹. L'association a progressivement pris le rôle de représentation de la discipline auprès d'autres sociétés savantes nationales et internationales et d'institutions hors du monde académique. Si les congrès bisannuels constituent des moments privilégiés d'échanges dans la discipline, les 49 réseaux thématiques, progressivement mis en place, participent aussi très activement à la structuration de la discipline en France (par l'organisation d'événements scientifiques réguliers, des publications, la circulation d'informations, etc.). Le succès de

1. Le dernier numéro de la revue de l'AFS, *Socio-Logos*, est consacré à cette histoire : Dufoix S., Thomé C., Vannier P. 2023 (dir.), « Dossier : Les vingt ans de l'AFS », *Socio-Logos*, n° 19.

FASCINANTE NATURE ♥

UN BANC DE POISSONS



UNE COMPAGNIE DE PERDRIX



UNE COMMUNAUTÉ DE SOCIOLOGUES



MORGANE PARISI !
10^e CONGRÈS DE L'AFS
4-7 JUILLET 2023 LYON

Illustration réalisée par Morgan Parisi durant le Congrès

ce congrès témoigne de l'importance acquise, depuis vingt ans, par l'association, dans la circulation, la discussion voire la confrontation d'hypothèses, résultats, questionnements. Enfin, l'association joue aussi un rôle fondamental dans la socialisation des collègues non-titulaires qui participent pleinement aux échanges intellectuels, à l'animation des réseaux et du Comité exécutif.

Le bureau du Comité exécutif de l'AFS et Christine Détrez, directrice du Centre Max Weber

contact&info

► Cédric Lomba, AFS
contact@afs-socio.fr

Christine Détrez, CMW
christine.detrez@ens-lyon.fr

► Pour en savoir plus
<https://afs-socio.fr/congres/rt50/>

Le congrès de l'AFS, organisé tous les deux ans, a rassemblé pour son édition de 2023 plus de 1 700 participantes, essentiellement issues d'universités et d'établissements de recherche français. Elles et ils étaient 42 % à être titulaires de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) et 58 % à être non-titulaires (surtout doctorantes et docteurs en contrats à durée limitée). On compte par ailleurs parmi les participantes une nette majorité de femmes dans une discipline qui tend à se féminiser tant au niveau de ses étudiantes que de ses personnels.

L'augmentation constante du nombre de participantes d'un congrès à l'autre témoigne de la vitalité tant de l'AFS que de la sociologie. Le nombre de participantes non-titulaires souligne toutefois le très haut niveau de précarité dans cette discipline, qui est particulièrement affectée par la réduction des postes permanents mis aux concours dans les organismes de recherche et les universités. Cette situation nous a incitées à créer un Observatoire de l'emploi en sociologie, en partenariat avec l'Association des sociologues enseignantes du supérieur (ASES). Les premiers travaux de cet observatoire ont été présentés lors du congrès. Ils ont porté sur l'évolution de l'emploi en lien avec l'augmentation très importante du nombre d'étudiantes dans les filières de sociologie.

L'organisation du Congrès a par ailleurs mis un fort accent sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. En plus d'une conférence-formation autour de la question des violences sexistes et sexuelles dans le monde académique et notamment lors des colloques, différents dispositifs ont été mis en place pour informer, prévenir et réagir au mieux face à ces violences : charte à signer au moment de l'adhésion, table d'information et affichage, présence visible d'un groupe engagé dans cette lutte tout au long du congrès (en particulier dans les moments plus festifs), ou encore disponibilité permanente d'un numéro de téléphone pour joindre ce groupe.

D'autres principes forts ont été adoptés dans l'organisation du congrès. L'attention a été portée sur l'inclusion de toutes et tous (accessibilité des espaces du congrès) et sur l'objectif de réduction des émissions carbone (limitation des déchets, encouragements à la mobilité douce, repas au restaurant universitaire, etc.).

« No(s) futur(s). Genre : bouleversements, utopies, impatiences » : retour sur le 3^e Congrès international du GIS Institut du Genre



04-07 JUILLET 2023

**[NO(S)
FUTURS]** Genre :
bouleversement,
utopies,
impatiences

3^e Congrès International de l'Institut du Genre
Université Toulouse Jean Jaurès

© Mallaury Cantagrel et Salomé Garra

Si ce n'est peut-être guère le rôle des sciences humaines et sociales d'être optimistes ou pessimistes, il est de leur responsabilité d'examiner, penser et comprendre les évolutions. Les études de genre sont de manière centrale partie prenante de ces interrogations, qu'il s'agisse des futurs d'aujourd'hui pour demain ou des « futurs du passé ». Le 3^e Congrès international de l'Institut du Genre, « No(s) futur(s). Genre : bouleversements, utopies, impatiences », qui s'est tenu, en collaboration avec l'Université Toulouse - Jean Jaurès, du 4 au 7 juillet 2023, a été l'occasion de démontrer le dynamisme des recherches autour d'un sujet aux enjeux cruciaux.

Une communauté dynamique

Créé en 2012 à l'initiative du CNRS, le groupement d'intérêt scientifique (GIS) Institut du Genre regroupe de plus en plus d'établissements, actuellement 34 universités françaises et organismes. Cette dynamique s'est confirmée à l'occasion du Congrès qui a réuni près de 750 participantes et participants du monde entier, autour de deux sessions plénières, quatre semi-plénières, trois tables rondes et 113 ateliers issus de l'appel à communications qui a généré 400 propositions. Si la manifestation a laissé toute sa place aux chercheurs et chercheuses confirmés, la jeune recherche y était particulièrement représentée, et même majoritaire (environ 450 mastérantes, doctorantes et post-doctorantes), portant des problématiques qui ont pris de l'ampleur ces dernières années, comme les perspectives *queer* et intersectionnelles, la non-binarité, les transidentités ou le rôle de l'intelligence artificielle. Le Congrès, après l'édition inaugurale de 2014 à l'ENS Lyon et la 2^e édition, « Genre et émancipation », en partenariat avec l'université d'Angers en 2019, illustre la place croissante des travaux sur le genre et les sexualités, et l'existence d'une communauté à la vitalité remarquable, que l'Institut du Genre œuvre à dynamiser et à fédérer.

Une thématique fédératrice

Moment privilégié de dialogue entre disciplines et d'échanges sur les avancées, perspectives et défis du domaine, le Congrès s'est penché sur la forme des futurs et leur dimension genrée dans nos sociétés, présentes et passées, occidentales et extra-occidentales. Cela paraissait d'autant plus urgent que, depuis les débats sur « Genre et émancipation » en 2019, dans le contexte du mouvement #MeToo et des mobilisations féministes et LGBTQIA+, le contexte s'est alourdi, renouvelant les questionnements : la transformation de notre rapport à la mort,

à l'intimité, aux autres depuis la récente pandémie ; l'effet des dérèglements environnementaux qui menacent de nombreuses populations sur tous les continents ; le retour de la guerre, déjà présente en plusieurs endroits du monde, sur le continent européen ; le bouleversement du rapport au temps ainsi que les attentes, espoirs et craintes qu'il est possible ou souhaitable d'y greffer.

Dans les travaux, le futur a été envisagé non seulement comme une projection scientifique et technique, modelée par les médias et les technologies, mais aussi comme un espace de réagencement de pratiques sociales ordinaires ou d'imaginaires. Les violences et rapports de force auxquels les mutations en cours ou passées se heurtent n'ont pas été négligés, par exemple dans l'accès aux droits et à la justice sociale, reproductive et sexuelle. Si les futurs sont des lieux d'expérimentation et de conscience de ce qui change, générant regrets d'un âge d'or ou volontés d'une table rase, ils ne constituent pas un horizon unifié. Ce sont des futurs concurrents ou successifs, lourds de promesses ou de menaces, qui ont été au cœur des échanges. C'est le cas avec les utopies et dystopies qui traduisent doutes ou convictions face à des futurs genrés chargés d'exigences et de revendications, ou montrent comment les crises font système.

Le Congrès a ainsi mis au jour les efforts pour analyser, à partir de la situation des femmes et des rapports sociaux genrés, l'idée de soutenabilité des modèles de développement, comme y invite l'écoféminisme, qui dénonce l'articulation structurelle entre capitalisme et patriarcat, et auquel était consacrée la plénière de clôture. Elle a donné à voir comment les études de genre peuvent structurer nos futurs univers de recherche et de collaboration, entre sciences du vivant, sciences de l'environnement, de l'alimentation, de la santé ou du développement, ouvrant un espace de dialogues entre actrices et acteurs des politiques publiques, chercheuses et chercheurs, militantes et militants.

Des enjeux sociaux cruciaux et des regards croisés

Qu'il s'agisse de l'analyse des remises en cause du droit à l'avortement, des enjeux de santé ou d'inclusivité, des problématiques d'autonomie, de vieillissement et de vulnérabilités, de la façon dont la croissante fluidité des identifications interroge la co-construction du genre et de la sexualité, des liens historiques entre féminisme et pacifisme, renouvelés avec la diffusion du terme de féminicide, de l'impact du télétravail sur les rapports



Exposition sur les études de genre à Toulouse © Héloïse Humbert

à l'emploi, à l'éducation et à la formation, des reconfigurations linguistiques ou culturelles pour créer et dire les possibles dans leur complexité, des enjeux mémoriels ou des échelles d'analyse — du transnational et des territorialités mondiales en réseaux au (micro-)local —, de l'intégration des femmes dans les sciences, de l'articulation entre recherche et mobilisations, le Congrès a démontré une nouvelle fois la transversalité du concept clé de genre pour comprendre nos sociétés.

S'il s'agit de travailler pour la société, il s'agit aussi de travailler avec elle. Le Congrès a tenu à ménager des temps spécifiques pour les échanges avec la société civile, laissant la parole à des associations représentant la diversité des engagements dans le domaine du genre et des sexualités. Le riche programme culturel a aussi permis de mettre en avant les différentes modalités de dissémination et d'écriture du savoir, du côté de la recherche-action et de la recherche-crédation. Les autrices et auteurs, Wendy Delorme/Stéphanie Kunert ou Jack Halberstam, s'en emparent résolument pour penser les transidentités en voix propres, mettre fin aux silences imposés, dénoncer les violences faites aux femmes, interroger le rôle que joue la fiction pour imaginer des avenir *queer* ou anticiper de futures épistémologies de la sexualité.

Le Congrès ne pouvait, du reste, faire l'impasse sur l'avenir des activités de la communauté réunie à Toulouse. Deux tables rondes y ont été dédiées : l'une consacrée aux violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur et la recherche, en lien avec la Conférence permanente des chargées de mission égalité et diversité, l'autre au futur de nos disciplines, aux luttes politiques et libertés académiques, question vitale face à l'ampleur prise par les mouvements anti-genre à travers le monde. Il s'y est agi de savoir comment le monde de la recherche et l'université peuvent demeurer les lieux de construction d'un savoir critique et d'un

débat libre et pluriel, tout en offrant des conditions d'études et de réflexion garantissant l'intégrité de toutes et tous. Cet examen a aussi été nourri d'expositions, retraçant les moments marquants, les laboratoires et les figures des études de genre, qui ont une longue histoire en particulier à Toulouse, ou présentant les principales revues du champ, *Clio*, *Les Cahiers du Genre*, *Genre, sexualité & société*, *Travail, Genre et Société*, *GLAD !* — exposition qui sera visible à l'Humathèque du Campus Condorcet à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes le 8 mars 2024.

Le 3^e Congrès de l'Institut du Genre, que le film de la réalisatrice Barbara Wolman permettra d'ajouter aux archives du futur, confirme la nécessité du concept pour saisir le réel dans toutes ses dimensions, en impliquant les communautés d'historiennes, juristes, sociologues, anthropologues, géographes, économistes, philosophes, politistes, démographes, littéraires, spécialistes d'études aréales ou des médias et toutes les personnes qui œuvrent à explorer son rôle dans l'ensemble des champs, ambition d'envergure pour le présent comme le futur.

Anne Isabelle François, Marc Pichard, GIS Institut du Genre

contact&info

▶ GIS Institut du Genre
sg-gis-idgenre@mshparisnord.fr
 ▶ Pour en savoir plus
<https://institut-du-genre.fr>

Risques et catastrophes à l'ère des changements globaux : des enjeux majeurs pour la recherche

Le PEPR IRIMA (*Gestion intégrée des risques pour des sociétés plus résilientes à l'ère des changements globaux*), lauréat de l'appel « Programmes et Équipements Prioritaires de recherche Exploratoire » (PEPR) du PIA4, a pour objectif de renforcer et structurer des recherches scientifiques et contribuer à l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes et de leur impact dans le contexte de changements globaux, anthropiques et climatiques.



Wikimedia Commons

Le PEPR IRIMA s'appuie sur un ensemble de constats sur les risques auxquels nos sociétés font désormais face. La canicule et la sécheresse dans de nombreux pays, les mégafeux au Canada et en Grèce ou les inondations en Chine et aux États-Unis qui ont marqué l'été 2023, donnent à voir comment les changements planétaires actuels exposent les sociétés humaines à une augmentation des catastrophes. Ces risques sont de plus en plus liés à l'intrication des impacts du dérèglement climatique avec ceux des activités humaines — activités industrielles, intensification des flux, modes d'aménagement, essor de la consommation, pollutions... Ils peuvent également conduire à des catastrophes technologiques graves et à de fortes menaces environnementales¹, comme le révèlent des polycrises comme celle de l'ouragan Katrina ou de l'accident nucléaire de Fukushima. La distinction entre les causes naturelles des risques et les contributions des humains aux situations désastreuses est de plus en plus floue. De nombreux chercheurs, chercheuses, experts et expertes soulignent l'intensification et la fréquence

plus grande de ces risques dont le coût humain et financier est important pour les sociétés. Sur la période 1998-2017, la France est le dixième pays le plus affecté au monde par les catastrophes, avec un coût global de plus de 40 milliards de dollars. Pour l'année 2022, ce coût a atteint 10 milliards, marquant une augmentation significative.

Faire face à la transformation de la nature des risques

Face à ces risques, les sociétés humaines peuvent expérimenter des formes d'instabilité et de fragilité générées par le niveau sans précédent de connectivité et de complexité. La protection des populations et des territoires est clairement devenue une question globale et systémique où les aspects naturels, technologiques, environnementaux et sociaux doivent être considérés ensemble. Il y a donc un besoin urgent d'innover en termes d'analyse et de gestion des risques et des crises pour renforcer les capacités des

1. Le Bureau d'analyse des risques et pollutions industriels (Barpi) note dans son [dernier inventaire des incidents et accidents technologiques](#) la nette augmentation des événements provoqués ou aggravés par des phénomènes naturels intenses, tels que les pluies-inondation ou les fortes chaleurs entre 2010 et 2020 dans les installations industrielles en France.

Structuration d'IRIMA

sociétés à faire face à un ensemble de menaces (hydro-climatiques, telluriques, technologiques, sanitaires, couplées), de les prévenir, de s'y adapter et d'être plus résilientes et plus soutenables.

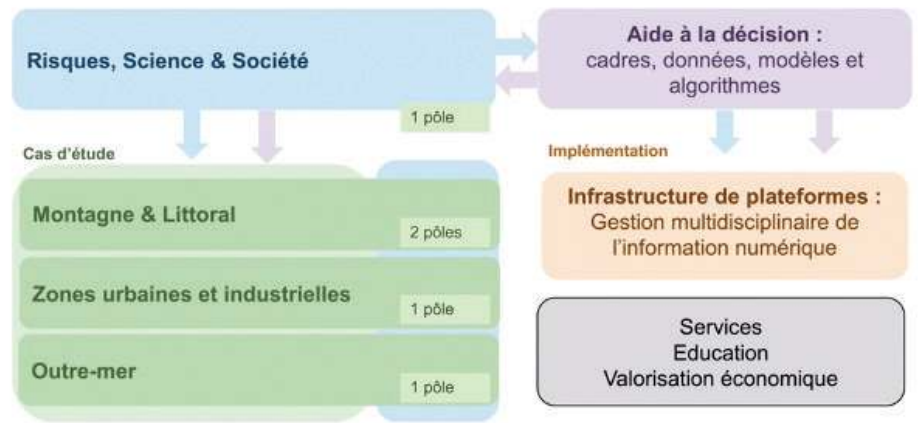
Pour répondre à ces défis, il est nécessaire de consolider, de stimuler et de coordonner l'effort de recherche national sur les risques et les catastrophes. Pour cela, le PEPR IRIMA s'appuyant sur un ensemble d'acquis de recherches développées depuis au moins deux décennies, adopte une approche holistique et intégrative des savoirs. Il fédère des chercheurs et chercheuses issus de plusieurs champs disciplinaires — géosciences, sciences du climat et de l'environnement, ingénierie, sciences des données et du numérique, sciences humaines et sociales. Ces disciplines sont aujourd'hui fortement impliquées dans les problématiques d'identification, de caractérisation et de gestion des risques, mais travaillent encore trop souvent en silos et sans interactions directes avec les différents acteurs concernés en dehors du monde académique. Il s'agira d'engager un effort inédit en France de convergence des synergies, de capitalisation des connaissances et de développement d'approches méthodologiques inter- et pluridisciplinaires : construire ensemble des connaissances et des nouveaux outils innovants de manière à mieux détecter, comprendre, quantifier, anticiper et gérer les risques dans leur complexité. Les productions scientifiques et les compétences des nombreuses équipes impliquées devraient permettre la production d'une recherche de qualité, l'irrigation de débats nationaux et internationaux et la contribution à la construction de politiques pertinentes.

Le programme travail du PEPR IRIMA

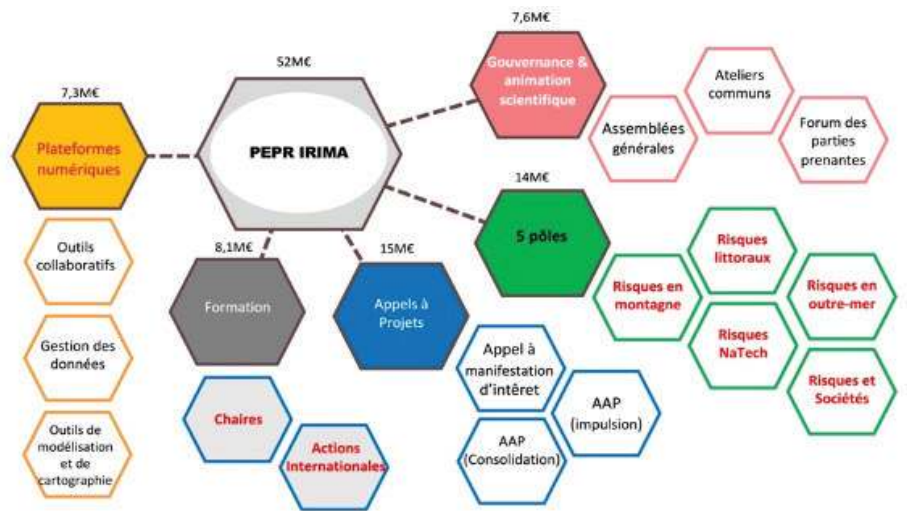
Le PEPR IRIMA est construit autour d'un consortium national fédérant les organismes nationaux de référence et des universités impliqués dans le domaine des risques naturels, technologiques et environnementaux. Il développera un programme organisé en plusieurs actions (Schémas 1 et 2) qui ont été présentées lors de la [réunion de lancement](#) le 31 mai 2023. Les travaux se déploieront sur huit ans.

Pour favoriser une dynamique interdisciplinaire, le PEPR IRIMA met en œuvre une série de recherches et d'expertises (d'observation, d'analyse, d'aide à la décision, et d'éducation...), une politique incitative auprès des jeunes scientifiques et des partenariats internationaux, une politique ambitieuse de formation par la recherche et tout au long de la vie, ainsi que des plateformes de recherche.

L'organisation des capacités de recherche au niveau national sera renforcée par le développement de pôles thématiques et transversaux dans le cadre de projets ciblés : risques littoraux et de



IRIMA – Gestion intégrée des risques pour des sociétés plus résilientes à l'ère des changements globaux



IRIMA – Gestion intégrée des risques pour des sociétés plus résilientes à l'ère des changements globaux

Schémas 1 et 2 : Structuration d'Irima

montagne, risques telluriques dans les départements et régions d'outre-mer, risques technologiques, plateformes numériques transversales, risques et sociétés. Ces pôles faciliteront l'élaboration de feuilles de route de recherche partagées. Les financements de chaires collectives et d'actions internationales sont destinés à renforcer des collaborations pour imaginer des structurations nouvelles de la recherche, des formations et des activités de valorisation. Les appels à projets gérés par l'ANR, qui débuteront en 2024, ouverts à toutes les équipes en France, sont destinés à renforcer et élargir les thématiques traitées dans le cadre des projets ciblés.

Les sciences humaines et sociales : un rôle central

Pour les sciences humaines et sociales (SHS), l'enjeu est important. Le thème des risques, des catastrophes et des crises a fait l'objet de nombreux travaux depuis des dizaines d'années. Les analyses produites permettent une compréhension fine de ce que sont les situations de risques à différentes échelles, du fonctionnement des institutions et des acteurs, des impacts différenciés en fonction des vulnérabilités. Les SHS ont largement contribué à construire le cadre épistémique que résume le slogan du Bureau des Nations-Unies pour la réduction des risques de catastrophes : *there is no such thing as a natural disaster*². Sans, bien entendu,

2. Une telle approche est largement inspirée des travaux de Ben Wisner et de ses collègues : Wisner B., Blaikie P., Cannon T., Davis I. 1994, *At Risk. Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*, Routledge.

nier les causes naturelles des catastrophes, les SHS, sur la base d'un ensemble d'études et de statistiques, rappellent le poids prépondérant des vulnérabilités et des inégalités sociales dans l'avènement et l'impact des catastrophes.

Néanmoins, si la somme de travaux disponible est importante, de très nombreux chantiers de recherches restent en friche pour notamment mieux prendre en compte l'impact du dérèglement climatique, les formes d'imprévisibilité que nous expérimentons et les différentes formes d'instabilités et d'inégalités qu'elles génèrent. Il s'agit de construire des cadres d'analyse qui prennent pleinement en compte les problématiques de superposition et d'intrication des risques et des vulnérabilités, qui permettent de produire des recherches et des expertises pertinentes pour l'élaboration de dispositifs et de politiques plus inclusives de prévention, d'alerte, de gestion de crise, d'adaptation et de résilience dans un contexte de changements globaux. Impulser cette nouvelle génération de travaux scientifiques ancrés à

l'international, contribuer à construire des espaces collaboratifs et inspirants pour les différents acteurs concernés, et travailler à l'élaboration de politiques inclusives, passent nécessairement par une mobilisation et une visibilité plus accrues des chercheurs, chercheuses et des recherches en SHS.

Soraya Boudia est codirectrice du PEPR IRIMA (Gestion intégrée des risques pour des sociétés plus résilientes à l'ère des changements globaux) pour le CNRS ; Gilles Grandjean du Bureau de recherches géologiques et minières et Didier Georges, de l'Université Grenoble Alpes en assurent la co-direction.

Soraya Boudia, Université Paris Cité / CNRS, Centre de recherche, médecine, sciences, santé, santé mentale et société (Cermes3, UMR8211, CNRS / Inserm / EHESS / Université Paris Cité)

contact&info

► Soraya Boudia,
Cermes3
soraya.boudia@u-paris.fr



Wikimedia Commons

OUTILS DE LA RECHERCHE

Un rendu professionnel pour l'image et le son, c'est possible !

Thomas Guiffard est responsable du service communication et multimédia au sein de l'unité *Pouchet* (UAR2276, CNRS), situé dans le 17^{ème} arrondissement de Paris. Céline Ferlita est réalisatrice audiovisuelle au sein de l'unité *Appui à la recherche et à la diffusion des savoirs* (ARDIS, UAR2259, CNRS), situé sur le campus de Villejuif. Tous deux nous présentent les équipements audiovisuels de pointe disponibles dans leurs locaux pour les laboratoires d'Île-de-France, grâce au soutien de l'InSHS. Osons les utiliser !



Studio d'enregistrement @ cnrs-ardis

Pouvez-vous nous présenter les équipements audiovisuels récemment installés sur vos sites respectifs ?

Céline Ferlita – À l'occasion du déménagement du site de Meudon, les collègues de CNRS Images ont accepté de prêter temporairement leur station de mixage à notre unité. Cette station vient compléter un équipement que nous avons déjà : une grande cabine d'enregistrement. Désormais, l'unité ARDIS peut mettre à disposition toute la chaîne de traitement sonore : l'enregistrement, le traitement, les sorties pour tous canaux de diffusion (projections en salle ou sur le web).

Thomas Guiffard – La plateforme d'expérimentation, de production et d'analyse de données en SHS (PEPAD-SHS) du site Pouchet a été pensée pour répondre aux besoins des chercheuses et chercheurs en termes d'espace et d'équipement, pour les aider dans la réalisation d'études expérimentales variées, la production et l'analyse de données et pour la production de films de valorisation et de communication. L'espace principal, de 63m², est équipé d'un couple de rideaux permettant de travailler sur fond vert et sur fond noir et participant à l'isolation phonique de la salle. Une grille d'éclairage permet la création d'espaces lumineux en fonction de chaque tournage. La régie attenante, de 14 m², est équipée de consoles vidéo et audio reliées à la plateforme. Elles permettent d'assurer toute la chaîne de réalisation audiovisuelle.

Pouvez-vous nous en dire plus sur la plateforme PEPAD ?

Thomas Guiffard – La plateforme PEPAD offre un cadre propice pour un éventail d'activités : des sciences expérimentales aux pratiques artistiques en passant par la valorisation de la recherche. C'est un espace unique offert dans le nord parisien aux personnels du CNRS.

Cette année, plusieurs équipes ont participé à l'inauguration de cet espace à travers des projets très variés dont voici quelques exemples :

▶ Deux équipes du laboratoire [Structures formelles du langage](#) (SFL, UMR7023, CNRS / Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis) ont pu poursuivre des expérimentations en psycholinguistique pour l'une, en neurolinguistique pour l'autre.

▶ Avec Abdelghani Maddi, ingénieur de recherche au sein du [Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne](#) (Gemass, UMR8598, CNRS / Sorbonne Université), nous avons réalisé une vidéo visant à présenter ses fonctions au sein du laboratoire. Nous espérons qu'elle sera la première d'une longue série.

▶ Avec Marie Mathieu, chercheuse associée au [Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale, société](#) (Cermes3, UMR8211, CNRS / Inserm / Université Paris Cité) et au [Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris](#)



Captation de l'entretien avec Yves Duroux par Marie Mathieu dans le cadre du projet socio-historique sur l'Atelier Production Reproduction (APRE) © CNRS_UAR2276

(Crespaa, UMR7217, CNRS / Université Paris Nanterre / Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis), nous avons réalisé un film documentaire historico-sociologique sur l'Atelier Production Reproduction (APRE).

► Avec Sophie Victorien, responsable des nouveaux projets numériques du [Centre pour les humanités numériques et l'histoire de la justice](#) (Clamor, UMR3726, CNRS / Ministère de la Justice) et secrétaire de rédaction de la revue *Criminocorpus*, nous enregistrons des lectures faites par des comédiens pour des documents audio participants aux visites virtuelles proposées sur le site de la revue.

Pourquoi a-t-on besoin de mixage ?

Céline Ferlita – Le mixage sonore peut changer complètement la réception d'un film. L'équipe du documentaire *Tuan ta pesao* d'Eric Vandendriessche, anthropologue au [Centre de recherche et de documentation sur l'Océanie](#) (CREDO, UMR7308, CNRS / AMU / EHESS), et Camille Etul, réalisateur, l'a expérimenté (voir photo).

Si l'enregistrement du son s'est fait dans des conditions difficiles au tournage, il est possible d'intervenir pour améliorer la qualité. Il permet de créer également l'ambiance sonore qui fait rentrer le spectateur dans le propos du film. Enfin, les films documentaires ont besoin d'un rendu de qualité pour notamment accéder à la diffusion en salle lors des festivals. Mais malheureusement, cette étape est encore trop peu répandue, ou parfois même occultée. En effet, cette opération nécessite un matériel spécifique et un

personnel avec une compétence dédiée, le mixeur. En utilisant des équipements en interne, seul le salaire du mixeur est à prévoir pour mixer vos projets audiovisuels.

Qui s'occupe de la technique, de la gestion des équipements, en bref, qui sont les petites mains de ces installations ?

Céline Ferlita – Je m'occupe de la gestion des équipements, mais je fais appel à un mixeur pour l'utilisation de la station de mixage. Il connaît la configuration et va bien plus vite que moi.

Thomas Guiffard – Pour l'instant, nous sommes deux personnels de l'unité Pouchet, Jean René Borelly et moi-même, à assurer la gestion du calendrier de réservation et l'appui technique nécessaire à chaque projet en amont, pendant et en post production si nécessaire.

Qui peut avoir accès à ces installations ? À qui doit-on s'adresser pour en bénéficier ?

Céline Ferlita – Tous les personnels ou membres d'unité CNRS avec un projet audiovisuel peuvent y avoir accès. Pour cela, il faut m'envoyer un mail avec vos dates et le résumé de votre projet.

Thomas Guiffard – Les laboratoires du site, ayant participé aux financements de cette plateforme, sont prioritaires sur les réservations. L'InSHS a en grande partie financé ce projet et les laboratoires en sciences humaines et sociales ont donc un accès privilégié. La proximité avec le Campus Condorcet permet de penser qu'un grand nombre de projets verront



Tuan ta pesao d'Eric Vandendriessche, anthropologue, Camille Etul, réalisateur, Thomas Huguet, Mixeur) @ cnrs-ardis

le jour et participeront à souligner la politique collaborative, interdisciplinaire et ouverte de l'Institut et plus largement du CNRS. Pour la plateforme PEPAD, nous ne répondons aux demandes que par mail au service communication et multimédia.

Y a-t-il une carte des équipements disponibles en Île-de-France ou en France ?

Le réseau RUSHS, réseau des métiers de l'image et du son en SHS, va réaliser une cartographie des équipements audiovisuels et des compétences spécifiques. Si vous souhaitez faire connaître vos équipements, vous pouvez envoyer un mail au comité de pilotage du réseau : cnrs-rushs@cnrs.fr.

Les productions du site Pouchet sont visibles sur [Canal U](#).

Les productions d'Ardis sont visibles sur [Canal U](#) et [Youtube](#).

contact&info

► Céline Ferlita, ARDIS

celine.ferlita@cnrs.fr

Thomas Guiffard, Pouchet

scm.pouchet@cnrs.fr



Enregistrement de capsules sonores avec les interprètes Emeline Frémont, Hélène Francisci, Thomas Germaine et Jean-Marc Talbot pour le CLAMOR/Criminocorpus @ CNRS_UAR2276

L'espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tou-te-s », lauréat du prix de la recherche participative de l'Inrae

Le Prix de la recherche participative, intégré dans la Loi de Programmation de la Recherche 2021-2030, valorise l'engagement des acteurs de la recherche dans les liens entre science et société. Pour le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, l'Inrae a pour mission d'organiser la remise de ce Prix. Pour sa deuxième édition en 2023, **trois projets ont été distingués** dans les domaines de l'environnement, de la santé et de la justice sociale¹. L'espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tou.te.s » est l'un des trois projets lauréats, dans la catégorie « Co-construction ».

À la suite d'un séminaire épistémologique puis d'un colloque organisé au CNRS en 2017², trois entités — le CNRS, ATD Quart Monde et le Cnam — ont signé une convention en 2019 pour la mise en place de cet espace collaboratif. L'objectif est d'approfondir collectivement la réflexion sur les questions d'ordre épistémologique, éthique et méthodologique que soulèvent les recherches participatives incluant les savoirs des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion. À l'heure où les recherches participatives se développent, autour de quels questionnements, principes et avancées une communauté de pratiques d'une forme exigeante, voire radicale, de recherche participative, s'accorde-t-elle ? Les résultats de cette enquête apparaissent comme autant de connaissances, de repères méthodologiques et de points de vigilance sur les recherches participatives.

Cette démarche s'inscrit dans les recherches sur les injustices épistémiques, dans le sillage de Miranda Fricker et des épistémologies féministes et postcoloniales, qui mettent en exergue la façon dont les savoirs des plus vulnérables sont systématiquement discrédités, selon un processus de méconnaissance que José Medina nomme « l'ignorance active »³. De fait, les recherches participatives qui s'inscrivent dans l'espace collaboratif luttent radicalement contre ces injustices, et ceci à deux titres. Sur le plan des connaissances d'abord, les personnes ayant l'expérience de la pauvreté participent, à l'instar des praticiennes du social et des chercheurs et chercheuses académiques, à chaque étape de la recherche, de la définition de la question de recherche jusqu'à l'écriture, en passant par la collecte de matériaux, l'analyse et la diffusion des résultats. Sur le plan des retombées politiques et sociales ensuite, ces recherches visent la transformation sociale, le changement de pratiques et de politiques publiques pour réduire les inégalités sociales⁴.

Concrètement, l'équipe projet a mené pendant quatre années une recherche sur les manières dont les recherches participatives fonctionnent. Pour le faire, elle a utilisé des méthodes et des outils qui permettent que des savoirs différents, dont celui des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion, puissent se croiser et s'enrichir mutuellement. L'espace collaboratif mobilise une cinquantaine de personnes, co-chercheuses et co-chercheurs, organisées en trois groupes de pairs. Le groupe des personnes



Le prix de la recherche participative Inrae 2023 © Marion Carrel

ayant l'expérience de la pauvreté est constitué de militantes Quart Monde et d'habitantes du Centre Social des Trois Cités à Poitiers. Toutes font donc partie d'une association citoyenne et militante. Le groupe des praticiennes — toutes des femmes — regroupe des professionnelles et formatrices de l'action sociale. Le groupe des chercheurs et chercheuses est composé de personnes de divers statuts et disciplines. La démarche alterne des temps de travail en groupe de pairs et des temps en plénière.

La question centrale posée était : « comment, à quelles conditions et dans quelle visée est-ce possible de croiser les savoirs académiques, professionnels et d'expériences ? ». Les résultats montrent l'importance d'alterner les temps de travail entre pairs et les discussions collectives. L'espace collaboratif a également permis d'identifier des repères éthiques et méthodologiques pour la co-production et de définir des critères de « co-validation » de la production de connaissances au-delà de valorisations scientifiques classiques. Trois questions ont particulièrement été travaillées, sur lesquelles l'équipe projet a communiqué et discuté ses résultats, en novembre 2022, lors de Rencontres ayant regroupé 150 personnes,

1. Le comité de pilotage était composé de représentants d'Inrae, du CNRS, de l'Inserm, du CEA, d'Inria et de France Universités.

2. Voir à ce sujet : Brun P., Carrel M., Warin P. 2018, *Construire les savoirs avec tou.te.s ? Recherches participatives avec les personnes en situation de pauvreté*, *Lettre de l'InSHS* n°53 : 7-8.

3. Fricker M. 2007, *Epistemic Injustice: Power and the ethics of knowing*, Oxford University Press ; Medina J. 2012, *The Epistemology of Resistance*, Oxford University Press.

4. Voir à ce sujet : Godrie B., Juan M., Carrel M. 2022, Recherches participatives et épistémologies radicales : un état des lieux, *Participations*, 2022/1, n° 32 : 11-50.

PRIX DE LA
RECHERCHE
PARTICIPATIVE
D'INRAE



Remise du prix de la recherche participative à l'Espace collaboratif, 26 juin 2023 © Inrae / Nicolas Bertrand

venues majoritairement en groupe (d'action ou de recherche) mixte, non seulement de différents territoires en France mais aussi de Belgique, de Suisse et du Québec⁵.

L'apport de la non-mixité dans les recherches participatives est le premier résultat. Les groupes de pairs permettent aux personnes ayant l'expérience de la pauvreté de préparer leur contribution, de marquer un temps de réflexion, parfois initié par des émotions, et de créer un savoir collectif. Les publics faibles deviennent des publics forts en groupe de pairs, pour reprendre les termes de Nancy Fraser⁶. Mais la découverte de l'espace collaboratif a été de qualifier cet apport de la non-mixité également pour les chercheurs et chercheuses académiques, très peu socialisés à ce type de pratiques, et pour les professionnelles, plus aguerries. Chaque groupe de pairs a fait l'expérience de l'utilité de ces temps de non-mixité pour mieux croiser les savoirs lors des plénières. C'est bien l'alternance entre temps en non-mixité et en mixité qui apparaît bénéfique au processus de recherche participative, en ce qu'elle favorise la production d'un savoir commun. Les rapports de domination et d'inégalité ne s'évanouissent pas pour autant, non seulement entre les différents groupes mais également au sein des groupes de pairs. Le rôle de l'animation apparaît alors décisif, tout comme celui du temps long et de l'appui des collectifs et associations pour tenir dans l'expression des injustices et la confrontation des idées.

Une série de repères pour co-produire la connaissance jusqu'au bout est le deuxième résultat. Dans les processus de co-production, une attention particulière est portée à la rigueur méthodologique aussi bien qu'à la diversité des supports utilisés. Si le cadre doit être défini

ensemble, la possibilité de le faire évoluer au fur et à mesure du processus est indispensable. L'attention aux émotions, en tant que ressources pour la co-production de connaissance, a également été argumentée. Par ailleurs, le « jusqu'au bout » de la démarche de co-construction peut s'incarner à la fois dans la co-écriture, et dans la mise en œuvre des résultats. Dans ce sens, la visée d'une telle recherche doit être non seulement la production de nouvelles connaissances mais aussi l'activation des résultats de la recherche pour l'action comme pour l'amélioration des politiques publiques.

Enfin, l'espace collaboratif a produit des critères de validation spécifiques aux recherches participatives avec des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion, entre critères de scientificité et critères de pertinence sociale. Dans ce sens, neuf critères sont identifiés, en lien avec QUI a participé à la recherche, COMMENT la recherche a été faite et avec quels RÉSULTATS ET EFFETS. Par exemple, le critère de la « présence et égalité de tous les acteurs à toutes les étapes de la recherche » renvoie à la nécessité de mettre en place les conditions, coûteuses en temps et en budget, de la participation tout long du processus de recherche. Ou encore, si le critère principal en matière de résultats et d'effets est de « produire des nouvelles connaissances », il apparaît également crucial que s'y joue une « transformation de la société », touchant aux politiques sociales et à la science, ainsi qu'une « transformation de tous les participants avec un développement du pouvoir d'agir ». Une personne a souligné lors des Rencontres de novembre 2022 l'importance de ce critère : « Je voulais vous remercier d'avoir dit que cela concerne chaque participant, donc pas seulement les personnes en situation de pauvreté (...) Ce sera réussi s'il y a une transformation des chercheurs et des professionnelles ». Il s'agit donc en définitive, pour l'espace collaboratif, de solliciter, par le biais de ses travaux de recherche, une prise de conscience « de l'irresponsabilité des privilégiés »⁷ en matière d'injustices épistémiques.

Marion Carrel (Université de Lille / Gis Démocratie et Participation) ; Elisabetta Bucolo (Cnam / Lise-CNRS) ; Bruno Tardieu (ATD Quart Monde)
pour le comité pédagogique de l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tou.te.s »

contact&info

► Marion Carrel
marion.carrel@univ-lille.fr

5. Les Actes de ces Rencontres sont disponibles en ligne, parmi d'autres informations, sur les sites des trois signataires de la convention : [GIS Démocratie et Participation](#) ; [Conservatoire national des arts et métiers](#) ; [ATD Quart Monde](#).

6. Fraser N. 2003, Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante, in Renault E. (dir.), *Où en est la théorie critique ?*, La Découverte, pp. 103-134.

7. Tronto J., 2008, *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, La Découverte.



INTERDISCIPLINARITÉS

Sciences en action et justice environnementale : pour un observatoire transdisciplinaire des changements environnementaux et sociaux au Sénégal



Vivre avec les usines métallurgiques, Sebikotane 2022 © Yann Philippe Tastevin

En 2017, la revue médicale *The Lancet* montrait que les pollutions sont la plus importante cause environnementale de maladies : celles induites par les pollutions ont causé quelque « 9 millions de décès prématurés en 2015, soit 16 % de tous les décès dans le monde, trois fois plus que le sida, la tuberculose et le paludisme réunis et 15 fois plus que toutes les guerres et autres formes de violence » (*The Lancet*, 2017).

Sans surprise, les classes les plus défavorisées cumulent les facteurs de risques, notamment dans les « **exposomes urbains** » alliant pollutions, bruit, chaleur et pauvreté. Au Nord comme au Sud, la question de la justice environnementale est aussi une question de justice sociale : elles sont inséparables et relèvent d'enjeux vitaux.

Malgré cette ampleur grandissante, les émanations des industries, des véhicules et des produits chimiques en Afrique sont peu considérées. Entre Sénégal, Burkina Faso et Mali, les chercheurs et chercheuses du Laboratoire International de recherche Environnement, Santé, Sociétés (ESS, IRL3189, CNRS / Université Cheikh Anta Diop / Université Gaston Berger/

Université de Bamako / CNRST), travaillent sur les questions de santé environnementale. En analysant de manière systématique et coordonnée les relations complexes entre des milieux spécifiques, des états de santé et des dynamiques sociales, des médecins, toxicologues, écologues et anthropologues participent aujourd'hui de la construction interdisciplinaire d'un objet d'étude sur les pollutions industrielles en Afrique de l'Ouest.

Depuis le Sénégal, des équipes de recherche en sciences humaines et sociales, sciences de l'ingénieur, sciences de la santé et sciences de l'environnement ont pu développer, au-delà de leurs laboratoires, des collaborations internationales qui donnent lieu à une confrontation des approches et des disciplines tout autant qu'à une compréhension réciproque des protocoles et des méthodes d'enquêtes. Avec le soutien de l'université de Cheikh Anta Diop (UCAD, Dakar, Sénégal), du CNRS et du *Belmont Forum*, des programmes dédiés à l'interdisciplinarité explorent ensemble des espaces altérés, où les habitants ont dû apprendre à vivre avec des nuisances continues insidieuses et peu perceptibles. S'ouvrent ainsi de nouveaux lieux de recherche, où les enquêtes de terrains passent ces nouvelles matières de l'anthropocène au crible des



La Nationale 2 avant le début du chantier du Train Express Régional, Sebikotane, 2023 © Julien Hazemann

approches anthropologique, géochimique, toxicologique et épidémiologique. Des chercheurs et chercheuses d'horizons divers mènent des enquêtes conjointes, rendent progressivement disponibles des données locales sur la caractérisation des polluants, les niveaux de pollutions et la prévalence des maladies dans les zones impliquées, (co)-produisant des connaissances spécifiques à chaque lieu.

Les espaces discrets des pollutions : un nouveau lieu de travail interdisciplinaire au Sénégal

Les zones d'expansion urbaine en Afrique de l'Ouest, comme les villes de Sebikotane et Diamniadio dans la région de Dakar au Sénégal, connaissent, depuis une dizaine d'années, des changements de grande ampleur qui les ont faites passer, en peu de temps de bourgades paisibles à pôles urbain et industriel majeurs. Les bouleversements sont tangibles et facilement décrits par les populations locales qui ont vu, après la réalisation de l'autoroute, se multiplier les constructions. Sur quelques kilomètres carrés autrefois couverts par des villages, des champs et des vergers, se jouent toutes les tensions de la société sénégalaise poussée vers une modernisation à marche forcée.

Ces agglomérations, au centre de la presqu'île du Cap-Vert, où vivent 65 % de la population du Sénégal et se concentrent plus de 90 % des projets d'infrastructures et du parc industriel, constituent un observatoire péri-urbain privilégié des bouleversements socio-écologiques en cours. Dans cet espace au cœur du triangle Dakar-Thiès-Mbour, les enquêtes documentent et analysent les ruptures urbaines, techniques, sociales et environnementales successives qui ont fait de ce territoire l'un des sites industriels les plus importants d'Afrique de l'Ouest. Jusqu'il y a une trentaine d'années, Sebikotane était connue pour sa forêt classée... Jusqu'il y a une dizaine d'années, la ville était connue pour l'abondance et la prospérité de ses vergers... Et aujourd'hui ? Ce n'est pas seulement le paysage qui s'est modifié, c'est aussi le milieu qui s'est altéré. Les nappes phréatiques, encore à fleur de sol il y a quarante ans, sont aujourd'hui largement pompées par les industries et l'agro-industrie. L'air respirable est pollué par les usines de recyclage des métaux, par les feux de déchets sauvages, faute d'un service de traitement efficace à l'échelle de la région, et par le flux routier devenu incessant sur la nationale 2 qui traverse la ville. Les sols n'offrent plus de transactions vivables entre humains et non-humains : les jardins familiaux, les lieux de pâturage et de cueillettes comme de rituels ont quasiment disparu alors qu'ils sont encore au fondement des pratiques locales.



Capteur Airgeo de la qualité de l'air utilisant des écorces d'eucalyptus, Sebikotane, 2022 © Pape Mbathe Thiandoum

Ces mutations radicales sont reliées à des mouvements plus globaux : l'expansion de Dakar, l'accroissement démographique du Sénégal, l'augmentation du réchauffement climatique global, le développement libéral de l'économie et l'extinction massive des espèces végétales et animales, ce qui semble les rendre inéluctables. Voilà une image, parmi d'autres, qui caractérise l'urbanisation et l'industrialisation du monde, lorsque nous enquêtons sur la ligne de front du développement de Dakar. Trop souvent négligé, le continent africain offre un grand nombre de lieux qui racontent une histoire plurielle de l'Anthropocène¹, imposant des approches scientifiques multiples, des mises en corrélations innovantes et de nouvelles façons de faire sciences.

Faire sciences autrement : des écorces pour co-construire la connaissance sur la pollution de l'air avec les habitants

Contribuer à la transformation sociale et écologique d'un territoire à travers des enquêtes scientifiques concernant des pollutions de l'air d'origine anthropique : c'est le défi que s'est lancé le consortium international de scientifiques, artistes, acteurs locaux et citoyennes dans le projet AirGeo (CNRS, UCAD *Belmont Forum*). S'appuyant sur des campagnes scientifiques pluridisciplinaires menées dans cinq pays (Brésil, Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana et France), le projet AirGeo a mis en place un dispositif innovant articulant très fortement sciences participatives et outils d'analyse scientifiques.

L'originalité du projet démarré sur les communes de Sebikotane et Diamniadio à partir de janvier 2022 a été de déployer des capteurs de la qualité de l'air utilisant des écorces d'eucalyptus. Ces capteurs sont nés de la rencontre entre des géophysiciennes du laboratoire de [Géosciences de l'environnement de Toulouse](#) (GET, UMR5563, CNRS / IRD / Cnes / Université Toulouse III-Paul Sabatier), un anthropologue du laboratoire international Environnement, santé, sociétés, un fablab de Dakar (Děfko ak Niep) et une agence de design de Toulouse (Ultra-Ordinaire). *Low-techs*, peu chers, non impactants, ces capteurs passifs, pensés comme des petits pièges à particules, peuvent se déployer à grande échelle avec un double avantage : spatialiser la mesure de la qualité de l'air et élargir les cercles des personnes concernées par la mesure.

Leur déploiement à Sebikotane a été rendu possible grâce à une large mobilisation : de la commune, des délégués de quartier, des femmes responsables de la santé communautaire, des jeunes associatifs œuvrant pour le développement du territoire, des comédiens de théâtre-forum et des habitants accueillant les capteurs-écorces chez eux. Par l'installation des 200 capteurs-écorces, 2 000 personnes ont été mobilisées pour expérimenter de nouvelles manières démocratiques de mesurer les pollutions. Cette recherche en partage a pris une autre ampleur encore pendant les six mois d'exposition des capteurs-écorces dans la cour des maisons, et pendant l'année nécessaire à l'analyse des capteurs en laboratoire. Toute une série d'enquêtes scientifiques ont été initiées :

1. Hecht G. 2021, La Terre à l'envers : résidus de l'Anthropocène en Afrique, traduit de l'anglais par Marie Ghis Malfilatre, *Politique africaine*, n°161-162 : 385-402.



Au départ du projet AirGeo : réunion de présentation du capteur-écorce, Sebikotane, 2022 © Frédéric Malenfer

- ▶ en sociologie et anthropologie des pollutions, pour faire émerger des repères sensibles de la perturbation environnementale, documenter l'expérience ordinaire des pollutions, les pertes et attachements des habitants de territoires en mutation rapide (laboratoire international Environnement, Santé, Sociétés ; Inrae Montpellier) ;
- ▶ en géosciences, pour mesurer la qualité de l'air, déterminer et cartographier les contaminations en métaux et les expositions à la pollution en relation avec les particules émises par les usines, la circulation routière et les usages du charbon de cuisine (laboratoire Géosciences de l'environnement de Toulouse ; [Laboratoire d'aérogologie](#), LAERO, UMR5560, CNRS / Université Toulouse III- Paul Sabatier, de l'Observatoire Midi-Pyrénées) ;
- ▶ en santé, pour documenter l'état de santé des habitants en l'associant à une granulométrie très fine d'indicateurs environnementaux, pour établir la prévalence des maladies liées à la pollution, quantifier l'ampleur des expositions et la charge de la morbidité associée à des expositions toxiques d'un site contaminé, initier un suivi de cohorte de femmes enceintes et de leurs enfants lors des mille premiers jours de vie avec l'hypothèse que les jeunes enfants nés au sein de familles pauvres seraient plus exposés. (laboratoire international Environnement, Santé, Sociétés) ;
- ▶ en écologie, pour établir un point zéro environnemental de la zone, inventorier la biodiversité sur l'espace de la forêt dévastée de Sebikotane, observer dans le temps les évolutions de la

- qualité de l'environnement et orienter les choix d'aménagement (laboratoire international Environnement, Santé, Sociétés) ;
- ▶ en littérature, pour saisir les récits qui s'attachent aux eucalyptus, aux forêts et aux écorces dans la presqu'île du Cap-Vert, ainsi qu'aux métamorphoses du territoire (Centre interdisciplinaire d'étude des littératures d'Aix-Marseille, Aix-Marseille Université).

Durant dix-huit mois, ces enquêtes ont donné lieu à un foisonnement de rencontres et de témoignages entre chercheurs/chercheuses et responsables communautaires, entre chercheurs/chercheuses et habitantes, entre habitantes et responsables communautaires. En juin 2023 les connaissances co-construites lors de ces enquêtes ont été mises en commun, pour envisager des actions durables pour bien respirer et bien vivre à Sebikotane. Les conseils de quartiers où l'installation des usines avait été l'objet de conflits se sont organisés pour accueillir le [collectif AirGeo](#), composé des médiateurs/médiatrices, des chercheurs/chercheuses et des artistes du projet. Par la forte mobilisation de chacun, la présentation des résultats s'est transformée en mini-forums dans chacun des quartiers, alliant exposition, exposés des chercheurs et chercheuses, pièce de théâtre et débats en une même soirée. Ces échanges ont eu pour objet non seulement le déploiement des capteurs-écorces, mais aussi la question sensible de la qualité de l'air qu'on respire à Sebikotane, le devenir urbain et l'habitabilité de ce territoire en transition.

Un observatoire transdisciplinaire des pollutions anthropiques (SOSI)

De cette expérience transdisciplinaire, nouvelle pour les chercheurs et chercheuses, est née l'idée d'une recherche territorialisée et dans la durée qui prendrait la forme d'un observatoire. S'appuyant sur une dynamique déjà existante et un *dispositif de Suivi Ouvert des Sociétés et de leurs Interactions*, récemment développé par l'InSHS², cet observatoire transdisciplinaire des changements environnementaux et sociaux de Sebikotane et Diamniadio vient prendre la suite du projet AirGeo. Il répond à deux objectifs : enregistrer et analyser les transformations en train de se faire, mais également contribuer au débat public sur un territoire où des habitants portent des préoccupations en matière de santé environnementale.

Il s'agira, par cet observatoire art-sciences-société du front d'urbanisation de Dakar, d'apprendre collectivement d'une situation considérée comme expérimentale, pour documenter et représenter les effets d'un développement industriel et urbain fulgurant et articulante dynamiques globales, régionales et locales. Il s'agira aussi d'envisager des possibilités de vivre avec, sous le mode de la réhabilitation, de la réparation, du réaménagement ou de la régénération. Pour ce faire, l'observatoire vise à élargir le collectif de recherche en l'hybridant à la manière de ce que préconisaient les sociologues Michel Callon, Pierre Lascoumes

et Yannick Barthe³. En s'appuyant non seulement sur un conseil scientifique (et un réseau d'universitaires régionaux) mais aussi sur un conseil habitant, l'enjeu est d'intégrer une pluralité de points de vue afin d'identifier des questions de recherche partagées et de bénéficier des expériences, savoirs et savoir-faire des habitants en tant que pratiquants et connaisseurs du territoire⁴. Les connaissances produites sont utiles à trois titres : socialement, elles rencontrent des préoccupations vitales des riverains ; scientifiquement, elles réparent des ignorances sur les effets du cumul d'émissions et effluents industriels ; politiquement, elles sont co-construites, mobilisables par les habitants et les collectivités, et renforce leur capacité d'agir. Ainsi, connaissances scientifiques et justice environnementale seront-elles reliées.

Yann Tastevin, chargé de recherche CNRS, Laboratoire international Environnement, Santé, Sociétés (ESS)

contact&info

► Yann Tastevin,
ESS

yann.tastevin@cnrs.fr

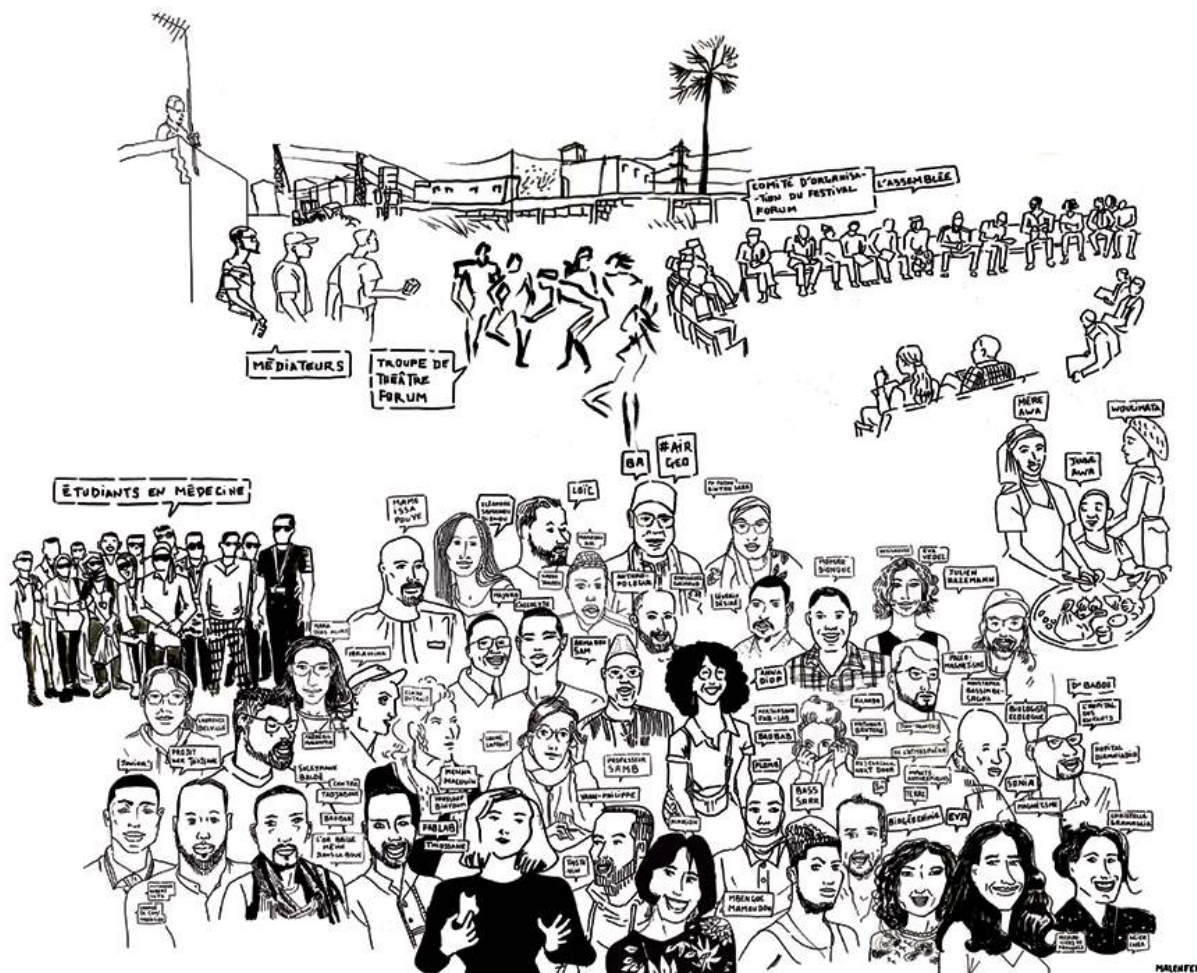
► Pour en savoir plus

<https://airgeo.hypotheses.org>

2. Depuis 2021, l'InSHS a mis en place ces « SOSI », qui constituent des formes d'accompagnement et de soutien à des études de longue durée recherche en sciences humaines et sociales.

3. Callon M., Lascoumes P. & Barthe Y. 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Éditions La Découverte.

4. Mélard F., Gramaglia C. 2022, *Participation citoyenne et production de savoirs situés sur les pollutions. Retour sur deux expérimentations de biomonitoring de l'Institut écocitoyen pour la connaissance des pollutions de Fos (France)*, *Revue d'Anthropologie des Connaissances*, 016 (4).



Le collectif AirGeo en expansion de 2021 à 2023, Sebikotane, 2022 © Frédéric Malenfer

ANTHROPOLOGIE EN PARTAGE

PANAFEST : un web-documentaire sur les festivals panafricains des années 1960 et 1970

L'Archive des festivals panafricains est un programme de recherche né, à l'origine, d'un séminaire animé au musée du Quai Branly par l'anthropologue Cédric Vincent et l'historien Éloi Fiquet, puis dirigé pendant près de dix ans par Cédric Vincent et l'historienne d'art et politiste Dominique Malaquais. Il a pour focale quatre festivals panafricains majeurs des années 1960 et 1970 : le premier Festival mondial des arts nègres (Fman) déployé en 1966 à Dakar par Léopold Sedar Senghor ; le premier Festival culturel panafricain (Panaf) qui se tient à Alger en 1969 ; Zaïre74, dont on se souvient surtout pour le Match du siècle qui, à Kinshasa, en 1974, opposa Mohamed Ali à George Foreman sous la houlette du dictateur Mobutu ; Festac77, le *Second World Black and African Festival of Arts and Culture*, à l'origine pensé comme le deuxième festival mondial des arts nègres et qui eut lieu à Lagos en 1977.

Le projet avait pour double objectif de développer, d'une part, une archive physique composée de pamphlets, revues, programmes et plans, de photos et objets souvenirs ramenés par des participants des festivals¹, et d'autre part une archive virtuelle composée d'entretiens vidéo et audio qui sera la base du web-documentaire. À travers plus de soixante entretiens menés sur trois continents (Afrique, Amérique du Nord, Europe) par une équipe transdisciplinaire de chercheurs et chercheuses, ce projet propose une lecture des quatre festivals comme un seul et même événement où le contenu politique a une place première.

PANAFEST – l'archive virtuelle dont il sera question ici – a pris la forme d'un web-documentaire, qui permet de partager avec un large public, *via* un site Internet basé en Afrique du Sud, les recherches menées dans le cadre de l'Archive des festivals panafricains. L'idée de donner accès à ces recherches par le biais d'un web-documentaire vient d'Arghyro Paouri, réalisatrice au sein du *Laboratoire d'anthropologie politique* (LAP, UMR8177, CNRS / EHESS), qui a également assuré la conception et la réalisation de ce web-documentaire².

Au cœur du projet scientifique, un impératif : recueillir et enregistrer les souvenirs des organisateurs des événements, des artistes, des écrivains, des philosophes, des journalistes, des participants et des spectateurs – témoins clés dont le regard rétrospectif est essentiel à une compréhension de ces événements majeurs de la seconde moitié du xx^e siècle. PANAFEST rassemble ainsi quelque trente-cinq heures d'entretiens vidéo ou sonores, constellation de témoignages et de souvenirs. Il comprend également une documentation, pour l'essentiel inédite de photographies, notes, albums souvenirs, timbres, ainsi que des liens hypertextes vers des films documentaires, des documents d'archives, des cartographies interactives, et des textes.

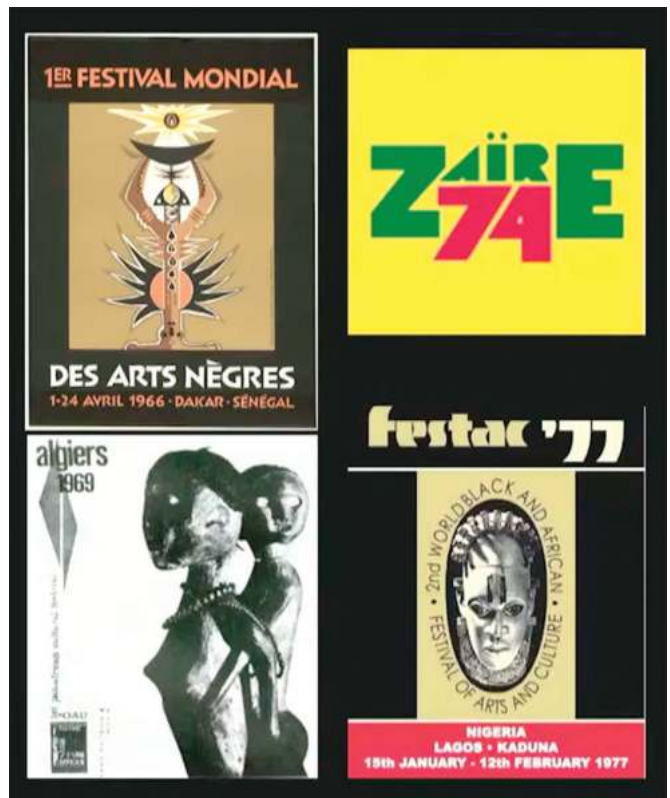


Figure 1 - Les affiches des quatre festivals © DR

Si le projet de départ était de rendre disponibles, par le biais d'une archive en ligne, les fruits d'une recherche, Arghyro Paouri s'est très vite éloignée de cette option jugée trop statique, trop proche de la banque de données, et a voulu rendre la dynamique qui se dégageait de cette recherche. De ce point de vue, les choix éditoriaux et les propriétés du web-documentaire ont permis de donner forme à une version nouvelle des quatre festivals panafricains cités plus haut (Figure 1).

Trop longtemps, ces festivals ont été pensés comme des moments indépendants les uns des autres. Lorsque les liens les unissant ont été pris en compte, c'était pour faire place à un regard linéaire et chronologique, peu à même de dire la complexité des entrelacs et de la mise en relation de thèmes et de tropes. Recoupements de rumeurs et d'anecdotes, comparaisons de niveaux d'information, souvenirs tronqués et expériences personnelles : le projet PANAFEST offre, quant à lui, une panoplie de regards sur ces quatre festivals, en complexifie l'approche et fait émerger des narrations multiples – de celles qui se nichent dans le silence des archives institutionnelles. Une tâche importante revient à l'utilisateur qui se doit d'être actif, impliqué et libre de suivre son propre

1. L'archive physique constituée grâce au soutien de la Fondation de France, ainsi que les rushes des très nombreux entretiens montés par Arghyro Paouri, ont fait l'objet d'une donation aux archives du Musée du quai Branly – Jacques Chirac sous la responsabilité de Sarah Frioux-Salgas et de sa collègue Élodie Saget.

2. L'Archive des festivals panafricains et le web-documentaire PANAFEST sont des initiatives collectives auxquelles ont participé Seloua Luste Boulbina, Aymeric Gentric, Katja Gentric, Éloi Fiquet, David Murphy, Aline Pighin, Malika Rahal, Estrella Sendra.



Figure 2 - Page d'entrée du web-documentaire, hébergé par Chimurenga. Le logotype a été dessiné par Kadiatou Diallo (Sparck)

parcours pendant la navigation. L'interactivité permet, en effet, de le laisser jouer de la pluralité des points de vue par le biais de mots clés et de l'éditorialisation.

PANAFEST, et le plus large projet auquel il est arrimé, veut déstabiliser catégories et prédispositions quant à ce que pourrait être une chronologie et la manière dont on pourrait la visualiser. En contrepoint d'une progression ordonnée qui, de 1966 à 1969, 1974 et 1977, mènerait d'un événement à un autre, le web-documentaire offre une lecture des quatre festivals comme un seul et même événement.

Il résulte de cela une approche qui complique passablement ces quatre moments longtemps relégués au placard d'une histoire panafricaine tronquée et qu'on avait jusqu'ici classifiés comme des occurrences distinctes, se faisant écho sans doute, mais guère plus. Moments dont on avait, pour beaucoup, évacué le contenu politique, qui prend au contraire une place première au sein de PANAFEST.

La grammaire non-linéaire offerte par le web-documentaire, ou ce qu'il est convenu d'appeler désormais « nouvelles écritures », a donc semblé la forme la plus adaptée pour rendre compte de la complexité de ce programme de recherche collectif et interdisciplinaire et pour restituer, dans leur diversité et leur richesse, les matériaux provenant de multiples sources et incluant divers types de supports. De plus, il permet l'annotation des vidéos, outil primordial pour la navigation. Pour permettre cela, la documentation au préalable était d'une importance capitale³.

Arghyro Paouri a choisi de développer ce web-documentaire avec le logiciel Klynt, qui offre non seulement la possibilité de scénariser la lecture – navigation, liens, cartes heuristiques –, mais aussi, ce qui est très important, d'en exporter les données en HTML5 dans le respect des standards du *Consortium World Wide Web* (W3C). C'est ce qui garantit le mieux l'accessibilité des données dans la durée par un simple navigateur web et l'indépendance vis-à-vis des applications commerciales propriétaires. Le web-documentaire peut ainsi très facilement vivre sur différents sites, au Musée du quai Branly par exemple, ou encore par le biais de l'exposition *Africa Fashion*⁴ présentée au *Brooklyn Museum* en ce moment même.

L'ensemble témoigne ainsi de la dynamique intellectuelle, artistique et politique et souligne l'enchevêtrement des manifestations voulu par l'équipe de recherche.

Mêlant entretiens, images d'archives inédites et enregistrements audio, ce web-documentaire est loin d'être un produit de communication mais développe surtout un propos, représente une autre façon de chercher. Il constitue un objet scientifique nouveau qui offre de multiples entrées et propose autant de prolongements⁵. Tel un beau livre, il se démarque grâce à un contenu très riche et un travail éditorial et artistique original de qualité qui fait passer de la contemplation à l'exploration des données de la recherche.

Depuis sa parution en 2021, le web-documentaire PANAFEST vit sur la plateforme éditoriale sud-africaine Chimurenga, un espace panafricain à la croisée des arts, de la littérature et du

3. Tous les entretiens ont été documentés, indexés par Aline Pighin, doctorante au Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (Université de Paris).

4. Ernestine White-Mifetu, co-curateur de l'exposition, a demandé à inclure PANAFEST à l'exposition.

5. Chatelet C. 2016, *Webdocumentaire, documentaire interactif, idoc, jeu documentaire... Les enjeux des « nouvelles » formes audiovisuelles documentaires*, *Entrelacs*.



Figure 3 - Les six parcours de navigation proposés par le webdocumentaire

politique, choix qui semblait préférable à un hébergement sur un portail universitaire. Il en va d'une volonté politique : celui d'une recherche « activiste », co-construite avec des collègues africains, qui a pour objectif de partager – et si possible de participer à construire – au-delà du monde académique. Le web-documentaire, comme le plus large projet avec lequel il s'articule ou encre l'archive papier auquel il fait pendant, ne se veut pas non plus complètement lisse. Dans les entretiens, parfois les bruits domestiques font irruption. Privilégiant le contenu sur la forme, le choix a été fait de conserver ces aspérités, qui font ressortir la réalité des conditions d'enregistrement par les chercheurs. Il s'agit d'ébauches, d'un travail de recherche naissant, offert en accès libre aux chercheurs et chercheuses, aux artistes, aux activistes, dans un désir de dialogue autour des événements phares que furent le Fman et le Panaf, Zaïre 74 et Festac.

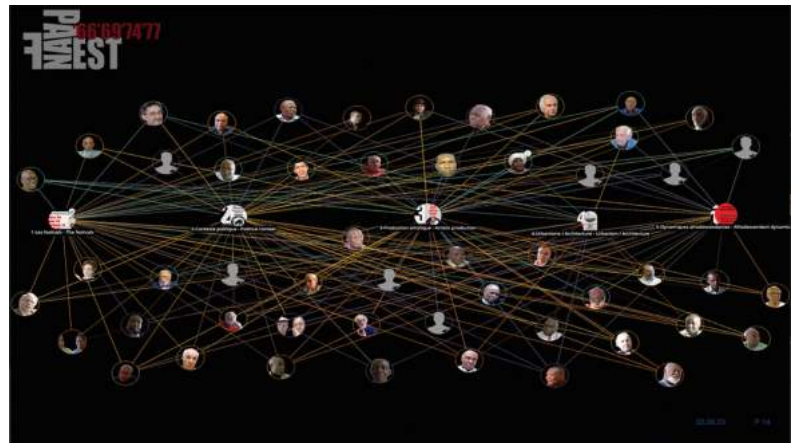
L'objectif n'est pas de raconter une histoire univoque mais, bien au contraire, de proposer une vision ouverte aux multiples points de vue, voire aux contradictions. C'est ce que suggère la bande-son qui introduit le tout : non pas un jingle mais une superposition de voix, celles de toutes les personnes interviewées.

Le web-documentaire propose une variété d'entrées (Figures 2 et 3), que celles et ceux qui le visionnent peuvent emprunter selon leurs intérêts :

- ▶ Festival par festival, mais toujours avec l'option de voyager entre les festivals – pour déjouer la tentation d'une lecture linéaire (Figure 4).
- ▶ Via un prisme politique. On entre ici par une cartographie interactive qui a pour focale la Guerre froide, les mouvements révolutionnaires et les politiques nationales (Figure 5). À Alger ou à Lagos étaient présents les représentants de plusieurs mouvements de libération anticoloniaux et révolutionnaires – le FRELIMO du Mozambique et le MPLA de l'Angola, entre autres. Chaque hyperlien de la cartographie renvoie à une interview et tous les hyperliens se superposent, soulignant l'enchevêtrement des quatre festivals.
- ▶ Via la production artistique. Il y est question de la richesse des productions artistiques dans l'ensemble des festivals. Les ordonnateurs des festivals des années 1960 et 1970 déployèrent des œuvres, historiques et contemporaines, d'une grande qualité et des réalisations scéniques raffinées (musique et danse, pièces de théâtre, performances masquées) afin de célébrer la créativité de l'Afrique, offerte au monde comme source d'inspiration. À Dakar et Alger, de remarquables expositions de masques et de statues provenaient des quatre points du continent. Le dramaturge ivoirien, Bernard Dadié, fut produit à Dakar et à Alger et, dans les deux villes, les spectateurs découvrirent des danseurs des hauts plateaux de l'ouest Cameroun. Archie Shepp, le pionnier du Free Jazz, improvise en direct dans la rue, entouré de centaines de gens à l'écoute de ses rythmes venus comme d'un autre monde. La chanteuse sud-africaine et militante anti-apartheid Miriam Makeba, connue sous le nom de Mama Africa était sur la liste des invités des festivals. Ici encore, la cartographie interactive permet de naviguer entre les médiums, les espaces de monstration et de parole, les philosophies, les objets, les acteurs et actrices de diverses scènes artistiques (Figure 6).
- ▶ Par les lieux physiques des festivals – c'est-à-dire les développements urbanistiques et architecturaux auxquels les quatre événements ont donné lieu (Figure 7). Le centre-ville de Kinshasa fut transformé (construction de routes, réfection de bâtiments), comme l'avaient été ceux de Dakar et d'Alger – et comme le serait celui de Lagos – afin d'installer la capitale à l'épicentre d'une Afrique se voulant éminemment moderne.
- ▶ À travers la question, fondamentale au sein des quatre festivals, des dynamiques afrodescendantes, tant en termes idéologiques que philosophiques (Figure 8). Il s'agit ici d'approches variées, parfois contradictoires, du panafricanisme, des Atlantiques noires et des appartenances – des imaginaires, donc.
- ▶ Via une série de liens menant à des ressources Internet – de nombreux documents filmiques, notamment – auxquelles s'articulent des listings, cartographies et index d'acteurs, de participants, de personnages cités, de productions culturelles, d'institutions et d'organisations qui, tous ensemble, ont fait les quatre festivals (Figure 9).

À l'intérieur de chaque entretien, chaque fois que sont mentionnés une personne, un événement, un lieu clé, un panneau explicatif apparaît (Figure 10).

Sur la ligne de temps de chaque entretien, on peut naviguer, accédant de la sorte aux thématiques principales qui structurent l'entretien. Cela permet un regard pointu sur les sujets abordés et permet également de basculer vers des sujets connexes traités dans d'autres entretiens (Figure 11).



Figures 12 - À gauche : Pour guider celles et ceux visionnent le web-documentaire, figurent également, un menu et des instructions détaillées. À droite : La carte mentale du web-documentaire qui met en évidence l'enchevêtrement des manifestations voulu par l'équipe de recherche.

- ▶ Direction du projet : Dominique Malaquais (IMAF-CNRS) et Cédric Vincent (ESAD Toulon).
- ▶ Conception, réalisation et habillage graphique du web-documentaire : Arghyro Paouri (LAP – Laboratoire d'anthropologie politique, CNRS/EHESS).
- ▶ Contenu, méthodologie et approches théoriques : Cédric Vincent et Dominique Malaquais, en collaboration avec Eloi Ficquet, Katja Gentric, Fanny Gillet, Seloua Luste Boulbina, David Murphy, Aline Pighin, Malika Rahal, Pascale Ratovonony, Estrella Sendra et Paraska Tolan-Szkilnik.
- ▶ Financement : Fondation de France, IIAC (CNRS/EHESS), IMAF-CNRS, TGIR Human-Num (CNRS), Université Paris 1.

Pour guider celles et ceux qui visionnent le documentaire, figurent enfin, un menu, des instructions détaillées, une liste des participants avec leur biographie, une fonction recherche et une carte mentale qui est l'incarnation même de l'enchevêtrement revendiqué par le projet (Figure 12).

À travers ce texte nous souhaitons rendre hommage à Dominique Malaquais (1964-2021) décédée prématurément le dimanche 17 octobre 2021. Dominique a co-dirigé pendant dix ans le programme de recherche dont est issu ce web-documentaire, qui faisait partie des trois inédits de son HDR. Elle a accueilli avec enthousiasme l'idée de cette forme expérimentale qui rendait la recherche accessible et partageable, elle a été présente à toutes les étapes de son développement et a encouragé sa réalisation à travers des collaborations créatrices. C'est aussi à Dominique que revient l'idée de publier le web-documentaire sur la plateforme Panafricaine Chimurenga dont elle était membre du comité de rédaction.

contact&info

▶ Arghyro Paouri,
LAP

arghyro.paouri@cnrs.fr

▶ Pour en savoir plus

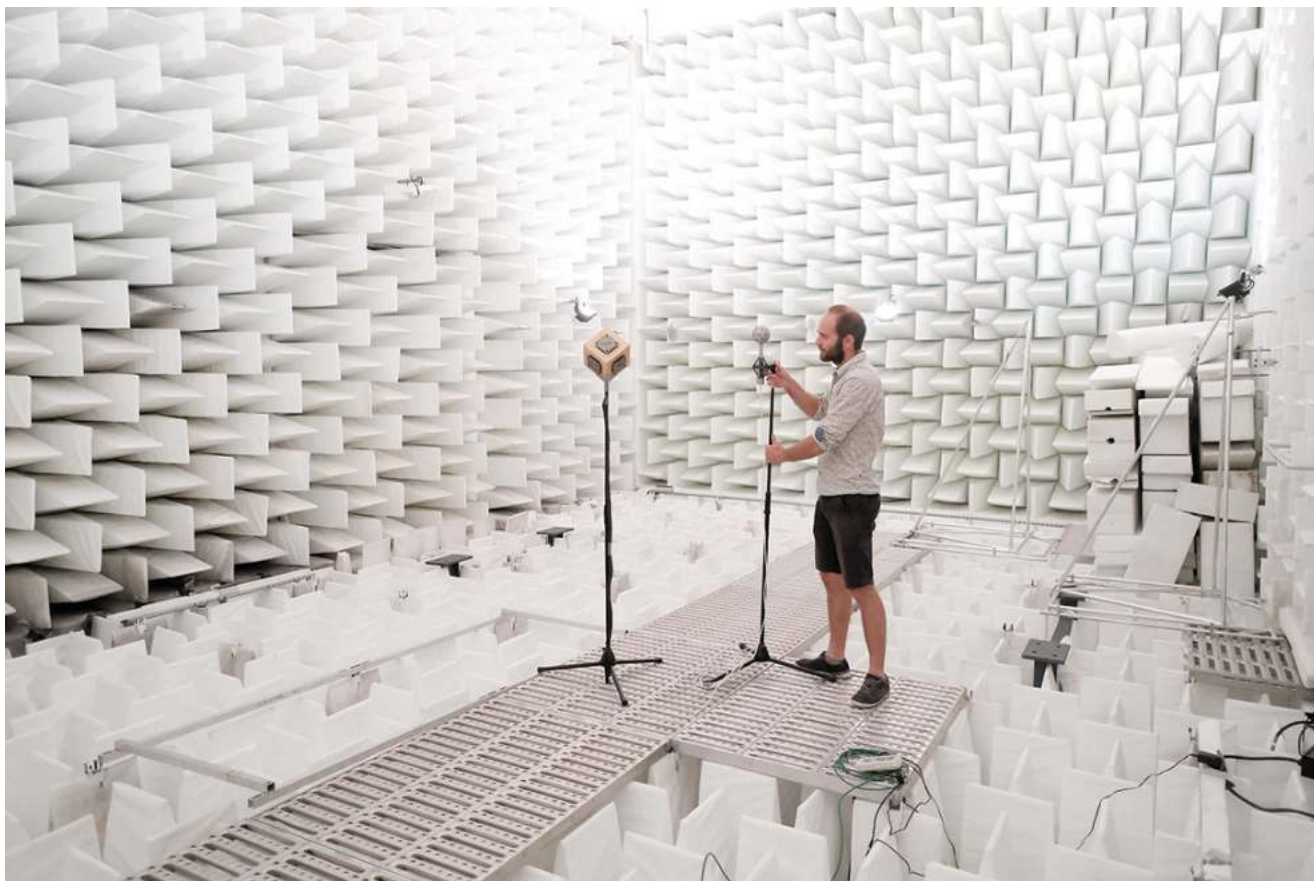
<http://www.panafest.org.za>

Cet article est une synthèse réalisée à partir d'une sélection de publications :

- ▶ Malaquais D., Ficquet E., Rahal M., Vincent C. 2015, *Panafest : une archive en devenir*, *Archive (re)mix Vues d'Afrique*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 209-228.
- ▶ Malaquais D., Vincent C., *Enchevêtrements : Quatre Festivals et une Archive*. Avant-propos du web documentaire PANAFEST. On trouvera une version papier de ce texte sous le titre *Entangled Panafest : Four Festivals and an Archive* dans la collection « Non-Aligned Modernisms » de la revue *Sveska* (volume 4), éditée par le Musée d'art contemporain de Belgrade.
- ▶ Malaquais D., Paouri A., *Panafest Archives : un projet de recherche transdisciplinaire*, présenté le 23 septembre 2021 au Musée du quai Branly-Jacques Chirac, dans le cadre de la *Journée d'études Replay ! Dakar 66*. Pour un partage des archives : le festival mondial des arts nègres, Dakar 1966 (FMAN).

Lumière sur PRISM, un laboratoire in(ter)discipliné dans les domaines de l'image, du son et de la musique

Laboratoire de recherche interdisciplinaire, l'unité Perception, Représentations, Image, Son, Musique (PRISM, UMR7061, CNRS / Aix-Marseille Université / Ministère de la Culture), créée en 2019, est spécialisée dans les domaines de l'image, du son et de la musique. Elle favorise l'interdisciplinarité autour des questions de la perception, des représentations et de leurs usages. Sa spécificité est de regrouper des chercheurs et chercheuses d'horizons disciplinaires différents, de la physique à l'art en passant par les neurosciences, la philosophie, la médecine et la musicologie, afin de les confronter à des objets d'études.



Salle anéchoïque au sein de laquelle sera installée la plateforme PRISME © Joran Tabeaud

Grand Prix national de la musique en 1990 et médaille d'or du CNRS en 1999, le chercheur et compositeur Jean-Claude Risset figure parmi les membres fondateurs du laboratoire. Afin de faire émerger des thématiques nouvelles, il rédige en 1999 un rapport, à la demande du ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, où il conclut sur la nécessité de créer un Institut associant art, science et technologie. Ce dernier n'aboutit pas mais la fusion, en 2012, des trois universités marseillaises en une université unique (Aix-Marseille Université) favorise un rapprochement des laboratoires. C'est dans ce contexte que le groupe de chercheurs « audio » du Laboratoire de mécanique et d'acoustique (LMA, UMR7031, CNRS / AMU / Centrale Méditerranée), l'équipe Arts, sciences et technologies pour la recherche audiovisuelle et multimédia (ASTRAM), l'Unité de neurophysiologie, psychophysiologie et neurophénoménologie (UNPN, CHU-Marseille), ainsi qu'une équipe du Laboratoire d'études en sciences des arts (LESA, AMU) et l'École supérieure d'art d'Aix-en-Provence (ESAAIX) montent un projet de laboratoire interdisciplinaire. Il conduit à la création,

en 2019, du laboratoire PRISM, mettant à la disposition des différentes équipes les plateformes technologiques issues de ces différentes entités.

Fortement attaché à la formation d'excellence, le laboratoire constitue un vivier important d'étudiantes afin de les pousser vers la recherche. Il est à l'origine de la création du Master Acoustique et Musicologie, à l'image du laboratoire, interdisciplinaire, et du Master Cinéma et Audiovisuel.

Actions et projets interdisciplinaires se structurent autour de trois axes de recherche faisant intervenir la physique, la musicologie, le cinéma, la médecine, les neurosciences, la philosophie et l'art.

Les chercheurs en acoustique, traitement du signal, analyse-synthèse et perception des sons de l'axe « Ingénierie de la perception » conçoivent et développent des outils de création sonore et musicale en lien avec la perception. Au sein de l'axe « Créations, pratiques et explorations artistiques », des



CAVE audio du laboratoire PRISM permettant de restituer virtuellement différentes acoustiques et d'étudier le jeu du musicien en fonction de ces acoustiques © Joran Tabeaud

enseignants-chercheurs s'interrogent sur la façon dont l'art nous renseigne sur le monde, en collaboration avec des artistes. Enfin, les membres de l'axe « Application et enjeux sociaux, industriels et médicaux » cherchent à savoir comment certains dispositifs techniques ou artistiques développés ou étudiés au sein de PRISM sont à la fois constitués (c'est-à-dire pensés et fabriqués) et constituants (c'est-à-dire comment ils modifient notre manière d'être dans le monde et d'être à l'autre), et quels sont les contenus de l'expérience consciente (tant rationnelle que sensible) qui sont associés à cette double propriété (constitués/constituants).

La majorité des projets menés à PRISM fait intervenir au moins deux axes de recherche.

Musicologie et acoustique

L'interaction entre musicologie, musique, acoustique et technologie se décline ainsi dans plusieurs projets. Mené avec l'Institut d'Enseignement Supérieur de la Musique - Europe et Méditerranée (IESM) et le ministère de la Culture, le projet **CELLO** étudie la manière dont l'acoustique d'un lieu peut influencer

le jeu des musiciens. Les chercheurs et chercheuses ont mis au point un système de *CAVE (Cave Automatic Virtual Environment)* audio qui leur permet de reproduire l'empreinte acoustique d'un lieu au sein même du laboratoire. Cette technologie offre à des musiciens de renom la possibilité de se préparer à jouer dans différents lieux. Elle a permis de démontrer qu'ils adaptent leurs gestes et leurs stratégies sensori-motrices à la transformation sonore induite par chaque lieu.

Conduit avec Sorbonne Université et le ministère de la Culture, le projet **Interprétation musicale en acoustique patrimoniale immersive (IMAPI)** est un projet de coopération artistique avec la recherche. L'enjeu est ici de recréer l'acoustique disparue de lieux patrimoniaux par modélisation acoustique 3D afin d'interpréter un corpus musical médiéval dans cette acoustique restituée. Musicologues, acousticiens et artistes ont, par exemple, modélisé et exploré l'acoustique de la Chapelle pontificale du Palais des Papes d'Avignon, et l'ont rendu accessible au public *via* le parcours musicologique « Ars Musica ».



Reconstitution de la chapelle pontificale du palais des papes d'Avignon au XIVe siècle, à partir de laquelle l'acoustique de ce lieu a pu être reconstruite © PRISM

Réalités virtuelles

Réalités virtuelles et augmentées constituent un autre volet de recherche à PRISM. Le projet COMMUTE, mené avec Airbus, Stellantis et l'Institut des sciences du mouvement - Etienne-Jules Marey (ISM, UMR7287, CNRS / AMU), s'intéresse aux futurs véhicules autonomes. Il vise à repenser le lien entre les usagers et le véhicule. Son objectif : proposer un nouveau système d'interaction véhicule-usager basé sur la stimulation multisensorielle (audio, vibro-tactile et visuel) afin qu'il soit le plus intuitif possible.

Le projet *Platform for Research in Immersive Sound and Multisensory Environments* (PRISME) fédère quant à lui des partenaires académiques, industriels et des structures créatives et artistiques. Ce projet technologique à visée sociétale, démarré en 2023, s'intéresse à la façon dont nous aborderons les mondes virtuels comme le Metavers. La création d'une plateforme innovante d'immersion multisensorielle, unique au monde, permettra d'expérimenter l'immersion de plusieurs participants dans un même espace visuel, lumineux, auditif, vibratoire et tactile. Cette future infrastructure sera installée dans la salle anéchoïque héritée du LMA et sera opérationnelle fin 2024. Ce projet a donné lieu à la création d'un LabCom (Laboratoire d'innovation technologique pour l'immersion multisensorielle - LITIMS) soutenu par l'ANR en 2023, en partenariat avec la société Immersion basée à Bordeaux.

Préservation du patrimoine

Le passé intéresse aussi les chercheurs et chercheuses du laboratoire PRISM, qui mènent des projets dédiés à la préservation du patrimoine sonore et à son exploitation. Jean-Claude Risset, pionnier de la musique spectrale, a laissé un fonds d'archives considérable (esquisses de composition, notes de projets artistiques, de colloques ou congrès, mêlant débats scientifiques et concerts). Un fonds riche qui témoigne de l'histoire de la technologie du son synthétisé par ordinateur, une technologie née dans les années 1960. Le laboratoire s'est donc lancé dans sa numérisation afin de le rendre accessible à la fois à la communauté scientifique, et aux interprètes et compositeurs préparant des concerts à partir de l'œuvre de Jean-Claude Risset. Le projet est mené en collaboration avec l'université de Stanford où John Chowning, professeur émérite et membre d'honneur du laboratoire PRISM, a inventé le premier synthétiseur numérique basé sur la modulation de fréquence (FM). Le fonds numérisé sera consultable en ligne entre 2024 et 2025. Le fonds papier sera, quant à lui, déposé à l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Le projet *Corsica Sud-Archives* (CO S-A) se concentre, de son côté, sur la création patrimoniale et traditionnelle. Il s'attache à réemployer les archives musicales issues du *repertorium voce* (la plus grande archive en ligne sur les musiques corses collectées dans les années 1970). Ce projet est mené en partenariat avec l'université de Corse, la phonothèque de la *Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme* (MMSH, UAR3125, CNRS / AMU) et le Centre National de Création Musicale VOCE.

Il a notamment donné lieu à la réalisation d'une balade sonore dans le village de Pigna en lien avec un FabLab corse et les acteurs locaux.



Pose du panneau de signalétique avec QRcode réalisé par le FabLab Corti devant une échoppe de Pigna © Caroline Boë

Cinéma

Les archives sonores du cinéma intéressent aussi les chercheurs et chercheuses du laboratoire PRISM. Le projet *Sons de France* consiste à qualifier et décrire les sons d'ambiance à vocation cinématographique, et à les répertorier dans une *base de données* destinée aux professionnelles du son. Cet outil innovant, dont le dispositif d'indexation a été breveté, est financé par la SATT Sud-Est.

Un autre projet, en collaboration avec le *Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes* (LARHRA, UMR5190, CNRS / Université Lumière-Lyon 2 / Université Jean Moulin Lyon 3 / Université Grenoble Alpes / ENS de Lyon) et le ministère de la Culture, est consacré aux archives sonores du grand compositeur de musique de films Paul Misraki. L'objectif est de sauvegarder ses archives en péril, couvrant une période très peu documentée (disques et rushes de musiques de films datant des années 1930 aux années 1960), de les numériser et de les rendre accessibles *via* une base de données. Celle-ci sera financée par la SATT Sud-Est. Le projet a déjà permis de restaurer des disques endommagés et de numériser plus de 300 sons.

Des chercheurs et chercheuses ont, par ailleurs, été sollicités par les ayants-droits de Marcel Pagnol pour procéder à l'archivage des musiques de films du réalisateur. L'objectif à terme est de les rendre accessibles aux visiteurs du futur musée Pagnol (2026), dont PRISM intégrera le comité scientifique.

Enfin, le projet de recherche-crédation *Dialoguer avec les archives : la télévision face au choc du Sida* (DI-ARCHIV) a donné lieu, en 2021-2022, à la réalisation d'une œuvre audiovisuelle intégrée à l'exposition « VIH/Sida, l'épidémie n'est pas finie » organisée au Mucem. Faisant écho à l'épidémie du Covid-19, elle consistait à mettre en miroir des images d'archives montrant comment était perçu le virus du Sida à l'époque, et des images actuelles d'actrices et acteurs ayant traversé cette épidémie. Il est porté par PRISM en partenariat avec le *Centre Norbert Elias* (CNE, UMR8562, CNRS /



À gauche : Capture d'écran du film « Ce n'est pas à proprement parler une épidémie »
 À droite : Diffusion du film durant l'exposition « VIH/Sida, l'épidémie n'est pas finie » (Mucem)
 © Pascal Cesaro, Mario Fanfani et Emmanuel Viguier

EHESS / AMU / Avignon Université). Ce projet, qui a nécessité un inventaire des archives audiovisuelles de l'époque et la collecte filmée de témoignages contemporains, visait à rendre compte de l'impact des images et des médias sur les représentations sociales du sida.

Santé

De nombreux projets en lien avec la santé sont également menés par le laboratoire PRISM, notamment avec le CHU de Marseille et l'hôpital de Toulon. Le projet MusiDance a été financé par la Mission pour les initiatives transverses et interdisciplinaires (MITI) du CNRS (Défi AUTON 2018), en collaboration avec le laboratoire [Grenoble Images Parole Signal Automatique](#) (Gipsalab, UMR5216, CNRS / Université Grenoble Alpes), l'[Institut de recherche en Musicologie](#) (IReMus, UMR8223, CNRS / BnF / Ministère de la Culture / Sorbonne Université), le laboratoire Neuropsychologie et Imagerie de la Mémoire Humaine (NIMH, Inserm / EPHE / Université Caen Normandie), l'université Rennes 2 et l'université de Bourgogne. Les chercheurs et chercheuses s'intéressent ici à la façon dont son et musique peuvent être utilisés dans un but thérapeutique. Ils ont par exemple mis en place des ateliers musicaux transgénérationnels auquel participaient résidents d'un EHPAD et scolaires, avec production et diffusion de musique à visée thérapeutique. Lors d'ateliers, ils ont filmé les échanges afin d'observer les comportements des uns et des autres et mesurer l'impact de la musique comme traitement thérapeutique.

Aborder des sujets classiques ou d'avant-garde dans une dimension interdisciplinaire, tel est donc l'ADN de PRISM. Un jeune laboratoire qui ne cesse de développer de nouveaux projets, multipliant les partenariats académiques, tant au niveau national qu'international. Une activité soutenue avec une poussée vers de nombreux appels à projets (une vingtaine sont en cours actuellement), dont certains ont conduit à des transferts technologiques. Le laboratoire compte ainsi à son actif trois brevets et deux logiciels *open-source*.

Le laboratoire PRISM est aujourd'hui dirigé par Richard Kronland-Martinet, directeur de recherche CNRS, musicien et compositeur. Le laboratoire compte une cinquantaine de membres, parmi lesquels sept chercheurs et ingénieurs CNRS, et une quinzaine d'enseignants-chercheurs et dix-sept doctorants AMU.

Marie Mabrouk, Nacira Oualli, InSHS

contact&info

- ▶ Richard Kronland-Martinet, PRISM
- kronland@prism.cnrs.fr
- ▶ Pour en savoir plus
- <https://www.prism.cnrs.fr>

Repenser la Syrie après 2011

Coordonné par Anna Poujeau, chargée de recherche CNRS au *Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative* (LESC, UMR7186, CNRS / Université Paris Nanterre), le programme ANR SHAKK - De la révolte à la guerre en Syrie : conflits, déplacements, incertitudes est hébergé à l'*Institut français du Proche-Orient* (Ifpo, UAR3135, CNRS / MEAE). Il implique le *Centre d'études en sciences sociales du religieux* (Cesor, UMR8216, CNRS / EHESS), le département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale de France et l'*Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman* (Iremam, UMR7310, CNRS / AMU).

Dans le sillage des Printemps arabes, la Syrie connaît, à partir de début 2011, un soulèvement populaire sans précédent contre le régime Al-Assad régnant alors d'une main de fer sur le pays depuis 1970. Sans attendre, s'abat sur toute la société la férocité de la répression d'un pouvoir incapable de se renouveler, déclenchant un conflit armé particulièrement violent et meurtrier et impliquant de nombreux acteurs locaux, régionaux et internationaux. Provoquant la mort de plus d'un demi-million de personnes, la disparition d'environ 130 000, l'exil de près de 5,5 millions et le déplacement forcé à l'intérieur du pays de 6 millions d'autres, la guerre ne trouve, jusqu'à présent, toujours pas d'issue. Si l'engagement militaire conséquent de ses alliés russe et iranien a permis au régime de reprendre le contrôle d'une partie du pays, rayant de la carte des localités entières et détruisant le tissu urbain et périphérique des grandes villes, de larges pans du territoire lui échappent toujours. Aujourd'hui, la population, déjà rendue exsangue par des années de violence, déplacement et privation, ne cesse de s'enfoncer dans une inexorable crise économique et sociale que le régime, tenu de rétribuer ses différents partenaires — puissances et milices étrangères, hommes d'affaires et

nouveaux seigneurs de guerre et de trafics illégaux en tout genre — est incapable d'enrayer.

L'extrême violence du terrain — devenu inaccessible aux chercheurs et chercheuses seulement quelques mois après le début de la révolution — aurait pu faire de la Syrie un point aveugle pour la recherche en sciences sociales sur la région, comme le furent dans d'autres contextes et à d'autres périodes l'Algérie ou l'Irak¹. Mais dès les débuts de la révolution et de la guerre, des milliers puis des millions d'images et de documents ont été rassemblés et mis à disposition du public par un grand nombre de Syriennes et de Syriens qui se sont employés par divers moyens à montrer, témoigner, et établir les faits et les preuves de ce qui était en train de se dérouler. Ce conflit est ainsi l'un des plus documentés de l'histoire par ses acteurs eux-mêmes².

Dans ce contexte, une équipe internationale de chercheurs et chercheuses en sciences sociales, qui travaillaient sur la Syrie avant 2011 et avaient pour objectif de continuer malgré l'inaccessibilité du terrain, s'est réunie autour d'un projet de recherche collectif

1. L'Institut français du Proche-Orient à Damas (CNRS / MEAE), alors dirigé par François Burgat, a été fermé en même temps que toutes les autres représentations diplomatiques françaises et les chercheurs et chercheuses français n'ont plus eu l'autorisation de se rendre en Syrie.
2. La multitude et la diversité d'une documentation fleuve ont fait naître plusieurs entreprises d'archivage de la révolution et de la guerre, tout autant pour en classer et conserver les traces que pour en témoigner, consigner les mémoires, mettre en forme des récits, etc. Dans le cadre de SHAKK, Vanessa Guéno, ingénieure de recherche CNRS en analyse des sources historiques et culturelles à l'Iremam, travaille sur les questions méthodologiques relatives à l'archivage d'un terrain en guerre ainsi que sur ses enjeux éthiques. Parmi les très nombreuses initiatives collectives de ce type, on peut citer parmi les plus anciennes et importantes *Syrian Archive* et *Creative Memory*.



De gauche à droite : Affiche du colloque organisé par Cécile Boëx à la BnF (5-6 juillet 2018) *Du geste à la trace. De la trace à la mémoire* : Trajectoires d'archivage des vidéos vernaculaires de la révolte et du conflit en Syrie et au-delà ; Affiche du colloque organisé par Myriam Ababsa et Valentina Napolitano à l'Ifpo Amman (29-30 septembre 2019) *Syria Today : Social, Political and Economic Changes. At the Interface between National Territory and Migratory Spaces* ; Affiche du colloque organisé par Cécile Boëx, Vanessa Guéno, Boris James et Anna Poujeau à l'Ifpo Beyrouth (25-27 janvier 2023) *L'histoire et la mémoire à l'épreuve de la révolte et de la guerre en Syrie*



Équipe encadrante de l'école d'été *La Syrie au prisme des sciences sociales après 2011* (19-25 juin 2022, Centre Paul Langevin, Aussois). De droite à gauche : Thomas Pierret, Boris James, Anna Poujeau, Cécile Boëx, Vanessa Guéno, Paulo Pinto et Eylaf Bader Eddin

et collaboratif³. Les défis principaux des membres de SHAKK consistaient non seulement à repenser leurs rapports au terrain et leurs objets d'étude, mais aussi à adopter une réflexivité critique clarifiant rigoureusement l'engagement du chercheur et du rôle de la recherche dans la société. Il s'agissait enfin de former une nouvelle génération de chercheurs et chercheuses sur la Syrie, dont des Syriennes et des Syriens exilés en France et ailleurs en Europe désireux de penser leur propre société et les bouleversements que celle-ci était en train de vivre. Grâce à l'élaboration de nouveaux dispositifs méthodologiques, aux réseaux sociaux et aux applications de messageries en ligne sécurisées, les chercheurs et chercheuses ont pu continuer à garder le contact avec le terrain et à produire des connaissances variées malgré l'impossibilité de s'y rendre. Ce type de recherche a ainsi permis de ne pas cantonner les études sur la Syrie au champ des *forced migration and refugee studies* et des *war studies*. Une réserve s'impose toutefois : les objets construits à distance, aussi informés soient-ils, sont différents de ceux dont on peut se saisir à partir d'observations menées directement sur le terrain. Sans accès direct à celui-ci, on peine en effet à pénétrer la dimension quotidienne de l'existence des Syriennes et des Syriens dans les zones non soustraites au contrôle du régime, la banalité et l'ordinaire échappant par nature à la production de documentations davantage centrées sur l'événement, étayées par des faits plus faciles à mettre en récit au travers de témoignages.

C'est donc dans ce cadre, très contraint, que quatre grands chantiers de recherches ont été ouverts par SHAKK. Le premier, mené en collaboration avec le service de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale de France, consiste à archiver de façon pérenne les vidéos de la révolution et de la guerre glanées sur le web par les chercheurs et chercheuses, en respectant une éthique de présentation et de consultation. Le matériau numérique unique archivé sous la direction de Cécile Boëx

(Ehess, CéSor) est appréhendé selon deux perspectives : non seulement comme source irriguant les différents objets de recherche développés dans le programme, mais aussi comme objet de réflexion sur les usages de la vidéo et des réseaux sociaux dans la mise en récit des événements et dans l'écriture d'une mémoire vernaculaire⁴. Un autre grand axe de ces recherches collaboratives porte sur l'étude pluridisciplinaire de l'histoire et de la mémoire, en travaillant à partir des actes de « mise en récit » de soi, de sa famille, de sa localité, de la révolution, de la guerre apparus après 2011. Ce travail sur le temps long permet d'appréhender la révolution comme un moment révélateur de reconfigurations des récits historiques et d'invention de formes de prises de parole venant témoigner par là même d'une réappropriation et réactualisation de l'histoire et de la mémoire par la société⁵. Un troisième grand axe des travaux est engagé dans l'élaboration d'un lexique de la révolution et de la guerre en Syrie visant à documenter une certaine dynamique linguistique qui reflète les évolutions historiques, sociales et politiques depuis 2011. Le dernier grand axe, enfin, concerne les transformations religieuses qui traversent la société syrienne en Syrie et en exil⁶.

Enfin, SHAKK étant également conçu comme un espace de transmission, ses membres sont engagés dans la formation de jeunes chercheurs et chercheuses sur la Syrie à travers des séminaires et des sessions intensives de formation et réflexion collective. Le premier volet de cette formation a pris la forme d'une école d'été, *La Syrie au prisme des sciences sociales après 2011*, qui s'est déroulée durant une semaine en juin 2022 et qui a réuni trente-cinq chercheurs et étudiants autour des nouvelles questions, enjeux et méthodes de la recherche en sciences humaines et sociales sur la Syrie et à ses espaces de prolongement dans l'exil. Le deuxième volet prévu en mai 2024 prendra la forme d'une école thématique avec une vingtaine de participants. Il s'agira à la fois de consolider un réseau international et de réfléchir à l'extrême violence sur laquelle certains travaillent en particulier, et qui accompagne plus généralement les recherches, afin de mieux en désamorcer les effets. Rejoignant la question de l'éthique de la recherche en sciences sociales sur un terrain en guerre où les interlocuteurs peuvent être exposés à des risques importants, l'équipe de recherche réfléchira aux aspects méthodologiques et théoriques de la constitution de données à partir des récits des autres et des récits de soi issus des expériences personnelles du chercheur ayant souvent une relation intime avec le terrain — ce dernier point concernant particulièrement les chercheurs syriens. Il s'agira ainsi d'analyser les manières dont l'objectivation scientifique et l'expérience intime se nourrissent et entrent parfois en conflit.

contact&info

▶ Anna Poujeau,
Lesc

a.poujeau@ifporient.org

▶ Pour en savoir plus

<https://shakk.hypotheses.org>

3. L'équipe SHAKK s'est élargie et transformée depuis 2018. Les membres de la première heure sont Anna Poujeau, Cécile Boëx, Nisrine Al-Zahre, Vanessa Guéno, Thomas Pierret, Emma Aubin-Boltanski, Boris James, Thierry Boissière, Myriam Catusse, Paulo Pinto et Jean-Christophe Peyssard.

4. Dès le démarrage du programme de recherche SHAKK, Cécile Boëx a organisé à la BnF un colloque international visant à faire un état des lieux des pratiques et des trajectoires d'archivage des vidéos afin de mieux en cerner les enjeux épistémologiques et mémoriaux.

5. Un colloque sur cette thématique s'est tenu à l'Ifpo de Beyrouth du 25 au 27 janvier 2023 et a réuni une vingtaine d'intervenants.

6. Cet axe de recherche a fait l'objet d'une première journée d'étude portant sur la problématique du religieux enrôlé dans la révolte et la guerre en décembre 2016 et fera l'objet du colloque final de SHAKK à l'automne 2024.

La traduction

La traduction, c'est d'abord une pratique concrète des chercheurs et des chercheuses qui, pour beaucoup, publient dans un anglais qui n'est pas leur langue maternelle, doivent déposer des projets de recherche en anglais, ou qui, lorsqu'ils sont étrangers comme près d'un tiers des chercheurs CNRS, doivent employer le français dans leur laboratoire. À l'heure de la mondialisation des parcours de recherche et des publications, la traduction, son financement et ses limites sont donc des questions cruciales pour le CNRS. Elle participe autant de la vie ordinaire des laboratoires que des politiques générales de la recherche en interrogeant la place de la France dans le monde scientifique. Au sein des sciences humaines et sociales, c'est aussi un champ d'études très interdisciplinaire, qui déborde les problématiques des transferts linguistiques et culturels. Si la traduction est d'évidence une problématique centrale pour les études aréales, elle est aussi, comme l'a montré Barbara Cassin, *médaille d'or du CNRS*, dans son *Vocabulaire européen des philosophies. Le Dictionnaire des Intraduisibles*¹, une question philosophique fondamentale : peut-on tout traduire ? Loin d'être une opération transparente, la traduction emporte avec elle sa difficulté, ses aspérités et sa violence². Question pour les littéraires qui observent la mondialisation, les adaptations et les transformations des œuvres et des objets culturels et pour les philosophes qui pensent le langage, la traduction est aussi un objet d'étude pour les spécialistes de l'art et de la musique, l'histoire des sciences et des idées, comme il l'est pour les acteurs de l'acte de traduire, les chercheurs sur sa matérialité, les historiens des circulations culturelles, les anthropologues sur leurs terrains, voire pour les sociologues et les juristes. Commerces et politiques internationales ne dépendent-ils pas de traducteurs ? La traduction expose notre vulnérabilité dans le langage autant qu'elle éclaire des rapports de forces culturels. Traduire, c'est faire connaître dans un contexte nouveau, faire reconnaître, comme le suggère Véronique Boudon-Millot dans son article consacré aux traductions d'Hippocrate et de Galien. Traduire, c'est un jeu littéraire mais aussi une activité heuristique intense avance Guillaume Metayer en commentant les traductions des poèmes de Nietzsche. Mais traduire est un geste éminemment délicat, comme le montre la réflexion pleine de scrupules éthiques et historiques de Florent Brayard sur la retraduction de *Mein Kampf*.

Dans le champ de la linguistique, la traduction est depuis longtemps une question scientifique qui permet de mesurer les rapports entre les langues, de différencier leurs structures tout en interrogeant l'existence de structures linguistiques communes. À l'heure de l'intelligence artificielle, la traduction automatique pourvoit un idéal de transparence et de communication qui n'est pas sans poser des questions, les outils de traduction automatique exposant aux risques de biais et de simplification, et imposant de nouvelles normativités linguistiques. C'est l'une des questions abordées par l'article de Thierry Poibeau sur la recherche en traduction automatique depuis un laboratoire de sciences humaines et sociales.

Enfin, la traduction peut fonctionner dans un sens plus large débordant les échanges entre les langues et les systèmes de signes comme un processus de circulation entre les mondes : traduction d'un concept d'une discipline à l'autre, du vocabulaire spécialisé au langage ordinaire, d'une idée en un argumentaire rhétorique. La traduction est donc une métaphore puissante, elle dit notre relation à l'autre dans toute sa complexité et elle est un des mots clés des savoirs produits par les SHS, dans lesquels les processus de communication sont centraux. On le verra dans ce dossier qui illustre la variété des enjeux du concept.

De par leurs implantations au sein d'aires géographiques et culturelles variées, les unités à l'étranger se voient toutes conviées à considérer les différentes dimensions que recouvre la traduction. Si traduire un texte d'une langue vers une autre compose l'une des modalités de l'internationalisation des débats scientifiques, les contributions issues de quelques-unes de nos unités à l'étranger soulignent que la traduction conduit la réflexion bien au-delà d'une simple mise en partage. S'interroger à la fois sur la nature de son incidence épistémologique, sur le contexte de réception (notamment en termes de rapports de domination) ou sur les modalités de préservation d'un patrimoine linguistique compose l'espace intellectuel de ces unités mobilisées par l'acte de traduire.

Caroline Bodolec, Ricardo Etxepare, Alexandre Gefen, Pascale Goetschel, William Berthomière, DAS InSHS

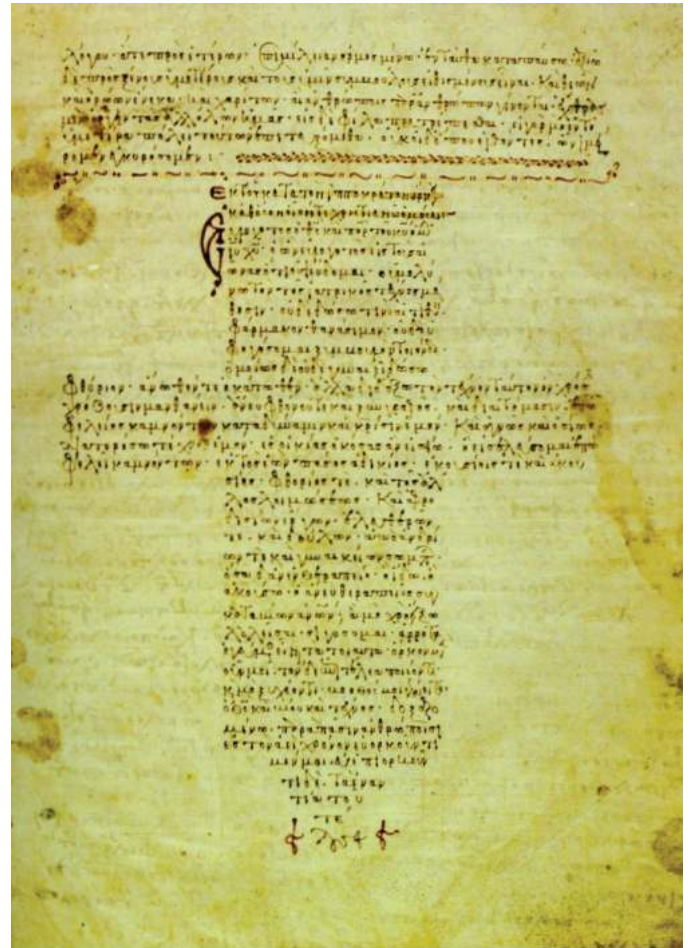
1. Cassin B. (dir.) 2004, *Vocabulaire européen des philosophies. Le Dictionnaire des Intraduisibles*, Seuil / Le Robert.
2. Voir à ce sujet : Samoyault T. 2020, *Traduction et violence*, Seuil.

Traduire Hippocrate et Galien aujourd'hui : pour qui ? Pourquoi ?

Philologue, helléniste et arabisante, Véronique Boudon-Millot est directrice de recherche au CNRS dans le laboratoire *Orient & Méditerranée* (UMR 8167, CNRS / Collège de France / EPHE-PSL / Sorbonne Université / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) qu'elle a dirigé de 2014 à 2018. Elle est spécialiste du médecin grec Galien de Pergame dont elle a édité cinq volumes dans la *Collection des Universités de France (CUF)* et auquel elle a consacré une biographie aux *Belles Lettres*. Ses recherches, basées sur une approche philologique et codicologique, portent sur la transmission des textes médicaux grecs et l'histoire de la pensée médicale.

Traduire les textes médicaux grecs hier

Les médecins qui aujourd'hui encore prêtent le fameux *Serment* d'Hippocrate ont rarement conscience de l'héritage complexe dont résultent les différentes versions et traductions de ce texte dont l'origine remonte à l'Antiquité. La littérature médicale née en Grèce au 5^e siècle avant notre ère autour de la figure d'Hippocrate a en effet très tôt fait l'objet de diverses entreprises de traductions qui, à leur tour, ont directement influé sur l'histoire de la médecine occidentale. À l'époque romaine, les grands médecins qui exercent à Rome comme Soranos, originaire d'Éphèse (1^{er}/II^e siècle), ou Galien, originaire de Pergame (II^e siècle), écrivent tous en grec. Mais dès le 5^e siècle, certains traités d'Oribase, médecin de l'Empereur Julien, font l'objet d'une traduction latine. L'œuvre de Galien, formée de traités originaux et de commentaires à Hippocrate, parce qu'elle offrait un accès unique aux deux plus grands médecins de l'Antiquité, va elle aussi très vite faire l'objet de plusieurs entreprises de traductions. Ainsi, dès le 6^e siècle les premières traductions latines (au Mont Cassin et au nord de l'Italie) et syriaques voient le jour, bientôt suivies au 9^e siècle,



Vaticanus Urbina gr. 64, f. 116r, XII^e siècle.
Version chrétienne disposée en forme de croix du *Serment* hippocratique

dans la région de Bagdad autour du grand traducteur nestorien Hunain ibn Ishaq, de nombreuses traductions arabes, mais aussi d'une seconde vague de traductions syriaques. Beaucoup d'entre elles sont perdues, mais dès ce moment et quelle que soit leur nature (traductions de textes originaux, de compendiums ou de résumés, avec ou sans intermédiaire syriaque ou arabe), se met en place une réflexion sur l'activité et la technique de traduction.

Selon Cassiodore (autour de 562), les premières traductions latines d'Hippocrate et de Galien furent ainsi réalisées pour ceux des moines qui ne connaissaient plus le grec, tandis que Hunain destinait prioritairement ses traductions en syriaque à des médecins épris d'exactitude, et en arabe à des lettrés plus sensibles à l'élégance du style. De même, Nicolas de Reggio, actif à la cour de Naples dans la première moitié du 14^e siècle, privilégie la méthode de *uerbo ad uerbum* (mot à mot) qui, davantage que des traductions plus élégantes mais plus éloignées du texte, sont aujourd'hui d'une aide précieuse pour le philologue désireux de remonter à travers elles à un original grec parfois perdu.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France. Département des manuscrits. Arabe 6734

Parisinus ar. 6734, ff. 29v, c. 1100. Traduction des *Aphorismes* d'Hippocrate, en syriaque dans la colonne de droite et en arabe dans la colonne de gauche

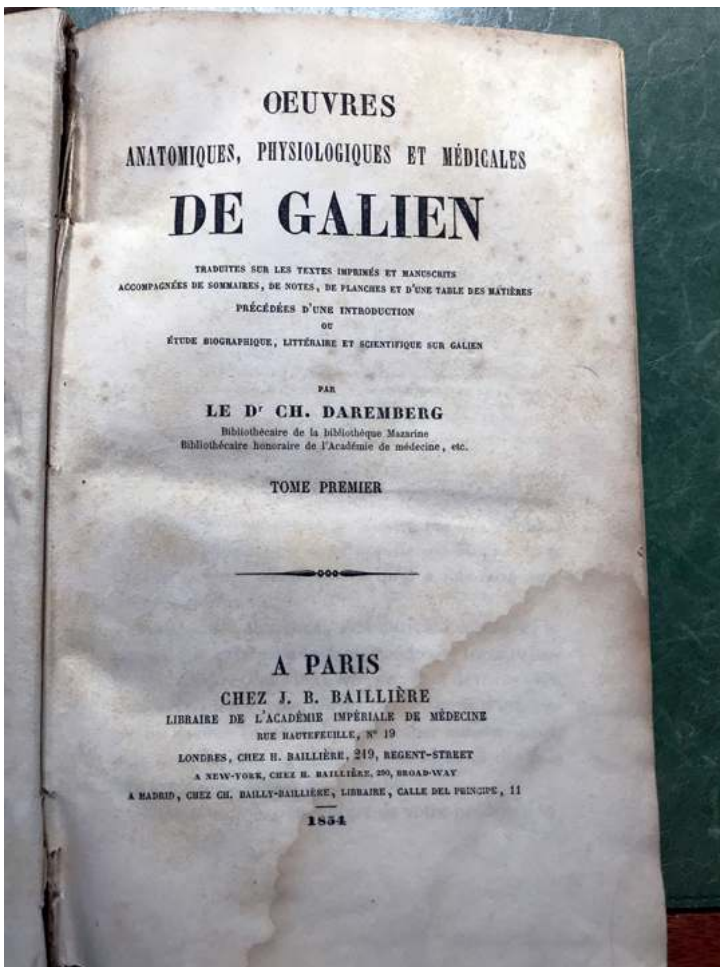
Traduire les textes médicaux grecs aujourd'hui

Dès le début du XIX^e siècle, bien avant l'apparition du terme traductologie dans la décennie 1960 et les réflexions théoriques de ceux que l'on appellera bientôt les traductologues, la question de l'utilité de la traduction et du public visé s'impose aux deux grands traducteurs d'Hippocrate et Galien : Émile Littré et Charles Daremberg. Pour ce dernier, désireux de « faire revivre » Galien à un moment où la connaissance du latin commence à décliner, il s'agit avant tout de remplacer des « traductions, toutes fort anciennes » et qui sont « ou difficiles à lire, et comme non avenues, ou exécutées de telle façon qu'elles font disparaître presque entièrement la physionomie du texte ». Soucieux de s'adresser « plus encore aux médecins qu'aux érudits » et de « faire une œuvre médicale » qui ne néglige pas « les droits de la critique philologique », Daremberg entreprend de corriger le texte fautif des éditions en le vérifiant sur les manuscrits chaque fois que possible. Il identifie déjà très lucidement les principaux obstacles à son entreprise : « Les mêmes noms ne désignent plus les mêmes choses ; souvent aussi, les noms manquent complètement ; et les descriptions des mêmes parties ou des mêmes maladies ne se correspondent pas toujours directement, l'esprit flotte au milieu d'inextricables difficultés »¹.

Ces écueils, en ce début du XIX^e siècle, le traducteur d'Hippocrate et de Galien continue de les rencontrer, avec cependant cette difficulté supplémentaire que, bien souvent, il n'est plus médecin mais philologue et que, si par hasard il est médecin, il est rarement philologue. Tel est donc le défi que doivent affronter les traducteurs de la Collection des Universités de France (CUF) dite Budé où aujourd'hui encore est publiée la majorité de ces textes médicaux (Hippocrate dès 1970, Soranos en 1988 et Galien à partir de 2000) : permettre à un public éclairé mais non spécialiste, d'hellénistes et non hellénistes, formé d'étudiants et de chercheurs, historiens, philosophes et médecins l'accès le plus direct et le plus sûr possible à la littérature médicale antique. Or, si la présence d'une traduction française disposée en face du texte grec original ne fait plus guère débat, il n'en fut pas toujours ainsi. En 1917, lors de la fondation de la CUF, la traduction apparaît en effet à certains comme seulement « désirable », quand le texte grec avec notes et apparat critique est quant à lui seul jugé indispensable. Il est vrai qu'au même moment ou presque, en 1905, était fondé à Berlin le *Corpus Medicorum Graecorum* (CMG) dont les premiers volumes ne comportent pas de traduction et dont la notice, pour certains, continuera d'être rédigée en latin jusqu'en 1991 ! À un moment où, à l'inverse, il faut craindre d'être bientôt obligé de défendre la présence du grec (qui de fait a disparu dans la majorité des collections) en face de la traduction, cette dernière risque donc d'être de plus en plus souvent amenée à revêtir une dimension de « texte à sauver »².

Éditer avant de traduire ou traduire avant d'éditer ?

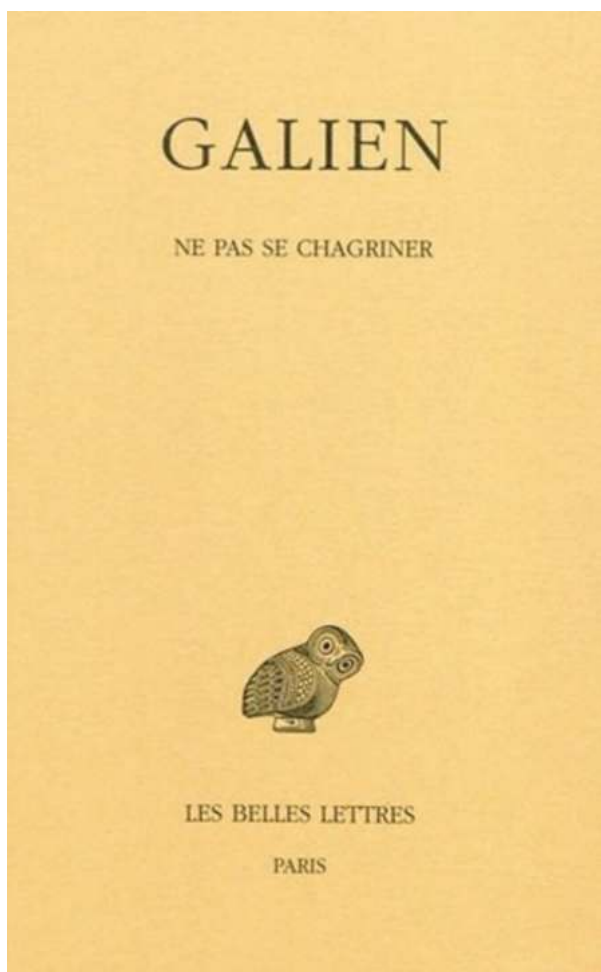
Parallèlement, en devenant l'œuvre de philologues souvent spécialistes d'un seul auteur (à la différence des traducteurs professionnels censés en théorie pouvoir tout traduire), la traduction des textes médicaux grecs s'est entourée de règles de plus en plus précises. Alors qu'une équipe pluridisciplinaire (rassemblée au sein du laboratoire Orient & Méditerranée), née d'une collaboration internationale, travaille aujourd'hui à la publication des textes grecs dans la CUF, la première de ces règles consiste à élaborer une traduction reposant sur des bases sûres. Existe-t-il une édition critique récente et fiable du texte grec accompagné d'un apparat critique faisant état des différentes variantes ? Tout va bien. Si en revanche cette condition n'est pas remplie, il faut alors non seulement commencer par établir le texte grec en collationnant tous les manuscrits conservés (la tradition directe), mais aussi consulter les traductions anciennes (tradition indirecte), syriaques, arabes ou latines, souvent établies sur un modèle grec plus ancien que le plus ancien des manuscrits conservés, de façon à remonter à un état du texte le plus proche possible de celui rédigé par l'auteur, tout en sachant que ce dernier nous restera toujours inaccessible. Le texte grec a-t-il déjà été traduit dans une langue moderne ou s'agit-il d'une première traduction ? Là encore, si le texte n'a jamais été traduit auparavant, comme dans le cas du *Ne pas se chagriner* de Galien miraculeusement retrouvé en 2005 dans un manuscrit de Thessalonique, il s'agira en même temps de proposer une première interprétation pour de nombreux passages dont la compréhension requiert discussion ou commentaire.



Ch. Daremberg, *Oeuvres anatomiques, physiologiques et médicales de Galien*, tome I, Paris, 1854 © V. Boudon-Millot

1. Daremberg C. 1854, *Oeuvres anatomiques, physiologiques et médicales de Galien*, tome I, pp. IX et XII-XIII.

2. Voir à ce propos les remarques de Pierre Laurens et Jacques Jouanna dans : Banoun B., Poulin I., Chevrel Y. (dir.) 2019, *Histoire des traductions en langue française, XX^e siècle (1914-2000)*, Éditions Verdier, pp. 419-475.



Galien tome VI Ne pas se chagriner, texte établi et traduit par V. Boudon-Millot et J. Jouanna, Paris, Les Belles Lettres, 2010 © V. Boudon-Millot

Le savoir médical antique au défi de la traduction

Aujourd'hui comme hier, le principal défi reste cependant celui de la fidélité à un texte écrit dans une langue dont la connaissance est devenue de plus en plus rare parmi nos contemporains. L'exactitude de la traduction reposera donc aussi bien sur le respect de la syntaxe et du rythme de la phrase que sur les éventuelles répétitions et lourdeurs de style du texte original, quitte pour le traducteur à s'exposer à la critique déjà anticipée par Henri de La Ville de Mirmont en 1921 dans la Préface à son tome I des *Discours* de Cicéron : « On pourra accuser bien des passages de ma traduction d'être en mauvais français : c'est qu'ils rendent des passages écrits en mauvais latin ». Autres difficultés :

la traduction des termes techniques, dont certains forgés par l'auteur grâce notamment aux procédés de la composition et de la dérivation, la présence de nombreux hapax (mot qui n'a qu'une seule occurrence) souvent absents des dictionnaires, et surtout l'évolution du sens des mots. Parce que la langue médicale contemporaine est encore majoritairement formée sur des racines grecques, des mots déjà présents dans nos textes mais avec un sens différent risquent en effet à tout moment d'égarer le lecteur : le *coma* des Grecs désigne ainsi non « une perte prolongée de la conscience » mais un sommeil profond ; le *choléra*, une forme de dysenterie, la *lépra*, une dermatose plus ou moins bénigne, etc. Plus délicate, la polysémie de certains mots comme *hygrotes* (humidité, humeur, fluide) ou *psuchè* (souffle, âme ou vie), les noms des os et en général des parties du corps, comme *cheir* (main ou avant-bras), *stomachos* (ventre ou estomac), *cardia* (cœur ou bouche de l'estomac) impliquent un choix du traducteur reposant sur une interprétation.

Cette difficulté inhérente à tout texte technique se trouve redoublée dans le cas d'un médecin comme Galien qui a développé sa propre réflexion sur la langue médicale. Auteur d'un *Glossaire hippocratique* où il fait œuvre de lexicologue, Galien n'a cessé de traquer l'*amphibologia* (ambiguïté) de nombreux termes médicaux utilisés par ses prédécesseurs et dont il a, à son tour, donné des définitions parfois très personnelles. En pareil cas, tout en s'efforçant de traduire le même mot grec par le même mot français, il sera parfois nécessaire d'assortir la traduction d'une note explicative, voire d'un avertissement relatif aux principes de traduction adoptés, ou encore d'un glossaire destiné à éclairer le lecteur sur les choix du traducteur.

En 2015, même si la situation s'est depuis légèrement améliorée, à peine 10 % de l'œuvre immense de Galien avait été traduite dans une langue moderne. Il reste donc beaucoup à faire. Or, traduire un texte, et plus encore un texte technique, implique avant tout de prendre le temps et de faire l'effort de pénétrer dans un système de pensée à bien des égards profondément étranger au nôtre, avant d'espérer pouvoir le transmettre.

contact&info

► Véronique Boudon-Millot

Orient&Méditerranée

veronique.boudon-millot@cncs.fr

Rime, raison et comparaison : traduction et recherche dans les sciences littéraires

Guillaume Métayer est directeur de recherche CNRS au Centre d'étude de la langue et des littératures françaises (CELLF, UMR8599, CNRS / Sorbonne Université). Ses travaux portent sur l'écriture philosophique des Lumières (en particulier Voltaire) dans sa postérité (Nietzsche, Anatole France...). Il est aussi poète et traducteur littéraire, notamment de poésie allemande et hongroise.

Loin de nécessairement se regarder en chiens de faïence comme deux activités intellectuelles hétérogènes, traduction et recherche établissent souvent une interaction féconde, en particulier dans le domaine des sciences de la littérature dans leur rapport avec la philosophie. Ainsi, afin de présenter une démonstration sur un auteur, reprendre à neuf sa traduction pourrait, en un sens, être assimilé à une forme d'expérience telle que les développent les sciences dites dures, accompagnant de façon pratique les hypothèses de recherche pour les confirmer ou les infirmer et, au besoin, les enrichir. Prenons, pour exemple, un des 63 poèmes du *Gai Savoir* (1882) de Friedrich Nietzsche, ou plutôt de son « prélude », intitulé « Plaisanterie, ruse et vengeance » (« *Scherz, List und Rache* »).

Le poème n°34 de ce recueil-préface porte un titre latin : « *Seneca et hoc genus omne* » (« Sénèque et toute cette engeance »). Examinons quelques versions françaises existantes de ce court texte.

Le poète surréaliste Georges Ribemont-Dessaigne mit ainsi en voix ces vers en français :

Cela écrit et récrit son insupportable et sage *Larifari*,
Comme si c'était *primum scribere*,
Deinde philosophari.

Le grand traducteur et écrivain Pierre Klossowski proposait, pour sa part, la version suivante :

Cette engeance écrit et récrit, d'une détestable sagesse,
Son *Larifari*
Comme s'il importait de *primum scribere*,
Deinde philosophari.

Le traducteur historique de Nietzsche, Henri Albert, avait écrit :

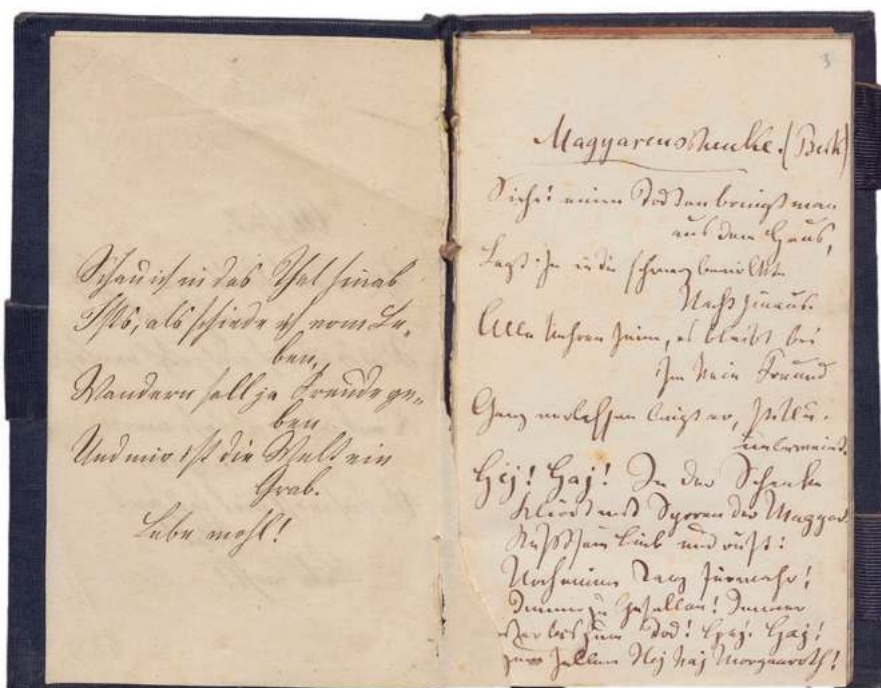
Ils écrivent et écrivent toujours leur insupportable
Et sage *larifari*
Comme s'il s'agissait de *primum scribere*,
Deinde philosophari.

Un autre écrivain célèbre, Alexandre Vialatte, tentait, de son côté :

Ça écrit, ça écrit sans cesse,
– Ils sont assommants de sagesse –
« Billevesées ! Larifari ! »
Comme s'il s'agissait de *primum scribere*,
Deinde philosophari.

À noter que le spécialiste contemporain du philosophe Patrick Wotling traduit aussi de semblable manière, évoquant un « insupportable et sage *Larifari* », tout comme le traducteur anglais du poème, James Luchte.

Il existe d'autres traductions françaises de ce court texte appartenant à un livre crucial d'un auteur important, et pourtant il n'est pas certain qu'avec leur aide un lecteur français puisse pénétrer de manière suffisante ne serait-ce que son sens littéral. En effet, qu'est-ce qu'un « larifari » ? En réalité, le mot n'existe pas en français, comme le signale le Centre national de ressources textuelles et lexicales (CNRTL). Il s'agit d'un mot allemand expressif, qui, selon le dictionnaire Grimm, ressemble au français « charivari » et renvoie à un discours vide. Ce terme n'est donc pas un néologisme nietzschéen ; il n'est pas rare en allemand, où il figure dans les dictionnaires usuels. Il est, si l'on veut, l'équivalent de nos « blabla », « charabia », ou « galimatias ». Nous avons donc affaire ici, avec cet exemple microscopique, à une sorte de démonstration par l'absurde — doublée d'une mise en abyme, puisque ce mot est, transplanté tel quel en français, véritablement vide de sens — d'un philosophe qui, tout en paraissant être traduit, ne l'est pas. Certes, il existe une version où le terme est rendu par « fariboles » (par Yvette Delétang-Tardif et Paul Arnold, 1949) mais dans l'ensemble il n'a pas été « traduit » mais recopié, sans que l'on puisse de bonne foi en inférer, même dans le cas de Klossowski, qu'il s'agisse là d'une pratique du traduire héritière des théories d'Antoine Berman, incitant à accueillir l'étrangéité de la langue de provenance dans la langue d'accueil pour l'enrichir de syntaxes ou de lexiques heureusement perturbateurs. Comment donc expliquer ce qui s'apparente à une bévue à répétition sous des plumes si prestigieuses ? Sans doute l'erreur s'explique-t-elle par un contexte général qui, des décennies durant, a fait de la poésie de Nietzsche, en particulier de ses « petits vers », un *no man's land* de la recherche. Les lacunes de l'attention critique et les impasses de la traduction se corroboraient mutuellement. D'autre part, il exista longtemps



Fragment poétique de Nietzsche et poème de Karl Isidor Beck, *Magyarschenke*, recopié par Nietzsche
© <http://www.nietzschesource.org> (Digitale Faksimile-Gesamtausgabe)

un biais philosophique dans la traduction de cet auteur : au lieu de traduire ces poèmes comme tels, leur forme propre (et donc jusqu'à leur vocabulaire !) n'était respectée que de manière minimale : par le passage à la ligne censé, à lui seul, faire poème. Encore, ces alinéas sont-ils, eux-mêmes, fort erratiques, comme le montrent les exemples cités. Ce poème, à l'origine un quatrain rimé, est rendu ici tantôt par un tercet (Ribemont-Dessaignes), tantôt par un quintil (Vialatte). Le rythme n'en est pas davantage respecté : à peu près isométrique chez Nietzsche (octosyllabes principalement), il déploie ici ou là en français des vers à rallonge, de 16, voire 18 syllabes (Klossowski, Ribemont-Dessaigne) ! Quant à la forme du poème, et notamment l'usage de rimes, au sein d'un ensemble textuel de poèmes tous rimés et baptisé « prélude en rimes allemandes », elle n'est jamais reproduite, sinon par exception (Vialatte) ou en vertu d'un effet accidentel induit par le maintien du mot allemand dans le français (recopié, « larifari » rime toujours aussi bien avec « philosophari »...). Tout cela témoignait donc, dans le geste de traduire, d'un manque d'attention à la question des rapports entre philosophie et poésie chez Nietzsche. C'est pourquoi l'entreprise de traduction de ses poèmes en français a pu ouvrir ce champ en avance même par rapport à la recherche germanophone¹.

Citons à présent le poème en allemand :

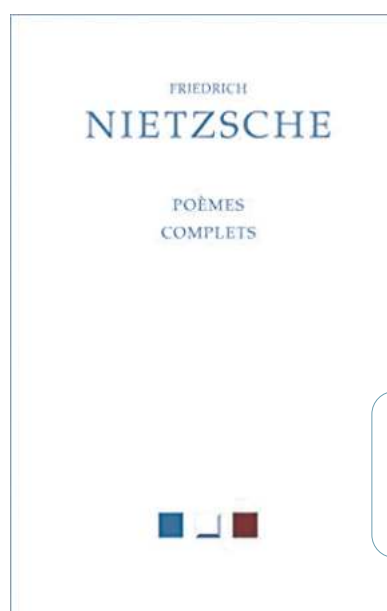
Das schreibt und schreibt sein unaussteh-
lich weises Larifari,
Als gält es *primum scribere*,
Deinde philosophari.

Il apparaît qu'une autre particularité de ce poème n'a pas été rendue par ses interprètes français : Nietzsche, de manière assez moderne, coupe un mot en deux, ce qui lui permet à la fois de trouver une rime et d'éviter les problèmes de rythmes inégaux qui ont piégé ses traducteurs : « *unaussteh-lich* », littéralement « insupportable » (à noter que, ce faisant, il ne met pas de majuscule au début du vers suivant, détail omis par tous ses traducteurs). Par là, il déploie un jeu verbal (il s'agit bien d'un *prélude*, d'un *Vor-Spiel*) qui renvoie à ses positions philosophiques et esthétiques, à son formalisme vitaliste qui veut voir dans la virtuosité rieuse le signe d'une suprême santé intellectuelle et morale. Le respect des choix d'écriture du texte — consistât-il en à peine 15 mots dont 4 latins ! — renvoie à toute une conception nietzschéenne de l'art et de la littérature, où le « style » est indissociable de la pensée, car des valeurs qui la fondent. À cette axiologie esthétique, le traducteur doit être « fidèle », sous peine de passer à côté des formes-sens du penser nietzschéen. Dans le cas d'un philosophe-poète ayant, comme lui, théorisé le caractère métaphorique du langage, la traduction s'avère un exercice efficace pour se défaire de l'illusion lyrique d'une philosophie qui serait « hors langue » comme on est « hors sol ». Traduire engage à lire les pensées au plus près de leur expression pour en mieux discerner les gestes et non seulement en articuler abstraitement les objets. Or, pour bien lire — et traduire — ces poèmes, il est utile de rechercher dans quelle tradition formelle Nietzsche les a inscrits. Dans ses lettres de l'époque, le philosophe parle avec enthousiasme de ses « épigrammes ». Il se place ainsi dans la lignée d'un genre, grec d'abord, puis spécialisé à Rome dans le sarcasme, qu'il connaît bien comme philologue antique, en

même temps qu'il en prolonge le renouvellement opéré quelques décennies plus tôt par Lessing, Herder, Goethe et Schiller. L'épigramme devient l'équivalent, en vers, de l'aphorisme où il excelle notamment : construit sur une pointe finale (ici, l'inversion du proverbe latin), il fait naître le rire philosophique (ici la satire anti-stoïcienne). Nietzsche y recourt avant de découvrir le poème narratif en prose, entrelardé de versets lyriques, d'*Ainsi parlait Zarathoustra*. Les épigrammes sont l'une des formes d'écriture où s'incarne son « Gai savoir », inspirée des Troubadours certes, mais aussi jeu de mots sur une « science » (« *Wissenschaft* ») devenue enfin « joyeuse » (« *fröhliche* »). Ces poèmes faciles, formes mineures mais brillantes de versification développent un double jeu entre ironie philosophique et autodérision poétique. Les dépouiller de leur forme équivaldrait donc à effacer une grande partie de leur sens. Une version de ce texte répondant aux aspects mentionnés pourrait être :

Ça écrit, écrit son intolé-
rablement sage amphigouri,
Comme si c'était *primum scribere* ,
Deinde philosophari².

Certes, il ne s'agit que de micro-déplacements dans un poème sur soixante-trois, mais le modèle s'avère probant sur l'ensemble de l'échantillon³. Surtout, l'essentiel était de saisir, à travers ce cas-limite d'un mot non traduit dans des versions peu formalistes, que l'attention à la forme-poème peut favoriser, plus qu'entraver, l'exactitude sémantique, littéraire et philosophique de la traduction. Il s'agissait aussi de voir que la traduction étant une lecture à l'œuvre, une interprétation en acte, elle peut mettre en lumière des aspects nouveaux ou négligés des textes, découverts par la recherche, ou, *a contrario*, par son exigence propre, conduire à les explorer. Il en ressort aussi que la comparaison de traductions, telle que nous venons de la pratiquer brièvement, offre une forme serrée d'analyse des textes, de leurs contextes et de leurs enjeux esthétiques et intellectuels : un autre type d'*expérience* en somme.



contact&info
▶ Guillaume Métayer,
CELLF
gme.metayer@gmail.com

1. L'édition complète critique et suivie des poèmes de Nietzsche a paru en version bilingue allemand-français avant la version allemande. Voir Nietzsche F. 2019, *Poèmes complets*, édité, traduit et préfacé par Guillaume Métayer, Les Belles Lettres, « Bibliothèque allemande ».
2. Nietzsche F., *Poèmes complets*, op. cit., p. 16.
3. Voir à ce sujet : Métayer G. 2012, Nietzsche poète du Gai savoir, ou la folie de l'épigramme. À propos d'une traduction récente, *Études Germaniques*, n°2 : 333-350.

Retraduire *Mein Kampf*

Florent Brayard est historien, directeur de recherche au CNRS, membre du *Centre de recherches historiques* (CRH, UMR8558, CNRS / EHESS). Ses travaux ont porté dans un premier temps sur l'histoire du négationnisme. De 2015 à 2021, il a dirigé l'équipe d'historiens et de germanistes en charge de l'édition critique française de *Mein Kampf*. Co-dirigé par Andreas Wirshing, l'ouvrage est paru en 2021 sous le titre : *Historiciser le mal. Une édition critique de Mein Kampf* (Paris, Fayard).



Une exposition présentant, à l'occasion des Jeux olympiques de Berlin en 1936, toutes les traductions autorisées de *Mein Kampf*. L'édition française de 1934 est omise, puisqu'il s'agit d'une édition pirate © National Archives and Records Administration, College Park

Pour les grands chefs-d'œuvre de la littérature mondiale, la chose est entendue : tout le monde s'accorde sur la nécessité de procéder de loin en loin à leur retraduction. Ainsi, on ne compte plus les versions françaises de Shakespeare, de Goethe ou de Dostoïevski. Chacune essaie de coller au mieux à la langue du temps, hésitant entre celle en usage au moment où l'auteur écrivait et celle dans laquelle baigne le traducteur. Pour ce dernier, se confronter à de telles œuvres constitue un défi dont il espère se sortir par le haut, en proposant une traduction qui, sur un point au moins, serait supérieure aux précédentes : par sa fidélité, son élégance ou sa finesse. Suivant les époques, d'ailleurs, c'est plutôt telle ou telle de ces caractéristiques qui aura été recherchée, tant il est vrai que la manière dont on a envisagé l'acte de traduction a profondément évolué au cours des dernières décennies.

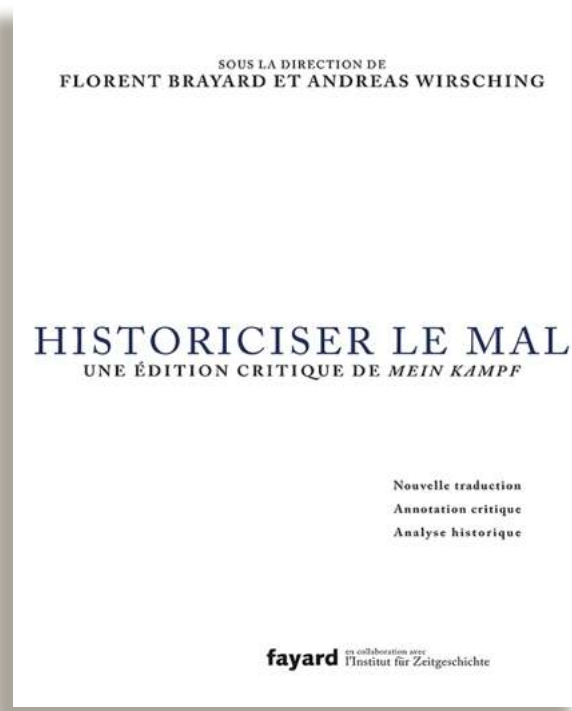
Mein Kampf ne peut à l'évidence pas être considéré comme faisant partie du patrimoine littéraire mondial. Pourtant l'ouvrage de Hitler, publié en deux tomes en 1925-1926, a fait l'objet presque un siècle plus tard, en 2021, d'une nouvelle traduction

française¹, la première étant parue peu de temps après l'accession au pouvoir de son auteur, en 1934². On ne sait trop ce dont il conviendrait de s'étonner : qu'une simple source historique, même d'une importance considérable, ait elle aussi finalement fait l'objet d'une telle retraduction ou bien qu'il ait fallu l'attendre si longtemps. Concernant ce dernier point, l'explication est évidente : le copyright du dictateur allemand avait été transmis par les autorités américaines d'occupation au ministère bavarois des Finances qui décida d'interdire purement et simplement toute republication. Ce faisant, il ne se contenta pas d'entraver une éventuelle retraduction, il empêcha surtout l'élaboration d'une édition critique en bonne et due forme, permettant de prendre connaissance du brûlot de Hitler en disposant de toutes les informations nécessaires pour tenir à bonne distance ce discours aussi pernicieux que nauséabond.

En 2016, soixante-dix ans après la mort de son auteur, *Mein Kampf* est tombé dans le domaine public, en application des lois européennes régissant la propriété intellectuelle : cette édition

1. Brayard F., Wirshing A. 2021, *Historiciser le mal. Une édition critique de Mein Kampf*, Fayard.

2. Hitler A. 1934, *Mon Combat*, Nouvelles Éditions latines.



À gauche : L'édition originale du premier volume de *Mein Kampf*, publié en 1925. À droite : La première édition critique française, *Historiciser le mal* (2021) © Fayard. Les deux livres sont reproduits à l'échelle.

critique qui faisait tant défaut allait pouvoir enfin voir le jour. À Munich, l'*Institut für Zeitgeschichte* — qui avait entre autres publié une série de dix-sept volumes rassemblant tous les discours et écrits de Hitler entre 1925 et 1933, hormis donc le seul livre publié de son vivant — avait, pour relever ce défi majeur, constitué depuis plusieurs années une équipe permanente de quatre historiens et mobilisé le reste de ses équipes, dont l'expertise en matière de publication de sources était internationalement reconnue. Côté français, ce sont les éditions Fayard qui, en prévision de la fin du copyright, avaient esquissé leur propre dispositif scientifique et incidemment commandé une nouvelle traduction intégrale à Olivier Mannoni³, traducteur de premier plan particulièrement investi dans l'historiographie du nazisme.

On le comprend bien : proposer une nouvelle traduction n'aurait pas justifié en soi une telle entreprise. La précédente, aux Nouvelles éditions latines, était certes vieillie et ici ou là défailante, mais, à la différence d'autres traductions étrangères parfois très partielles, elle avait du moins le mérite d'être intégrale. L'un dans l'autre, elle avait rempli son rôle. Ce qui importait, c'était avant tout d'entourer la prose hitlérienne d'un ensemble de paratextes permettant à la fois de la contextualiser et de la soumettre à la critique la plus sévère, en relevant l'ensemble de ses innombrables erreurs, demi-vérités et francs mensonges. Au bout du compte, l'appareil critique et les introductions générale et de chapitres font, dans l'édition critique française, tripler la taille du volume. Pour autant, puisqu'une nouvelle traduction était en cours, l'équipe scientifique rassemblée autour du projet et comprenant une dizaine d'historiens et germanistes français et allemands était décidée, de conserve avec le traducteur, à procéder en la matière de façon rigoureuse ou même, pourrait-on dire, implacable.

Il s'agit là en quelque sorte d'un problème éthique. Dictateur le plus sanguinaire du xx^e siècle, Hitler a défigurés l'Europe et changé pour le pire l'idée même que nous nous faisons de notre humanité. Il se trouve qu'il était aussi un écrivain exécrable, ce dont avaient convenu à l'époque même certains de ses partisans les plus fanatiques. À sa décharge, il avait quitté l'école à 15 ans et vécu jusqu'à son engagement sous les drapeaux, dix ans plus tard, une existence alternant oisiveté et précarité, pleine de chimères et d'échecs. *Mein Kampf* est donc un livre particulièrement mal écrit, boursoufflé, répétitif, souvent amphigourique. L'ouvrage est pourtant d'une ambition folle, puisqu'il prétend expliquer, en alternant logiques conspirationnistes et suprématistes, l'histoire du monde depuis l'Antiquité, son fonctionnement présent et les cours très différenciés qu'il serait susceptible de suivre à l'avenir, en fonction de l'orientation politique et raciste de ses leaders. C'est un livre-monde, mal maîtrisé, saturé de digressions, qui s'égaré et passe le plus souvent son lecteur par pertes et profits.

Le réflexe le plus naturel, dès lors, aurait été de faciliter l'accès à ce livre difficile en gommant ses aspérités lors de la traduction, en corrigeant ses expressions impropres, en fluidifiant son rythme heurté. C'est ce à quoi s'astreint le plus souvent le traducteur, d'une main plus ou moins habile, dans un souci conjoint de son lecteur et de l'auteur qu'il traduit. Une telle amélioration aurait constitué dans le cas présent une faute morale : cela serait revenu à faire de Hitler un meilleur écrivain en français qu'il ne l'était en allemand. Le parti inverse a donc été pris : veiller à offrir au lecteur français une expérience qui serait en tout point analogue à celle d'un lecteur germanophone d'aujourd'hui se plongeant dans cette somme indigeste rédigée un siècle plus tôt par un autodidacte et se trouvant à même, ce faisant,

3. Mannoni O. 2022, *Traduire Hitler*, Éditions Héloïse d'Ormesson.

d'en mesurer jusqu'aux faiblesses formelles. Il fallait donc aller à l'encontre d'une certaine conception du « bien traduire » et offrir au lecteur une prise de contact plus rugueuse, puisque rugueuse était la prose de Hitler. Et c'était bien ce livre-là, après tout, avec ses innombrables défauts et sa grandiloquence parfois involontairement comique, qui, rien qu'en Allemagne, fut imprimé à une douzaine de millions d'exemplaires jusqu'en 1945 et qui, pendant une douzaine d'années, servit de « Bible » à un régime raciste et criminel passé dans l'histoire sous le nom de III^e Reich.

La démarche adoptée pourrait ainsi être qualifiée de « sourciste », en ceci que la version française cherche à suivre le texte original au plus près, jusque dans ses défauts. Olivier Manonni a revu son premier jet dans ce sens, fournissant un deuxième état qui a ensuite été intégralement révisé par l'équipe scientifique. Retraduire Hitler de cette manière, c'était en premier lieu s'abstenir de couper en deux ou trois ces phrases interminables et alambiquées dans lesquelles même le lecteur allemand a parfois du mal à se retrouver. À l'évidence, mieux scander les différentes propositions réunies dans une seule phrase aurait eu un effet d'élucidation repoussé par l'équipe scientifique. Le choix a été fait de laisser au lecteur le soin de reconstituer par lui-même ce que Hitler veut dire derrière ses constructions bancales. De la même manière, l'équipe est allée à rebours du style littéraire français qui, traquant les répétitions, veille autant que possible à remplacer le vocable répété par des synonymes : il a été décidé à l'inverse de reproduire ces répétitions, qui pouvaient tout autant résulter d'un choix stylistique de l'auteur, habitué à scander ses discours, que d'une maladresse non corrigée. L'équipe a également essayé de rendre le plus grand nombre possible de particules modales, telles que *aber*, *doch*, *mal* ou *schon*. Dans la mesure où elles n'ont pas de véritable équivalent en français, les traducteurs les omettent le plus souvent, ce qui aurait pu être un choix éditorial si Hitler, par rapport à ses contemporains, n'avait pas abusé de leur emploi : son style allait vers la lourdeur, la saturation ; il fallait en trouver un équivalent pour la version française. Dans le même ordre d'idées, les niveaux de langue ont été scrupuleusement respectés, si bien qu'en français comme en allemand, le vulgaire vient parfois soudain gêner l'emphase.

On pourrait multiplier les développements sur les choix techniques de traduction, mais il semble préférable en conclusion de se pencher sur les effets de ce type-là de traduction sur le lecteur. En premier lieu, on reconnaîtra bien volontiers que le but recherché n'a jamais été de lui faciliter la lecture. En conséquence de quoi, la nouvelle traduction, parce qu'elle est implacablement fidèle à l'original, réserve plus d'inconfort que la traduction historique de 1934. Pour autant, le souci du lecteur demeure au centre des autres composantes de l'ouvrage, dans l'imposant appareil critique adapté de l'édition de l'*Institut für Zeitgeschichte*⁴ et dans les vingt-sept introductions inédites de chapitres qui lui fournissent toutes les informations nécessaires et de nombreuses pistes de réflexion pour mieux déconstruire le discours du dictateur nazi. Mais il y a un autre aspect. Le respect rigoureux de la prose hitlérienne a empêché que celle-ci, passant en français, ne se trouve toilettée — ou pour mieux dire modernisée. Le lecteur français se trouve ainsi confronté à un bloc de prose qui, par son propos certes mais également par son style — c'est-à-dire par la manière qu'il a, avec des mots, d'appréhender la réalité —, renvoie à un passé lointain, révolu et presque impénétrable. C'est entre autres à cela que renvoie le verbe historiciser, choisi pour le titre de l'édition critique : rendre à l'histoire, affirmer que cela appartient désormais à l'histoire.

contact&info

► Florent Brayard,
CRH

florent.brayard@ehess.fr

4. Hartmann C., Plöckinger O., Töppel R., Vordermayer T. (éd.) 2016, *Hitler, Mein Kampf. Eine kritische Edition*, Institut für Zeitgeschichte.

La recherche en traduction automatique depuis un laboratoire de sciences humaines et sociales

Directeur de recherche CNRS au sein du laboratoire *Langues, Textes, Traitements informatiques, Cognition* (Lattice, UMR8094, CNRS / ENS-PSL / Université Sorbonne Nouvelle), *Thierry Poibeau* est actuellement titulaire d'une chaire Prairie (Paris Artificial Intelligence Research Institute) sur le thème du traitement automatique des langues (TAL) et des applications dans le domaine des humanités numériques.



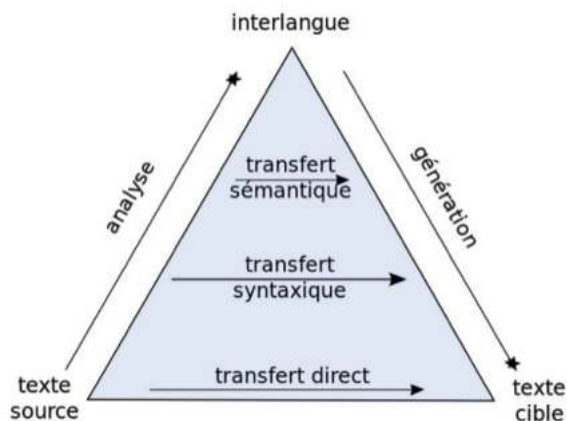
La première expérience publique de traduction automatique, en 1954 (menée conjointement par des chercheurs d'IBM et de l'université Georgetown). Elle devait permettre la traduction du russe vers l'anglais en quelques années © Wikimedia Commons

La traduction automatique (TA) est un domaine de recherche ancien, dont les débuts ont coïncidé avec ceux de l'informatique, juste après la Seconde Guerre mondiale. La TA a considérablement évolué ces dernières années : jusqu'aux années 2010, les systèmes étaient très défectueux, et ne pouvaient rendre des services qu'à la marge, dans des contextes particuliers (pour avoir une vague idée du contenu d'un texte écrit dans une langue inconnue, par exemple). Depuis quelques années, la donne a changé : les systèmes produisent aujourd'hui des traductions généralement considérées comme de bonne qualité et sont employés (directement ou avec une étape de correction / post-édition) dans un nombre croissant de cadres professionnels.

Les recherches dans le domaine ont pris un tour paradoxal. Alors qu'on a longtemps cru que ce serait l'injonction de « connaissances linguistiques » qui améliorerait la TA, ce sont en fait des systèmes entièrement automatisés, traitant d'énormes

quantités de données (mais sans apport humain), qui se sont imposés. Mais cela doit justement nous interroger. Pourquoi de tels systèmes sont-ils plus performants que les systèmes des générations précédentes ? Ces systèmes nous apprennent-ils quelque chose sur la langue, et sur la traduction elle-même ? Plus prosaïquement, est-ce que la TA va mettre les traductrices et traducteurs au chômage ? Enfin, la TA a-t-elle encore un intérêt en tant que domaine de recherche du point de vue des sciences humaines et sociales (SHS) ?

Le laboratoire Lattice s'intéresse fortement à ces questions, et plus généralement à l'évolution du Traitement automatique des langues (TAL), dont la TA a toujours été l'application phare. Les recherches sur ce thème au Lattice portent sur plusieurs axes, mais (peut-être paradoxalement) pas directement sur la mise au point de nouveaux systèmes (ce qui pourrait pourtant sembler être le cœur du domaine). Il y a évidemment encore des améliorations à



Le triangle de Vauquois. À la fin des années 1960, Bernard Vauquois représente les différentes approches de traduction automatique sous la forme d'un triangle, allant du plus simple (traduction mot à mot) jusqu'au plus abstrait, nécessitant d'encoder le sens, l'idée étant qu'il faut atteindre le haut du triangle pour pouvoir traduire avec finesse et exactitude.

apporter aux systèmes de TA, mais ceux-ci sont avant tout fondés sur l'analyse automatique de grandes masses de données (corpus parallèles, c'est-à-dire en situation de traduction et « alignés » au niveau de phrase, d'une part ; corpus monolingues permettant d'avoir des connaissances plus générales sur chaque langue particulière, d'autre part). Ce type de recherche nécessite des infrastructures importantes et a un coût non négligeable, pour des améliorations aujourd'hui somme toute marginales. Surtout, eu égard à la qualité des systèmes aujourd'hui disponibles, les enjeux semblent principalement ailleurs.

Un premier axe de recherche concerne la réflexion critique sur l'évaluation des performances rapportées. Plusieurs groupes de recherche (essentiellement industriels, mais pas seulement), ont proclamé à la fin des années 2010, pour la TA, des performances égales ou supérieures à celles de traducteurs humains (*supra-human performance*, en anglais). Ce type de déclaration est facilement repris par la presse et laisse penser que la traduction automatique est une question résolue, où la machine fait aujourd'hui mieux que l'humain. En fait, l'évaluation des performances est un domaine de recherche en soi, et il est clair qu'il n'y a pas de mesure parfaite : ce qui fait une « bonne traduction » est quelque chose de complexe, peu formalisable et éminemment subjectif, dépendant en partie du contexte d'utilisation (c'est pourquoi on préfère en général classer différentes traductions en les comparant entre elles : il a été démontré que l'évaluation est ainsi beaucoup plus fiable. Autrement dit, on sait assez bien comparer des traductions, mais on ne sait pas vraiment dire ce qu'est une bonne traduction). Pour en revenir à la question des performances soi-disant « supra humaines » récentes, un examen attentif montre que ces résultats ont été obtenus sur des couples de langue particuliers (avec en général, l'anglais comme langue source ou langue cible), et avec des textes aussi très particuliers (en général, des news, c'est-à-dire des dépêches d'agence et autres textes courts et factuels, avec une langue très littérale et donc relativement facile à traduire). On est encore loin d'avoir des systèmes parfaits, « tout terrain », quels que soient la langue et le domaine considéré.

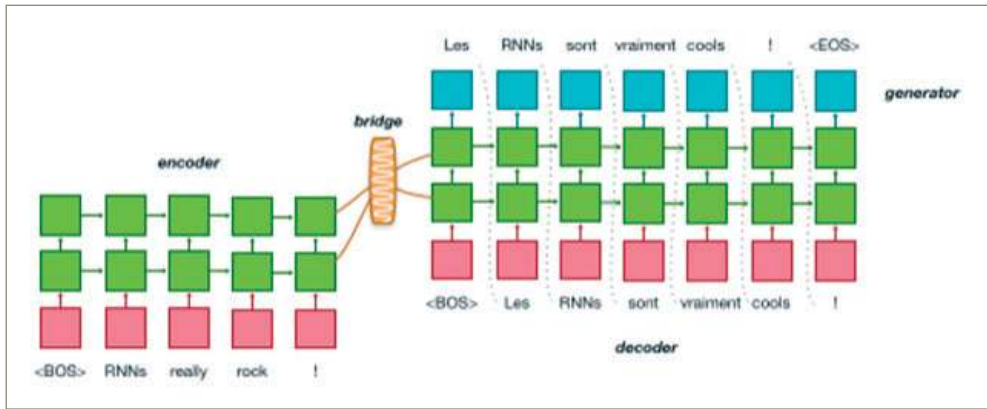
Il est malgré tout indéniable que les performances des systèmes de TA sont aujourd'hui impressionnantes et doivent être regardées de manière attentive, en particulier pour ce qui concerne les conséquences pour le marché de la traduction. Les performances sont généralement bonnes pour les langues bien représentées sur Internet (en gros, une quinzaine de langues indo-européennes,

ainsi que le chinois, le japonais, le coréen, l'arabe, etc.). Les performances reflètent assez directement les investissements dans le domaine, qui eux-mêmes reflètent le marché potentiel (en termes d'audience, de pouvoir d'achat, etc.) Il n'en reste pas moins que l'immense majorité des langues n'est pas couverte : les ressources disponibles pour mettre au point des systèmes pour la plupart des langues sont insuffisantes (même si les modèles multilingues permettent en partie de combler le manque de données parallèles). Les langues restant à couvrir intéressent peu les industriels, faute de rentabilité (même si des entreprises comme Meta ou Google mettent au point des systèmes couvrant plusieurs dizaines de langues, il faut garder en mémoire qu'il y a entre 6 000 et 7 000 langues dans le monde ; même parmi les dizaines de langues actuellement outillées, les performances varient largement).

Au-delà, les systèmes de TA nous interrogent sur la notion de compréhension. Pendant longtemps, on a supposé que pour traduire, il fallait représenter le sens de façon aussi précise que possible (et la notion de contexte, car le sens dépend du contexte). Mais qu'est-ce que le sens ? Comment représenter la notion de contexte ? La TA (et depuis, le TAL plus généralement) a permis de répondre à ces questions en proposant une solution à la fois simple et directe : le contexte, c'est tout simplement les mots qui cooccurrent (apparaissent ensemble) à un moment donné. Les systèmes automatiques sont très efficaces pour analyser des millions, voire des milliards d'exemples et (schématiquement) associer chaque mot à des contextes précis (autrement dit, la bonne traduction en fonction du contexte). D'où les milliards de paramètres souvent évoqués : de par les capacités de calcul quasi infinies actuellement disponibles, il est ainsi possible d'élaborer des modèles ultra précis, au niveau du mot, mais aussi du syntagme et de la phrase, d'où la qualité des traductions obtenues. Ces modèles, très concrets et directement utilisables sur un plan pratique, interrogent donc aussi les conceptions que l'on peut avoir sur la langue. Les grandes théories linguistiques sont bousculées au profit d'approches en apparence plus terre à terre, simplement fondées sur l'analyse distributionnelle (la « distribution » des mots en contexte). La sémantique a longtemps été un « monde parallèle » qu'on cherchait en vain, mais peut-être est-ce juste une question d'usage. Ces questions sont débattues et les systèmes actuels ont relancé les discussions avec les collègues de philosophie, de psychologie et de sciences cognitives.

Quid de l'impact de la TA sur le marché de la traduction ? Il est très difficile de répondre à cette question, faute de chiffres fiables quant au marché de la traduction. Le monde de la traduction est un domaine très éclaté (avec la plupart des traducteurs travaillant en tant qu'indépendants, mais dépendant en fait des plateformes de traduction qui recueillent l'essentiel de la demande). On peut toutefois constater plusieurs tendances :

- ▶ De nombreuses études convergent pour montrer que la demande de traduction augmente, soutenue par la mondialisation de l'économie (augmentation des échanges entre les différentes parties du monde).
- ▶ L'explosion des budgets de traduction est suivie de près dans toutes les organisations et la situation au sein des institutions de l'Union européenne (UE) est intéressante à cet égard. Les institutions restent pour la plupart multilingues, même si des voix se font parfois entendre pour ne garder qu'une poignée de langues, voire passer intégralement à l'anglais. La TA est aujourd'hui largement utilisée, alors que le nombre de traductions augmente et que, suivant les institutions, le nombre de traducteurs humains



L'architecture d'un système de traduction neuronale

se maintient ou, plus généralement, est en baisse. Pour l'UE, la TA est le seul moyen de maintenir aujourd'hui le volume de traduction en respectant les contraintes en termes de ressources humaines et de budget (ainsi, l'irlandais a récemment été introduit comme langue officielle, sans augmentation du nombre de traducteurs dans la plupart des institutions, mais en réorganisant les services de traduction et en utilisant plus fortement la TA).

► Il faut enfin faire une distinction entre les domaines peu ou pas automatisés (la traduction littéraire) et ceux qui, à l'inverse, ont déjà largement intégré la TA (le sous-titrage multilingue de vidéo par exemple).

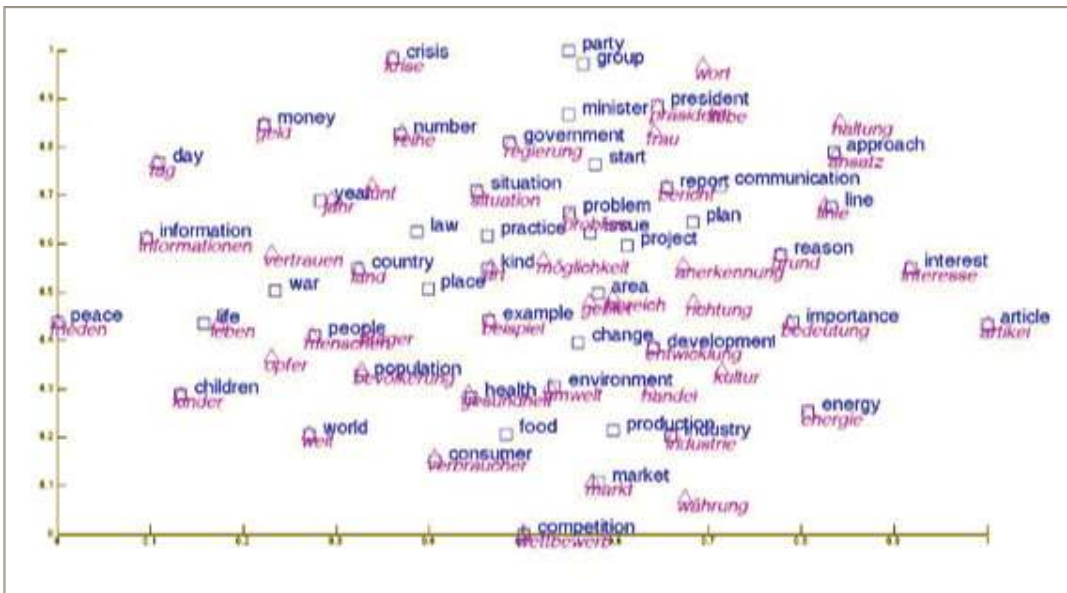
Il n'y a donc pas eu jusqu'ici d'impact fort de la TA sur le nombre de traducteurs en exercice, dans la mesure où le marché de la traduction est en expansion, mais la TA est déjà très présente (la TA domine par exemple le monde du sous-titrage de vidéos) et impacte fortement les méthodes de travail et le sens même du métier de traducteur. Les traducteurs travaillent depuis longtemps avec toute une gamme d'outils, mais corriger une traduction faite par un outil est beaucoup plus déstabilisant.

Au niveau de la recherche, notamment au sein des SHS, on notera les multiples réflexions pour essayer d'introduire la TA afin d'augmenter le nombre de textes accessibles en anglais. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) et d'autres acteurs ont multiplié les enquêtes et groupes de travail sur la question, sans réellement aboutir jusqu'ici. Les raisons sont connues : les SHS sont des domaines techniques, et les systèmes de TA génériques n'ont pas le vocabulaire adapté, ce qui risque d'introduire des erreurs et du non-sens dans les traductions produites. Les acteurs ont globalement une image négative de la TA, pour les raisons

déjà entrevues (à la fois le manque de précision des systèmes dans les domaines techniques, et les implications sur le métier de traducteur). Ajoutons aussi le fait que la TA fonctionne à partir d'énormes corpus, souvent assemblés de façon obscure, sans l'accord explicite des auteurs / traducteurs. Les traducteurs ont alors une impression de double peine : ils sont directement en concurrence avec la TA, et celle-ci est mise au point à partir de l'exploitation parfois peu éthique de leur propre travail. Un effort pour améliorer la traçabilité des corpus d'entraînement utilisés en TA (et plus généralement, en IA) est donc hautement nécessaire aujourd'hui.

On le voit, l'évolution de la TA ces dernières années a ouvert des voies de recherche prometteuses, mais l'usage des techniques pose aussi des questions redoutables sur le plan social et éthique.

contact&info
 ► Thierry Poibeau,
 Lattice
thierry.poibeau@cirs.fr



Représentation graphique d'un espace sémantique bilingue. On voit que chaque mot dans une langue est très proche d'un équivalent dans l'autre langue

Par-delà la traduction : l'exemple des unités à l'étranger

Traduire les SHS de/vers l'arabe. Expériences et initiatives de l'Institut français du Proche-Orient et du Centre Jacques Berque

Chargée de recherche au CNRS, Anouk Cohen dirige le Centre Jacques Berque (CJB, UAR3136, CNRS / MEAE, Maroc). Le livre, ses producteurs et ses usagers sont au centre de ses recherches, principalement menées au Maroc, à la croisée d'une anthropologie des savoirs et d'une anthropologie du religieux. Chargée de recherche au CNRS, Pauline Koetschet est directrice du Département des Études Arabes, Médiévales et Modernes (DÉAMM) au sein de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, UAR3135, CNRS / MEAE, Liban). Philosophe, spécialiste de textes grecs antiques et arabes médiévaux, elle s'intéresse notamment à la réception philosophique de Galien (I^{er} siècle) chez les auteurs arabes médiévaux. Elle est co-responsable du projet ANR GAIA - Galen in Arabic. More than a translation.

L'Institut français du Proche-Orient partage avec le Centre Jacques Berque le constat d'une demande forte de traductions en sciences humaines non seulement vers l'arabe, mais aussi de l'arabe. C'est même l'une des conditions d'une véritable internationalisation de la recherche. À partir de leurs expériences singulières en lien avec leur inscription géographique et les moyens dont ils disposent, l'Ifpo et le CJB s'attachent ainsi à promouvoir une politique scientifique active, alliant la traduction vers l'arabe d'ouvrages, la publication en arabe ou en version bilingue des recherches, et la réflexion sur le passage entre les langues. Ainsi, les Presses de l'Ifpo sont engagées dans une politique éditoriale favorisant, dès que possible, la publication d'une partie de ses ouvrages à la fois en arabe et dans une langue européenne. Les derniers numéros de la collection *Cahiers de l'Ifpo* sont, par exemple, parus à la fois en arabe et en français — ou contenaient des articles écrits dans les deux langues. De même, le conseil scientifique et éditorial du CJB récemment constitué et composé d'anthropologues, sociologues, historiennes, politistes est chargé d'établir une liste d'articles phares à traduire du français vers l'arabe et de l'arabe vers le français, selon des thématiques majeures en sciences humaines et sociales. Les deux premiers volumes de cette anthologie seront consacrés aux sciences sociales du religieux (I), et aux sciences sociales du politique (II).

Ces efforts de traduction s'inscrivent dans une réflexion épistémologique plus large sur l'acte de traduire lui-même. À l'Ifpo, Nibras Chehayed et Guillaume de Vault ont coordonné le travail d'une dizaine de traducteurs autour des entrées éthiques du *Vocabulaire européen des philosophies*, dirigé par Barbara Cassin (Le Seuil, 2004). Ce projet était pensé à la fois comme projet éditorial et projet de recherche, en engageant les traducteurs à poursuivre le geste de Barbara Cassin et à mettre au jour les enjeux recouverts par le passage de termes philosophiques d'une langue à l'autre. Il est aujourd'hui sous presse, et sera publié d'ici fin 2023. S'inscrivant dans la même dynamique, le CJB accompagne des ateliers de réflexion sur le caractère ou plutôt l'incidence épistémologique de la traduction. L'équipe commencera par exemple par organiser une séance de travail autour de la traduction du *Dictionnaire des faits religieux* publié en 2010 et traduit en arabe en 2019. Jalal Hakmaoui, agrégé de traduction et formateur de plusieurs traducteurs ayant participé à cette entreprise, reviendra dans le cadre d'un atelier d'étude sur les discussions, les débats, les blocages suscités par la traduction de certains concepts ; blocages significatifs d'une certaine construction épistémologique des sciences sociales du religieux en arabe, au Maroc, qui sera placée au cœur de la réflexion.



Ms 22668, Bibliothèque Nationale de Tunisie

Si ces projets s'inscrivent dans le champ de l'arabe contemporain, l'Ifpo est également engagé dans un projet de recherche portant sur la traduction de textes philosophiques grecs vers l'arabe à la période abbasside. Le projet ANR GAIA (*Galen in Arabic. More than a translation*) s'intéresse ainsi à l'épistémologie médicale en prenant comme point de départ la traduction des écrits méthodologiques de Galien. Notre approche se concentre sur le public cible de ces traductions : qu'est-ce qui motiva la réalisation de ces traductions ? Comment celles-ci furent-elles comprises et utilisées dans les débats intellectuels de l'époque ? Quels impacts ces débats eurent-ils sur la traduction et la réception des textes grecs ? Nous espérons ainsi parvenir à montrer comment opèrent les phénomènes de transmission à travers la traduction.

L'Ifpo comme le CJB ont la volonté de prolonger la réflexion sur la traduction auprès d'un public plus large. Ainsi, le CJB participera prochainement à une *masterclass* autour de la traduction, destinée aux professionnels du livre au Maroc. L'an dernier, l'Ifpo a organisé dans le cadre de la première édition du festival *Beyrouth Livres* une table ronde intitulée « Qu'est-ce que traduire ? », à laquelle étaient invités Barbara Cassin, Souleymane Bachir Diagne (auteur notamment de l'ouvrage *De langue à langue, l'hospitalité de la traduction*, Albin Michel, 2022), Farouk Mardam Bey qui fêtait les cinquante ans de la collection Sindbad qu'il dirige chez Actes Sud, ainsi que Saadia Aqsous venue présenter le projet de traduction en sciences humaines *Livres des deux rives*. Les intervenants des deux événements ont accordé/accorderont une attention particulière aux sujets qui occupent les deux UMIFRE, à savoir la « géopolitique de la langue » : la traduction est-elle un dialogue entre les langues ou la domination d'une langue sur l'autre ? À quelles conditions la traduction crée-t-elle un espace qui soit un véritable lieu d'échange ? Traduire un concept du français vers l'arabe amène en effet à le repenser depuis la langue dans laquelle on veut le faire advenir et en tenant compte du contexte dans lequel cette langue est utilisée, s'élabore et se

transforme. Ce qui inviterait possiblement à remettre en cause, voire à renverser, la domination d'une langue sur une autre de sorte que cette autre langue — à partir du terrain qui est le sien — soutienne une reconfiguration des cadres théoriques et des manières de voir, et implique au moins de les questionner à nouveaux frais.

La question de la traduction se pose au Liban comme au Maroc avec une acuité particulière, deux pays où l'arabe voisine fréquemment avec le français et bien entendu l'anglais.

contact&info

► Anouk Cohen,
CJB

anouk.cohen@ifmaroc.com

► Pauline Koetschet,
Ifpo

p.koetschet@ifporient.org

Enjeux de la traduction pour le Centre d'études mexicaines et centroaméricaines

Maîtresse de conférence en science politique, Maya Collombon est directrice du Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA – UMIFRE 16, composante de l'unité Amérique Latine, UAR3337, CNRS / MEAE / Université Paris Cité). Elle travaille actuellement sur les dynamiques autoritaires, notamment au Nicaragua et en Argentine, et coordonne le projet de recherche collectif CALOT, sur la loyauté forcée en régimes autoritaires, financé par l'Agence nationale de la recherche. Linguiste, directeur de recherche au CNRS, Enrique Palancar est co-responsable de l'axe De la description à la typologie au sein du CEMCA.

Le Centre d'études mexicaines et centroaméricaines est situé, comme son nom l'indique, au Mexique, avec une antenne à Guatemala city qui couvre sa zone complémentaire d'influence en Amérique centrale. Ainsi, les recherches et services du CEMCA en tant qu'unité se concentrent sur l'aire culturelle « mésoaméricaine », qui représente une zone avec l'un des taux les plus élevés de diversité linguistique de la planète. À titre d'exemple, au Mexique, le pays le plus plurilingue de la région, plus de deux cents langues amérindiennes sont parlées, appartenant à onze grandes familles linguistiques différentes. Cependant, ces langues étant parlées dans de petites communautés, essentiellement rurales et à faible niveau socio-économique, l'UNESCO estime que près de 90 % d'entre elles auront disparu d'ici la fin du XXI^e siècle. La grande majorité de ces langues n'ont pas de tradition écrite. Le processus de transmission d'une langue indigène des Amériques est donc principalement oral, mais nous savons que le patrimoine culturel peut également être transmis par écrit, et l'écriture est fondamentale, non seulement pour témoigner d'une culture, de sa cosmogonie et de sa façon de concevoir l'univers, mais aussi pour sa préservation. Dans ce contexte, et dans le but de contribuer à la préservation du riche patrimoine linguistique du Mexique par le biais d'actions de traduction, le CEMCA a, au cours de la dernière décennie, publié huit traductions du Petit Prince dans huit langues amérindiennes différentes (les deux dernières — le maya yucatèque et le teneek — ayant été publiées en 2022 en collaboration avec l'Institut national d'anthropologie et d'histoire – INAH, situé au Mexique). L'objectif de ces traductions a été, d'une part, de nourrir le bagage littéraire de ces communautés et, d'autre part, de transmettre l'esprit universaliste de ce chef-d'œuvre de la littérature

française, écrit en 1943 par Antoine de Saint-Exupéry. En plus de cette collection, le CEMCA a également lancé, dès 2017, une action visant à renforcer le patrimoine culturel du Mexique et de l'Amérique centrale, à travers la publication des registres de contes et de mythologies autochtones écrits dans des langues indigènes et traduits en français et en espagnol. Il s'agit d'une nouvelle ligne de service qui découle du renforcement de l'axe de recherche en linguistique descriptive et documentaire poursuivie au CEMCA. Celle-ci donnera lieu à des traductions d'autres types de manifestations culturelles en langues indigènes, comme l'art verbal utilisé dans les rituels et les cérémonies propres à chaque communauté.

Maya Collombon, Enrique Palancar, CEMCA

contact&info

► Maya Collombon,
CEMCA

maya.collombon@cemca.org.mx

Les traductions entre la France et le Japon : un changement de paradigme

Thomas Garcin dirige l'*Institut français de recherche sur le Japon* à la Maison franco-japonaise (Umifre 19), composante de l'unité Asie Orientale (UAR3331, CNRS / MEAE). Maître de conférences en études japonaises, il est un spécialiste de l'écrivain Mishima Yukio (1925-1970). Il s'intéresse à la littérature et à l'histoire intellectuelle du Japon d'après-guerre, ainsi qu'aux relations entre l'art et l'idéologie.

Le mercredi 13 septembre 2023, une grande cérémonie se déroula à l'Imperial Hotel de Tokyo en hommage à Oe Kenzaburô, dernier prix Nobel japonais de littérature (1994) né en 1935 et décédé le 3 mars 2023. Parmi les écrivains et intellectuels qui prirent la parole ce jour-là, nombreux furent ceux qui évoquèrent la France et l'héritage francophile d'Oe, ancien disciple de Watanabe Kazuo (1901-1975), célèbre traducteur de Rabelais. La place dévolue à l'Hexagone lors de cette célébration témoigne d'une réelle persistance de l'influence française dans les cercles littéraires et intellectuels de Tokyo. Mais il n'est sans doute pas anodin que ce soit précisément dans le cadre d'une cérémonie dédiée à un défunt.

Nous sommes loin, en effet, de l'âge d'or de l'influence culturelle française au Japon, celle qui toucha précisément la génération d'Oe Kenzaburô. Au lendemain de la défaite de 1945, la littérature française est massivement traduite et des écrivains comme Sartre ou Camus deviennent des références incontournables dans l'intelligentsia japonaise. Le cinéma de la nouvelle vague, le structuralisme et le post-structuralisme vont aussi jouer un rôle décisif dans la formation intellectuelle des Japonais nés après la guerre. Deleuze, Foucault ou Godard restent des références incontournables au Japon, mais leur influence décroît inévitablement, et aucun artiste ou écrivain francophone contemporain n'occupe aujourd'hui une place aussi éminente et prestigieuse que celle qu'ils eurent en leur temps.

À l'inverse, la littérature japonaise suscite l'intérêt d'un nombre croissant de lecteurs francophones, portée depuis les années 1990 par des maisons d'édition comme Picquier ou Actes Sud. Dans un article paru en avril 2023 dans le magazine *ZOOM Japon*, Corinne Quentin, traductrice et ancienne directrice du bureau des copyrights français au Japon, évoque le chiffre de 1 400 titres traduits en français pour près de 400 auteurs japonais¹. Ces chiffres sont d'autant plus impressionnants que jusqu'au début des années 1980, la littérature japonaise était encore assez marginale en France, limitée à quelques titres et figures célèbres, notamment Tanizaki Jun'ichirô (1886-1965), Kawabata Yasunari (1899-1972) ou Mishima Yukio (1925-1970). Aujourd'hui, un écrivain au succès planétaire comme Murakami Haruki (né en 1949) n'est plus seul à occuper le devant de la scène littéraire japonaise en France. Depuis les années 2000, on constate une diversification du nombre de titres et d'auteurs, portée notamment par l'émergence de la littérature féminine. Des écrivaines comme Ogawa Yoko (née en 1962) ou Kawakami Mieko (née en 1976) occupent aujourd'hui les places autrefois acquises aux hommes de lettres.

Plus que la littérature, c'est toutefois le manga qui contribue à asseoir l'influence culturelle du Japon en France et explique que 18 % des titres traduits en France en 2022 l'aient été du japonais. Il représente, en effet, 90 % des traductions et environ 50 % des volumes de ventes dans le domaine de la bande dessinée. Si le japonais est aujourd'hui la seconde langue la plus traduite en France, certes loin derrière l'anglais (59 %), c'est donc très largement grâce au manga. Par contraste, le Japon achète relativement peu de droits de traduction sur le marché hexagonal². Selon Corinne Quentin, le français resterait certes la seconde langue la plus traduite au Japon. Mais les ouvrages traduits depuis le français ne représenteraient plus que 0,3 % de la production totale de livres au Japon³...

Dans le secteur de la traduction, les trente dernières années ont ainsi été marquées par un rééquilibrage, puis une forme de renversement de la relation franco-japonaise. Longtemps favorable à la France, la balance des échanges culturels semble aujourd'hui pencher en faveur du Japon. On peut l'interpréter de façon positive. Pour Nozaki Kan, professeur de littérature française et traducteur, ce basculement inaugure ainsi une relation plus saine, un dialogue réellement réciproque, loin de l'idolâtrie qui plaçait, il y a encore une quarantaine d'années, les intellectuels et écrivains français sur un piédestal tandis que le public français ignorait presque tout du Japon et de sa production éditoriale⁴.

À cet égard, on pourrait faire valoir qu'il reste encore du chemin à parcourir dans le domaine des sciences humaines et sociales : si le Japon s'intéresse toujours énormément aux travaux académiques des universitaires et intellectuels français, très peu de chercheurs japonais sont en revanche traduits en France. Il faut saluer, sur ce point, les initiatives récentes de quelques éditeurs, universitaires et traducteurs. Les Presses du réel, Les Belles Lettres ou CNRS Éditions ont ainsi fait connaître différents travaux d'envergure de grands intellectuels japonais, souvent eux-mêmes francophiles et tributaires des travaux de penseurs français, comme Maruyama Masao (1914-1996), Nakai Masakazu (1900-1952) ou Mita Munesuke (1937-2022)⁵.

Il nous semble que c'est aussi le rôle des UMIFRE que de faire connaître ces initiatives et de soutenir toutes les entreprises qui, à travers la traduction, visent à favoriser la réciprocity des échanges intellectuels et artistiques. Depuis plusieurs années, l'Institut français de recherche sur le Japon a ainsi choisi de faire de la traduction l'un des piliers de son activité et de sa recherche. Plusieurs manifestations d'envergure se sont tenues sur le sujet, et

1. Quentin C. 2023, Traduire pour se comprendre, *ZOOM Japon*, pp. 4-6.

2. Voir à ce sujet la *synthèse du rapport* « Les Chiffres de l'édition » du Syndicat national de l'édition, 2022-2023. On pourra aussi se référer, sur ce point, à l'article de Frank Niedercorn paru dans *Les Échos* : Niedercorn F. 2021, « Le manga met l'édition française en ébullition », *Les Échos*.

3. Quentin C. 2021, Les échanges éditoriaux entre la France et le Japon : un mouvement de balancier, dans Sakai C. & Sawada N., *Pour une autre littérature mondiale, la traduction franco-japonaise en perspective*, Éditions Picquier, pp. 43-50.

4. Interview de Nozaki Kan par Corinne Quentin dans la revue *Furansu* (France), éditions Hakusuisha, avril 2010.

5. Lucken M. 2015, *Nakai Masakazu, naissance de la théorie critique au Japon*, Les presses du réel ; Masao M. 2018, *Essai sur l'histoire de la pensée politique au Japon*, traduit du japonais par Jacques Joly, Les Belles Lettres ; Masao M. 2021, *Le Fascisme japonais (1931-1945)*, traduit du japonais par Morvan Perroncel, Les Belles Lettres ; Munesuke M. 2023, *L'enfer du regard*, traduit du japonais par Claire Akiko-Brisset & Yatabe Kazuhiko, CNRS Éditions.

la bibliothèque du centre accueille régulièrement des traducteurs japonais ou français qui viennent présenter leurs travaux les plus récents.

Ces rencontres entre les traducteurs et le grand public japonais nous semblent d'autant plus essentielles que la dynamique actuelle des échanges franco-japonais ne procède pas uniquement d'un mouvement de rééquilibrage des échanges culturels et intellectuels. Toutes langues confondues, le nombre de titres traduits est en baisse au Japon depuis maintenant plusieurs années. De 2004 à 2019, les traductions de nouveaux titres sont ainsi passées, hors littérature jeunesse, de 5 721 à 4 081, soit une baisse de près d'un tiers, alors même que le

volume des titres publiés n'avait lui baissé, sur la même période, que de 3,6%⁶. Il faut espérer que l'intérêt continu que suscite le Japon en Occident puisse aussi stimuler, en retour, l'ouverture intellectuelle de l'archipel qui fut l'un des moteurs du dynamisme artistique et littéraire du Japon d'après-guerre.

contact&info

▶ Thomas Garcin,
MFJ
garcin@mfj.gr.jp

6. *Shuppan shihyô nenpô* [Rapport annuel sur le marché de la publication], *shuppan kagaku kenkyûsho* [Centre de recherche sur la publication], 2021, p. 142.

la lettre de l'InSHS

- ▶ **Directrice de la publication** Marie Gaille
- ▶ **Directeur de la rédaction** Alexandre Gefen
- ▶ **Responsable éditoriale** Armelle Leclerc armelle.leclerc@cnrs-dir.fr
- ▶ **Conception graphique** Sandrine Clérisse & Bruno Roulet, Secteur de l'imprimé PMA
- ▶ **Graphisme Bandeau** Valérie Pierre, direction de la Communication CNRS
- ▶ **Crédits images Bandeau**
© Photothèque du CNRS / Hervé Théry, Émilie Maj, Caroline Rose, Kaksonen
- ▶ **Pour consulter la lettre en ligne**
www.cnrs.fr/inshs/Lettres-information-INSHS/lettres-informationINSHS.htm
- ▶ **S'abonner / se désabonner**
- ▶ **Pour accéder aux autres actualités de l'InSHS**
www.cnrs.fr/inshs
- ▶ **Retrouvez l'InSHS sur Twitter** @INSHS_CNRS

Institut des sciences humaines et sociales CNRS

• 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16 •

ISSN : 2272-0243